



Université d'Ottawa • University of Ottawa



Université d'Ottawa • University of Ottawa

FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES

FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES

CHRÉTIEN, Amélie

AUTEUR DE LA THÈSE - AUTHOR OF THESIS

M.A. (éducation, conc. Étude des femmes)

GRADE - DEGREE

Faculté d'éducation

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT - FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

TITRE DE LA THÈSE - TITLE OF THE THESIS

Intervention et prise en charge:
étude de cas d'un programme éducatif destiné à des travailleuses du sexe et des
 survivantes d'agression sexuelle philippines

Richard Maclure

DIRECTEUR DE LA THÈSE - THESIS SUPERVISOR

EXAMINATEURS DE LA THÈSE - THESIS EXAMINERS

C. Parent

D. Masny

J.-M. De Koninck, Ph.D.

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DES ÉTUDES
SUPÉRIEURES ET POSTDOCTORALES

SIGNATURE

DEAN OF THE FACULTY OF GRADUATE
AND POSTDOCTORAL STUDIES

**Intervention et prise en charge:
étude de cas d'un programme éducatif destiné à des travailleuses
du sexe et des survivantes d'agression sexuelle philippines**

Amélie Chrétien

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
et postdoctorales de l'Université d'Ottawa en vue de l'obtention
de la Maîtrise ès arts en Éducation - Concentration: Études des femmes

Faculté d'éducation
Université d'Ottawa

© Amélie Chrétien, Ottawa, Canada, 2004



Library and
Archives Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Published Heritage
Branch

Direction du
Patrimoine de l'édition

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

ISBN: 0-494-01442-3

Our file Notre référence

ISBN: 0-494-01442-3

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier du fond du cœur mon directeur de thèse, Richard Maclure, qui m'a grandement appuyée et guidée depuis le tout début. La chance m'a souri le jour où il a accepté de me diriger.

J'aimerais également exprimer ma gratitude aux deux autres membres de mon comité, les professeurs Diana Masny et Colette Parent. Je suis privilégiée d'avoir pu tirer profit de leur regard critique, de leurs réflexions et de leurs judicieuses remarques.

Je remercie aussi spécialement les professeurs Linda Cardinal, Renée Forgette-Giroux et Christabelle Sethna qui ont cru en mes capacités. Leurs paroles encourageantes prononcées au bon moment ont fait toute la différence.

De plus, je tiens à signaler toute ma reconnaissance à ma famille et à mes amis qui m'ont offert un appui indéfectible. Un merci spécial à Derek, qui s'est montré particulièrement patient tout au long de ce processus et qui m'a aidée à garder le moral dans les périodes difficiles.

Par ailleurs, je voudrais transmettre mes plus sincères remerciements aux participantes de mon étude. Sans leur précieuse collaboration et leur hospitalité exemplaire, je n'aurais pu mener à bien ce projet. Au bout du compte, elles m'ont appris beaucoup plus qu'elles ne peuvent imaginer et je leur en serai à jamais reconnaissante.

Finalement, ce projet a pu se concrétiser grâce à la bourse d'études supérieures de l'Ontario (BÉSO), la bourse d'excellence de l'Université d'Ottawa ainsi que la bourse Monseigneur Joseph Aurèle Plourde. Je remercie chaleureusement les donateurs.

À Pilar

*The obscenities in this country are not girls like Ermi, either.
It is the poverty which is obscene, and the criminal irresponsibility
of the leaders who made this poverty a deadening reality.
The obscenities in this country are the palaces of the rich,
the new hotels made at the expense of the people,
the hospitals where the poor die when they get sick
because they don't have the money either for medicines or services.
It is only in this light that the real definition of obscenity should be made.*

F. Sionil José, *Three Filipino Women*

Résumé

La thèse porte sur les initiatives d'un organisme non gouvernemental (ONG) de femmes aux Philippines destinées à des travailleuses du sexe et des survivantes d'agression sexuelle. Plus particulièrement, en se basant sur l'approche de la prise en charge issue des organisations locales et des écrits féministes des pays en voie de développement, cette étude se penche sur les facteurs du programme qui favorisent la prise en charge de ces femmes marginalisées et les éléments qui y font obstacle. Une intervention qui vise la prise en charge d'un groupe marginalisé s'inscrit dans le cadre de l'éducation non formelle. L'étude, qui marie les traditions de l'ethnographie et de l'étude de cas, s'est déroulée aux Philippines de la mi-novembre 2001 à la mi-février 2002 dans une maison d'hébergement d'un ONG national. Ving-neuf informatrices (directrice de l'organisme, intervenantes et participantes) ont pris part à la recherche. Pour recueillir les données, diverses méthodes ont été employées, soit la consultation de documents, les entretiens et échanges informels, l'observation participante et les récits de vie. L'analyse, fondée sur la théorie émergente, a enfin fait ressortir des thèmes qui ont permis de mieux comprendre les éléments qui facilitent ou entravent le processus de prise en charge des personnes à qui le programme s'adresse.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
CONTEXTE GÉNÉRAL DE LA RECHERCHE.....	4
Aperçu des Philippines	4
<i>Aperçu général.....</i>	<i>4</i>
<i>Politique.....</i>	<i>5</i>
<i>Économie.....</i>	<i>7</i>
<i>Culture.....</i>	<i>8</i>
Situation des femmes aux Philippines.....	9
<i>Historique.....</i>	<i>9</i>
<i>Égales?.....</i>	<i>11</i>
<i>Éducation.....</i>	<i>12</i>
<i>Famille.....</i>	<i>14</i>
<i>Sexualité.....</i>	<i>15</i>
Groupes marginalisés aux Philippines : travailleuses du sexe et survivantes d'agression sexuelle.....	18
<i>Travailleuses du sexe.....</i>	<i>19</i>
<i>Survivantes d'agression sexuelle.....</i>	<i>24</i>
Organismes non gouvernementaux aux Philippines.....	27
Prise en charge.....	34
<i>Définition et origine.....</i>	<i>35</i>
<i>Processus.....</i>	<i>38</i>
Synthèse.....	48
CADRE CONCEPTUEL.....	50
Travailleuses du sexe et survivantes d'agression sexuelle aux Philippines.....	50
Prise en charge.....	51
QUESTIONS DE RECHERCHE.....	53
Question principale.....	53
Sous-questions.....	53

MÉTHODOLOGIE.....	54
Épistémologie de la recherche qualitative.....	54
Tradition choisie.....	55
<i>L'organisme non gouvernemental Centre for Prostituted and Sexually Assaulted Women (CPSAW) aux Philippines</i>	<i>56</i>
Informatrices.....	59
Procédure et instrumentation.....	63
<i>Documentation</i>	<i>63</i>
<i>Observation participante</i>	<i>64</i>
<i>Entretiens et échanges informels</i>	<i>66</i>
<i>Récits de vie</i>	<i>68</i>
<i>Rôle et position de la chercheuse</i>	<i>69</i>
<i>Méthode d'analyse</i>	<i>70</i>
<i>Critères de scientificité</i>	<i>73</i>
LE PROGRAMME DE CPSAW.....	75
1. Objectifs, programmes, services et règlements de la maison d'hébergement de Quezon City de CPSAW.....	75
<i>1.1 Objectifs précis</i>	<i>76</i>
<i>1.2 Programmes et services</i>	<i>76</i>
<i>1.3 Évaluation du programme et suivi</i>	<i>78</i>
<i>1.4 Programme des activités</i>	<i>78</i>
<i>1.5 Règlements</i>	<i>79</i>
2. Extraits de récits de vie.....	81
<i>2.1 Bea, 19 ans</i>	<i>81</i>
<i>2.2 Myrna, 23 ans</i>	<i>81</i>
<i>2.3 Mary Grace, 18 ans</i>	<i>81</i>
<i>2.4 Fatima, 14 ans</i>	<i>82</i>
<i>2.5 Lia, 32 ans</i>	<i>82</i>
3. Éléments du programme qui favorisent la prise en charge.....	83
<i>3.1 Réponse aux besoins de base des participantes</i>	<i>83</i>
<i>3.2 Aide psychologique</i>	<i>86</i>
<i>3.3 Assistance juridique</i>	<i>87</i>
<i>3.4 Éducation scolaire</i>	<i>88</i>
<i>3.5 Développement des compétences (éducation non formelle)</i>	<i>90</i>
<i>3.6 Soutien et dévouement du personnel</i>	<i>92</i>
4. Facteurs qui mettent un frein à la prise en charge.....	95
<i>4.1 Leadership écrasant</i>	<i>95</i>
<i>4.2 Inégalités et rapports de pouvoir entre les participantes et les intervenantes</i>	<i>98</i>
<i>4.3 Sévérité du programme</i>	<i>100</i>

4.4 Efforts de conscientisation pratiquement inexistantes	103
4.5 Différentes conceptions de la prise en charge... ..	104
5. Résistance des participantes.....	105
6. Post-scriptum.....	106
CONCLUSION.....	109
NOTES.....	117
ANNEXE A : Organigramme de la structure de CPSAW.....	119
ANNEXE B : Guide d’entretien pour les travailleuses du sexe et survivantes d’agression sexuelle.....	120
ANNEXE C : Guide d’entretien pour les intervenantes.....	121
ANNEXE D : Guide d’entretien pour la directrice.....	122
ANNEXE E : Récits de vie de quelques participantes au programme de CPSAW.....	123
<i>Bea, 19 ans</i>	<i>123</i>
<i>Myrna, 23 ans</i>	<i>125</i>
<i>Mary Grace, 18 ans</i>	<i>127</i>
<i>Fatima, 14 ans</i>	<i>129</i>
<i>Lia, 32 ans</i>	<i>130</i>
RÉFÉRENCES.....	134

INTRODUCTION

La marginalisation n'est pas un phénomène nouveau. Pourtant, à l'ère de la mondialisation, on compte un nombre considérable de personnes marginalisées, souvent en raison de leur situation économique. Ces individus ne profitent pas autant des avantages de la société compte tenu qu'ils tendent à être exclus des systèmes productifs de celle-ci (Ray Cox, 2001). La marginalisation représente ainsi un phénomène complexe et sérieux, qui touche généralement les gens qui « appartiennent » au pays au sein duquel ils sont marginalisés.

Aux Philippines, à l'instar d'autres pays, les structures macroéconomiques, politiques et sociales marginalisent les femmes (Medel-Anonuevo, 1996a). Jusqu'à ce jour, les mesures prises par les gouvernements philippins successifs n'ont pas tellement amélioré le sort des femmes. Il importe toutefois de reconnaître que la marginalisation n'atteint pas le même degré pour toutes les femmes. Elle est particulièrement importante, par exemple, dans le cas des travailleuses du sexe et des survivantes d'agression sexuelle. Ces dernières, surtout en raison du fait qu'elles aient dévié—volontairement ou non—du modèle sexuel imposé aux jeunes filles philippines, se voient reléguées aux marges de la société.

Depuis de nombreuses années, pour compenser le manque d'appui des gouvernements et des institutions dominantes, les organismes non gouvernementaux (ONG) se portent à la défense des groupes marginalisés et démunis. Ils mettent entre autres sur pied des programmes d'éducation populaire ou non formelle destinés à ces personnes, qui n'ont pas facilement accès à l'éducation systématique (établissements d'enseignement du cycle primaire jusqu'au cycle universitaire). Les promoteurs du développement international accordent généralement beaucoup d'importance à l'éducation. Les programmes d'alphabétisation des femmes de milieu rural, les cours visant à transmettre les rudiments informatiques à des jeunes, ainsi que les projets éducatifs pour inciter les femmes à lancer leur propre entreprise témoignent notamment de cette tendance. Selon plusieurs, l'éducation peut entraîner un éventuel changement des conditions de vie de ces groupes.

Ainsi, de plus en plus, les organismes non gouvernementaux travaillant avec les personnes en marge de la société privilégient, du moins officiellement dans leurs mandats,

une éducation qui vise à favoriser le processus de la prise en charge (ou *empowerment*¹) individuelle et collective pour enfin stimuler un changement social. De façon générale, la prise en charge renvoie à la capacité d'une personne de comprendre les forces personnelles, sociales et politiques, et d'exercer un contrôle sur celles-ci afin d'améliorer ses conditions de vie (*Encyclopedia of Psychology*, 2000 : 193). Dans le contexte des femmes et du développement, la prise en charge comprend l'expansion des choix offerts aux femmes et une capacité accrue des femmes d'exercer des choix (*Human Development Report 1995*, 1995). Bon nombre de chercheurs se sont penchés sur les théories du phénomène. Par contre, les stratégies concrètes des organismes pour appuyer ce processus sont peu documentées et n'ont pas fait l'objet de beaucoup d'études empiriques jusqu'à maintenant. Lim (1998) a même clairement identifié cet aspect comme une lacune en recherche. La présente étude s'inscrit ainsi dans un effort pour répondre à ce besoin.

Cette recherche examine plus précisément le programme d'un ONG de femmes aux Philippines qui a pour but de favoriser la prise en charge de femmes marginalisées, soit des travailleuses du sexe et des survivantes d'agression sexuelle. Elle tente de mieux saisir quels sont, dans ce contexte particulier, les facteurs qui facilitent la prise en charge et les éléments qui y mettent un frein. Ainsi, j'ai mené pendant trois mois (de la mi-novembre 2001 à la mi-février 2002) une recherche sur le terrain, c'est-à-dire au sein d'une maison d'hébergement accueillant des femmes visées par le programme de l'organisme Centre for Prostituted and Sexually Assaulted Women (CPSAW)². Mon étude, qui marie les traditions de l'ethnographie et de l'étude de cas, a privilégié diverses méthodes de collecte de données, notamment des entrevues semi-dirigées, des entretiens informels, de l'observation participante ainsi que de la documentation officielle de l'organisme et des écrits théoriques et empiriques pertinents à la recherche, et ce, afin d'obtenir un portrait plus juste de la situation et de faire entendre la voix de toutes les personnes engagées dans le programme (participantes, intervenantes, directrice). Une analyse, fondée sur la théorie émergente, a fait ressortir les thèmes importants suivant un examen poussé des données recueillies et jette un éclairage sur l'approche d'un ONG et la prise en charge des participantes. Enfin, le chapitre portant sur la méthodologie décrit de manière exhaustive le processus suivi pour réaliser l'étude.

Cependant, pour mieux comprendre l'analyse et l'interprétation des données, le cadre conceptuel, suivi des questions principale et secondaires de l'étude, explicite les principaux concepts de la recherche. Finalement, le premier chapitre porte sur le contexte de la recherche et traite de la situation des femmes aux Philippines—en s'attardant aux travailleuses du sexe et aux survivantes d'agression sexuelle—, des organismes non gouvernementaux en général ainsi que de la prise en charge.

CONTEXTE GÉNÉRAL DE LA RECHERCHE

Le présent chapitre vise à donner une vue d'ensemble des écrits et des recherches portant sur les principaux thèmes de la présente étude. Plus particulièrement, il dressera un aperçu du contexte général de la recherche, soit le contexte politique, économique et culturel des Philippines. Il fournira des renseignements concernant la situation des femmes en général dans ce pays, puis s'attardera aux conditions réservées aux travailleuses du sexe et aux survivantes d'agression sexuelle pour bien mettre en évidence leur marginalisation. Il se penchera en outre sur les organismes non gouvernementaux en général, puis examinera finalement le concept de la prise en charge.

Aperçu des Philippines

Le contexte prend toute son importance lorsqu'on se penche sur le programme d'un organisme non gouvernemental. La réussite d'une initiative ne repose pas seulement sur sa nature, son élaboration et sa mise en œuvre; elle est en fait largement tributaire du contexte dans lequel elle s'articule. Dans le cas présent, il importe de donner un aperçu général des Philippines, puis de s'attarder quelque peu au contexte politique, économique et culturel de ce pays.

Aperçu général

Les Philippines sont composées de 7 107 îles dont la superficie totale s'élève à 296 912 kilomètres carrés. Le pays est situé en Asie, sous Taïwan et au-dessus de Bornéo. Les Philippines ont un climat tropical et deux saisons : la saison des pluies s'échelonnant de juin à octobre et la saison sèche, de novembre à mai. Les Philippines produisent principalement du riz, du maïs, des noix de coco, de la canne à sucre, des bananes et du tabac et ont pour ressources naturelles les forêts, les mines métalliques et non métalliques. Le pays exporte des produits de la noix de coco, du sucre, du bois d'œuvre, des bananes, du nickel et des vêtements. La plupart des Philippins vivent en milieu rural et pratiquent l'agriculture. Même s'il y a une transition de plus en plus importante vers les activités non agricoles, plus de la moitié des hommes philippins sont agriculteurs.

Environ 76 millions de personnes habitent le pays. On y enregistre d'ailleurs le plus haut taux de croissance démographique de tout l'Asie. La densité de population est évaluée à 274 habitants par kilomètre carré, à part les forêts. La capitale nationale, Manille, est la ville la plus peuplée du pays. Un nombre approximatif de 16 millions de personnes y demeurent. En raison de sa taille, Métro Manille est divisée en 11 villes : Caloocan, Las Pinas, Makati, Mandaluyong, Manille, Marikina, Muntinlupa, Paranaque, Pasay, Pasig et Quezon City. Enfin, c'est à Manille que se prennent les grandes décisions qui touchent l'ensemble du pays.

Politique

La politique a suivi un parcours intéressant aux Philippines. Tout d'abord, la colonisation a joué un rôle important dans l'histoire du pays. L'Espagne a dominé les Philippines pendant plus de 300 ans (1571-1898). Les Espagnols ont évidemment apporté des changements importants aux niveaux politique, social et culturel. En 1896, les Philippins ont tenu la première révolution nationale pour se défaire de la domination espagnole. Toutefois, en 1898, malgré le fait que les leaders de la révolution aient proclamé l'indépendance du pays, les Américains, ayant gagné la guerre de Cuba contre les Espagnols, se virent céder les Philippines dans le cadre du Traité de Paris. Sous le règne des Américains, l'agriculture et le commerce ont pris leur essor; les Américains ont modernisé les transports et les communications, ont amélioré le système bancaire et la monnaie, ont introduit le système américain d'éducation et d'autres éléments de leur culture. Enfin, en 1945, durant la Seconde Guerre mondiale, le Japon a occupé le pays. Plus tard la même année, les Américains ont repris le pays et les Philippines ont obtenu leur indépendance le 4 juillet 1946.

La politique aux Philippines fut largement marquée par le gouvernement de Ferdinando Marcos. Lorsque ce dernier fut porté au pouvoir en 1972, le chaos régnait au pays. La corruption et la criminalité avaient pris des proportions gigantesques. Pour mettre de l'ordre, Marcos a imposé sa loi martiale et peu de temps après, les fusils disparurent des rues, la criminalité diminua considérablement et des améliorations furent apportées à la santé publique. La loi martiale avait pour objectif de contrôler l'agitation des personnes désirant des réformes sociales et politiques (Enrile et Illo, 1991). Loin de se résorber sous le gouvernement Marcos, la corruption a atteint un sommet qui a horrifié la communauté internationale. Pourtant, malgré l'énorme scandale qui a terni la réputation de son gouvernement et les restrictions des libertés individuelles des citoyens, Marcos jouit toujours

d'une certaine popularité et il n'est pas rare de rencontrer des Philippins qui parlent avec nostalgie du temps où la criminalité et la violence ne menaçaient pas leur sécurité.

Enfin, des années de corruption et de répression politique ont résulté en une révolution historique, *People Power*, qui s'est déroulée le 25 février 1986. Cory Aquino fut propulsée au pouvoir. La nouvelle présidente a par la suite tenté de rétablir les institutions démocratiques du pays. En 1987, la Constitution alors ratifiée créa un système tripartite : l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Ce système de gouvernement avait existé jusqu'à ce que Marcos mette sur pied un système tout à fait différent. Cory Aquino a également accordé de nouveau la liberté d'expression, de presse et d'assemblée. Par contre, bien que ce changement de leadership soit apparu comme un mouvement révolutionnaire, l'élite et les structures de pouvoir conservèrent leur position privilégiée et les plus démunis continuèrent de vivre dans des conditions déplorables (Crone, 1993). Enfin, la présidente Aquino, perçue comme une héroïne, survécut à sept coups d'État. Mais comme les Philippines ont adopté une disposition dans leur Constitution de 1987 voulant que le président ou la présidente du pays soit élu pour un terme de six ans seulement, Cory Aquino dut éventuellement céder sa place à son successeur, Fidel Ramos.

À l'heure actuelle, Gloria Macapagal-Arroyo, la fille de l'ancien président Diosdado Macapagal, dirige le pays. Portée elle aussi au pouvoir suivant une soi-disant douce « révolution » du peuple à la suite du scandale lié à la corruption de Joseph Estrada, alors président du pays, en 2001, elle a depuis résisté à plusieurs menaces de coups d'État. Son règne, du moins jusqu'à maintenant, aura avant tout été marqué par un climat politique instable, avec les revendications du mouvement extrémiste musulman et le terrorisme qui a changé le début de cette décennie. Enfin, comme les États-Unis ont de nouveau envoyé leurs troupes militaires aux Philippines pour lutter contre le terrorisme, le gouvernement essuie de nombreuses critiques des citoyens qui déplorent cette nouvelle intrusion américaine dans la politique nationale (Guingona Agonizes..., *The Philippine Daily Inquirer*). Qui plus est, le gouvernement Macapagal-Arroyo est parfois pointé du doigt en raison des nombreuses atteintes portées aux droits humains de ses citoyens (Donato, 2001).

Aux Philippines, la politique est une question de personnalité et de rhétorique, pas de programme électoral ou d'idéologie (Mulder, 2000). Les gens sont dégoûtés par la corruption

et l'avarice qui caractérisent le système politique philippin, mais les considèrent inhérents à la politique (Hamilton-Paterson, 1998; Mulder, 2000). Le patronage, évidemment contraire aux idéaux de démocratie et d'égalité, est probablement l'un des plus vieux principes d'organisation sociale aux Philippines. Tout le monde sait que les plus puissants peuvent faire ce qu'ils veulent, qu'une domestique peut s'attendre à être agressée, qu'un travailleur sera exploité, que les témoins vivent dans la peur et qu'ils ne révéleront rien, que les connexions sont plus convaincantes que les canons de la loi, que l'argent pèse plus lourd que tout dans la balance de la justice (Mulder, 2000).

Économie

Ainsi, les soi-disant révolutions, malgré leurs grandes promesses, n'ont rien véritablement changé; beaucoup de Philippins ont même l'impression que leurs conditions se sont empirées (Did Edsa II change your life? *The Philippine Daily Inquirer*). En fait, il n'y a pas de filet de sécurité sociale, pas d'assistance sociale, pas de repas gratuits. Aux Philippines, les gens doivent souvent faire quelque chose de créatif pour pouvoir manger, comme le souligne à juste titre Lerner (1999). Quarante pour cent des Philippins ont moins de 15 ans et le niveau d'alphabétisation se situe à 82,7 %. Près de 10 % de la population de sept ans n'ont pas reçu d'éducation systématique. La crise économique, qui a commencé en 1997, fut empirée par le scandale Estrada en 2000. La récession mondiale et le terrorisme aggravent d'autre part certains problèmes auxquels les jeunes Philippins font face aujourd'hui. Nazareno (2001) affirme que les Philippins ne jouissent pas de meilleures conditions qu'il y a 20 ans. En fait, la pauvreté a augmenté de 2,6 % de 1997 à 2001, pour s'établir à 39,4 % selon les statistiques officielles du pays. Le seuil de pauvreté est défini comme le montant d'argent nécessaire pour satisfaire aux besoins de base (4 of 10 Filipinos Live on Less Than P38 a Day—NCSB, *The Philippine Daily Inquirer*). En outre, au fil des ans, le gouvernement a délaissé les régions rurales des Philippines (Hamilton-Paterson, 1998) et le développement qu'il préconise a donc engendré un écart plus grand entre les riches et les pauvres (Lindio-McGovern, 1997). Les femmes s'en trouvent profondément affectées (Acosta-Belén et Bose, 1990; Santos et Hofmann, 1997).

La nouvelle génération se préoccupe surtout du travail et de l'argent. Elle est motivée par l'économie (Ramos et Savella, 2001). La culture de consommation incite les jeunes à travailler pour se procurer les derniers « gadgets » au lieu d'étudier plus longtemps

(Batangan, Tan, et Cabado-Espanola, 2001). Il n'y a donc pas beaucoup d'espace pour les discussions d'ordre social. Plus personne ne s'étonne de voir des diplômées universitaires travailler comme domestiques dans d'autres pays (Mulder, 2000). En fait, la précarité des emplois et leur rareté ont entraîné une importante migration. La croissance économique du pays repose en grande partie sur les efforts des travailleurs philippins outre-mer (*Overseas Filipino Workers*), la plupart du temps parmi les plus qualifiés du pays; en effet, à la fin des années 1990, le pays a enregistré une croissance annuelle de 35 % en versements des travailleurs philippins outre-mer (Ramos et Savella, 2001). Il y aurait actuellement environ huit millions de ces travailleurs (Bordadora et Rivera, 2002). La campagne du gouvernement pour glorifier ces personnes semble efficace; Hamilton-Paterson (1987) souligne à quel point l'exil à l'étranger—ou même à Manille pour les résidents des régions rurales—équivalait à un certain prestige. Mais d'abord et avant tout, pour beaucoup de Philippins, leur pays natal ne leur permet pas de gagner un revenu intéressant et ils n'ont pas trop de mal à se trouver un emploi dans un autre pays compte tenu que bon nombre d'entre eux peuvent s'exprimer en anglais.

Culture

Même s'il est vrai que l'on trouve un grand nombre de locuteurs anglophones aux Philippines, l'anglais américain est surtout la langue des gens de la classe moyenne³ et de l'élite, des gens éduqués, du gouvernement, des professionnels. Les journaux diffusés nationalement sont en anglais et les animateurs de radio s'expriment souvent dans cette langue. La langue officielle des Philippines est le filipino, qui est essentiellement le tagalog avec des mots empruntés d'autres dialectes. Le tagalog était la langue originale des gens qui se sont établis dans la région de Luzon, où se trouve Manille. Officiellement, 87 dialectes principaux différents sont parlés aux Philippines.

La diversité des langues parlées, le style de vie des Philippins et leurs valeurs reflètent le fait que les Philippins sont un heureux mélange de plusieurs races : malaise, chinoise, espagnole, indienne et américaine. Le christianisme et l'islam sont par contre les deux religions qui dominent les croyances de l'ensemble des citoyens. Les musulmans occupent surtout le sud du pays; leur faction extrémiste revendique d'ailleurs une partie de ce territoire. Pourtant, la majorité des Philippins—environ 90 %—sont catholiques romains

(Jayawardena, 1986) et leurs valeurs s'inspirent donc grandement des préceptes de cette religion. Cependant, bien que les Philippins aient considérablement été influencés par les colonisateurs, ils gardent certains rituels, des coutumes, des habitudes qui leur sont propres. Par exemple, les jeunes Philippins demeurent longtemps à la maison, souvent même après le mariage, alors que la plupart des Américains quittent la maison familiale dès qu'ils en ont l'occasion (Andres, 1987; Zafra, 1995).

Aussi, ce qui distingue les Philippins de leurs colonisateurs, c'est le fait que leur morale se base sur le groupe : ce que leur famille et leurs amis diront détermine généralement leurs normes morales. Une offense à l'un des membres de la famille est perçue comme une menace pour toute la famille et un acte immoral commis par l'un des membres apporte un discrédit social à toute la famille. Celle-ci tend à protéger ses membres, même s'ils commettent des actes reprochables. Par ailleurs, lorsque les Philippins se marient, ils continuent de soutenir financièrement leur famille et la majorité des travailleurs philippins outre-mer versent une généreuse portion de leur salaire à leur famille. En ce sens, ils sont beaucoup moins individualistes que les Occidentaux. Par contre, la famille constitue un noyau qui perpétue l'inégalité des rapports sociaux de sexe; les filles et les femmes se voient généralement accorder moins de pouvoir au foyer que les garçons et les hommes.

Situation des femmes aux Philippines

La situation des femmes aux Philippines a subi une évolution intéressante. Je tenterai d'en dresser les grandes lignes, en donnant d'abord un bref aperçu historique pour ensuite examiner les préoccupations et enjeux actuels.

Historique

Les féministes occidentales et l'Organisation des Nations Unies n'ont certainement pas imposé le mouvement des femmes dans ce pays; il a en effet évolué bien indépendamment (Jayawardena, 1986). Comme leurs consœurs dans la plupart des pays du monde, les femmes philippines sont accablées par le poids d'inégalités structurelles et de croyances qui justifient les nombreux obstacles au plein développement de leurs capacités et à leur droit au respect et à l'égalité (Medel-Anonuevo, 1996b). Bien que beaucoup d'hommes et de femmes aux Philippines croient que les femmes de ce pays profitent d'un traitement

égal à celui réservé à leurs homologues masculins, Licuanan (1991) montre que la discrimination à l'endroit des femmes persiste toujours. Elle s'immisce dans toutes les couches de la société, mais de façon beaucoup plus importante au sein des plus démunis. Même si elles ne ressentent pas toujours l'oppression, les femmes sont subordonnées structurellement aux hommes. Elles ont assurément moins d'options politiques et d'alternatives économiques (Cortes, Baldo, Botor, Ibe et Manalang, 1983).

Il n'en a pas toujours été ainsi, semble-t-il. En effet, les citoyennes philippines ont vu leurs droits sérieusement amputés dès la colonisation (Acosta-Belén et Bose, 1990; Aguilar, 1997; Lindio-McGovern, 1997; Santos et Hofmann, 1997; Watson Andaya, 1998). Par exemple, avant l'arrivée des Européens, plusieurs sociétés, dont certaines populations aux Philippines, avaient des rapports sociaux de sexe plutôt égalitaires (Chant et McIlwaine, 1995; Etienne et Leacock, 1980; Ruiz-Austria, 2001; Saffioti, 1978). Les Espagnols ont imposé, entre autres, leur Code civil aux Philippines, ce qui a entraîné des conséquences désastreuses pour les femmes. Les droits des femmes mariées furent dès lors considérablement brimés : elles n'avaient pas le droit de disposer des propriétés leur ayant appartenu avant le mariage, elles ne pouvaient pas s'adonner à des activités de nature économique sans le consentement formel de leur époux, et elles ne pouvaient pas occuper de fonction publique à part la profession d'enseignante (Jayawardena, 1986). Quoique plusieurs modifications ont depuis lors été apportées au Code civil, l'une de ses dispositions fondamentales demeure : le divorce n'est légalement pas possible. Malgré toutes les pressions pour faire amender la loi, un mouvement important de résistance a pris forme. Les propos de l'Alliance for the Family Foundation Philippines Inc., rapportés dans le *Philippine Daily Inquirer* du 14 décembre 2001, reflètent bien cette résistance : "Before we can legalize separation, let's do something to help marriages."⁴

En dépit des valeurs sacro-saintes que l'Église catholique a tenté d'inculquer aux femmes, ces dernières ont participé, à leur façon, à la montée du nationalisme et à son succès. Certaines femmes ont même pris part à des insurrections contre l'Espagne vers la fin du XIX^e siècle. De plus, en 1887, les femmes de Malolos, une région des Philippines, ont écrit aux autorités pour demander que l'éducation soit accessible à toutes les femmes (Jayawardena, 1986). Toutefois, les organisations de femmes semblent avoir émergé de manière plus

importante au début du XX^e siècle. Par exemple, une de leurs luttes importantes fut le suffrage, qu'elles obtinrent finalement en 1937 (Jayawardena, 1986).

Depuis 1975, déclarée l'Année internationale de la femme par l'Organisation des Nations Unies, les femmes aux Philippines ont gagné du terrain et joué un rôle crucial dans l'amélioration de leurs conditions de vie et en ce qui a trait à leur prise en charge (Guerrero, Asis, Espano, Ibarra-Taberdo, Dayo, Rovillos et Kintanar, 2001). Des efforts systématiques ont été déployés—et continuent de l'être (NCWP's Value-formation..., *The Philippine Daily Inquirer*)—pour traiter des préoccupations des femmes et des enjeux relatifs aux rapports sociaux de sexe. Ces initiatives ont vu le jour sous le régime de la loi martiale imposé par le gouvernement Marcos en 1972. Ainsi, pour permettre aux femmes de participer au développement du pays, le gouvernement a mis sur pied des programmes visant à réduire la taille des familles, à générer des revenus, et à créer des emplois. Le gouvernement a d'ailleurs lancé un important programme de contrôle des naissances pour donner des options aux femmes relativement à leurs aspirations familiales. Pendant ce temps, des groupes de femmes ont mis en œuvre des programmes d'alphabétisation et de formation dans les régions les plus pauvres du pays. Enfin, des chercheurs se sont penchés sur l'impact du développement sur les femmes et ont examiné la relation entre les femmes et le développement aux Philippines. Sur le front juridique, notamment, des réformes ont été entreprises (Enrile et Illo, 1991). Aujourd'hui, selon la Republic Act 7192, 5 % du budget des organismes gouvernementaux doit être consacré au « genre et développement » afin de permettre aux femmes de profiter également des initiatives et d'y participer directement (Lolarga, 2001). Pourtant, beaucoup de chemin reste à parcourir.

Égales?

Bien qu'il soit difficile d'énoncer des généralisations en raison de la diversité au sein de cette société, les femmes philippines sont la plupart du temps perçues comme les femmes les plus libérées parmi les Asiatiques (Alindogan-Medina, 1995; Chant et McIlwaine, 1995). Cependant, comme le souligne à juste titre Elizabeth Eviota (citée dans Chant et McIlwaine, 1995 : 8), même si les Philippines jouissent généralement de meilleures conditions que leurs consœurs asiatiques, il ne veut pas nécessairement dire qu'elles reçoivent un traitement juste pour autant. En fait, de nombreuses études soulignent les différences importantes qui marquent les rapports entre les sexes aux Philippines, le plus souvent au détriment du sexe

féminin (Chant et McIlwaine, 1995). Les femmes doivent s'occuper principalement de la sphère domestique et, bien qu'elles se taillent peu à peu une place plus grande sur le marché du travail, l'idéal traditionnel de l'homme pourvoyeur et de la femme à la maison persiste (Chant et McIlwaine, 1995). De plus, même si les femmes en milieu rural travaillent aux côtés de leur mari, elles ne prennent pas nécessairement part aux décisions d'ordre économique, ni aux décisions qui touchent la collectivité (Jayawardena, 1986). Enfin, des études récentes ont fait ressortir l'importance du problème de la violence : une femme sur trois aux Philippines subira une forme ou une autre de violence (Guerrero et al., 2001). La Police nationale estime qu'au moins un viol survient toutes les six heures et que seulement 20 % de ces incidents sont déclarés (*Philippine Plan for Gender-Responsive Development 1995-2025*, 1998; UP Diliman Campaigns for a "Rape-free" Campus, *The Philippine Daily Inquirer*). Une autre étude récente soulignait l'ampleur du harcèlement sexuel en milieu de travail; les femmes, rapportaient les chercheurs, voyaient parfois même le harcèlement sexuel comme un signe qu'elles allaient obtenir un emploi régulier (Lacuarta, 2001). Bref, les femmes philippines en général subissent une forte oppression, et ce, malgré le fait qu'elles aient de plus en plus accès, entre autres, à l'éducation.

Éducation

La Constitution de 1987 des Philippines (article XVI, par. 3(2)) reconnaît le rôle de l'éducation comme un instrument clé pour accélérer la transformation et le renouveau de la société :

All educational institutions shall inculcate patriotism and nationalism, foster love of humanity, respect for human rights [...] teach the rights and duties of citizenship, strengthen ethical and spiritual values, develop moral character and personal discipline, encourage critical and creative thinking, broaden scientific and technological knowledge and primitive vocational efficiency.

Le gouvernement consacre des ressources considérables à l'éducation (Ramos et Savella, 2001). Toutefois, quoiqu'elle soit officiellement un droit de tous les citoyens, l'éducation représente davantage un privilège dans cette région du monde, comme dans bien des pays en voie de développement (Martino, 1997; Ramos et Savella, 2001). Corroborant les résultats de plusieurs recherches, des fonctionnaires ont même avoué que l'éducation est difficilement accessible pour les pauvres et les gens vivant dans des milieux plus isolés. Les

frais d'entrée sont gratuits, mais pas les livres, les uniformes et autres exigences scolaires qui, au bout du compte, s'avèrent dispendieux (Ramos et Savella, 2001). Qui plus est, Manille a un grave manque de salles de classe et d'enseignants (Zulueta et Liwag, 2001). Seulement 64 % de la population en âge d'être inscrite à l'école (6 à 23 ans) fréquente un établissement scolaire. L'inscription à l'école primaire se situe à 87 %, alors qu'elle chute à 58 % au niveau secondaire (Zulueta et Lawig, 2001). D'autre part, l'éducation aux niveaux supérieurs est somme toute réservée à l'élite. Javate De Dios (1995) stipule que les méthodologies et approches en études des femmes devront innover et être pertinentes pour atteindre des femmes qui, normalement, n'auraient pas accès à l'éducation supérieure. Parce que, sommes-nous forcées d'admettre, l'éducation non formelle ne permet pas aux femmes d'intégrer le marché du travail compétitif et de gagner un salaire intéressant (Licuanan, 1991).

Néanmoins, les Philippines comptent à l'heure actuelle la plus grande proportion de gens alphabétisés parmi les pays d'Asie du Sud-Est. Pour beaucoup de Philippins, l'éducation signifie le progrès et ils la valorisent énormément (Mulder, 2000). Il est communément admis au sein de la société philippine que le plus beau cadeau que peuvent faire les parents à leurs enfants est de leur offrir une éducation (Ramos et Savella, 2001). En général, plus une personne est éduquée, plus elle jouit de prestige.

Évidemment, l'éducation, plus particulièrement celle des jeunes filles, a aussi subi les effets de la colonisation. Depuis la domination espagnole, les filles qui avaient le privilège de fréquenter l'école recevaient une éducation directement inspirée des doctrines catholiques. On voulait faire des jeunes filles de futures bonnes épouses et mères, modestes et vertueuses. Bien que remplie de contraintes, l'éducation était un domaine où les femmes pouvaient œuvrer (Jayawardena, 1986). Suivant les Espagnols, les Américains ont imposé un système d'éducation séculaire qui a pris beaucoup d'ampleur. Des universités et des instituts d'études supérieures ont dès lors ouvert leurs portes aux femmes. Des femmes ont donc pu revendiquer leurs droits et de meilleures conditions de vie. Enfin, il semble que les Américains ont permis, jusqu'à un certain point, la libéralisation des femmes qui étaient, depuis plusieurs années, sous l'emprise d'un machisme important (Jayawardena, 1986). Toutefois, le système d'éducation est toujours empreint de colonialisme puisqu'il perpétue les valeurs américaines (Constantino, 1982; Mayo, 2000). Selon Constantino (1982), les Américains ont mis en œuvre un système d'éducation conçu pour renforcer leur domination,

la formation des esprits étant la meilleure façon de conquérir un peuple. Les programmes éducatifs ne répondent pas véritablement aux besoins des Philippines (Mulder, 2000).

Selon Licuanan (1991), l'éducation représente actuellement un secteur où les femmes jouissent d'un meilleur statut. Il n'y a pas de véritable différence entre l'alphabétisme des femmes et celui des hommes. Il y a même un plus grand nombre de femmes inscrites au niveau universitaire. Par contre, comme l'auteure le souligne, le problème n'est pas nécessairement l'accès des femmes à l'éducation, mais bien le fait que leur instruction n'est pas reflétée dans les postes qu'elles occupent. Il y a évidemment certains domaines où les femmes sont majoritaires (enseignement, nutrition, soins infirmiers). D'autres ne comptent qu'une faible proportion de femmes (architecture, ingénierie, droit). En général, alors que les hommes acquièrent d'abord des compétences techniques, les programmes stéréotypés où les femmes développent des compétences ne sont qu'une extension de leur rôle au sein de la famille (Licuanan, 1991). L'éducation aux Philippines a donc permis aux femmes de sortir de leurs maisons, mais les valeurs religieuses fortement enracinées au sein même du système scolaire appuient toujours leur subordination (Jayawardena, 1986).

Famille

La famille typique philippine comprend le père, la mère, les enfants et la parenté. Les cousins, même éloignés, forment une partie importante de la famille (Andres, 1987). Le modèle idéal demeure traditionnel, avec le père en tête qui subvient aux besoins de la famille et qui prend des mesures disciplinaires au besoin, et la mère, qui s'occupe de la maison et de l'éducation des enfants (Andres, 1987). Les membres de la famille se montrent en principe solidaires et il n'est pas rare que des cousins éloignés interviennent lorsque la famille est en difficulté (Andres, 1987).

Ainsi, la famille constitue le pilier de la société chrétienne philippine, possiblement en raison du fait que peu d'autres sources de soutien, financier ou autre, existent en dehors de celle-ci (Andres, 1987; Aguilar, 1991 : citée dans Chant et McIlwaine, 1995 : 15). En fait, les familles philippines comptent l'un des plus hauts taux de natalité de tous les pays du monde. À 45 ans, les femmes auront en moyenne sept enfants (Andres, 1987). Le pays devra attendre environ 25 ans avant que la population jeune atteigne son sommet et que le taux de natalité se stabilise ("Youth Bulge" Worries Population Experts, *The Philippine Daily*

Inquirer). De plus en plus, par contre, les jeunes gens instruits préfèrent avoir moins d'enfants (Andres, 1987).

Les femmes philippines se marient en moyenne à 24 ans (Batangan et al., 2001). Elles doivent bien penser leur décision, compte tenu que le système juridique philippin n'accorde pas le droit aux couples mariés de divorcer. Il peut permettre une séparation légale s'il y a eu adultère de la part de la femme, concubinage de la part de l'homme ou tentative de meurtre de la part de l'un envers l'autre. Même lorsque l'un de ces motifs est invoqué pour une séparation, la loi exige une période d'attente pour permettre au couple de repenser la décision et de se réconcilier (Ruiz-Austria, 2001). Par ailleurs, les femmes doivent obtenir le consentement de leur conjoint pour se faire stériliser. Même les femmes sans conjoint doivent détenir le consentement d'un parent de sexe masculin avant de pouvoir être stérilisées. Ce n'est pas légalement requis, mais les hôpitaux ne le font souvent qu'à cette condition (Ruiz-Austria, 2001). Toutefois, le double standard est encore plus évident lorsqu'on se penche sur la sexualité des Philippins.

Sexualité

Dans son livre destiné à redresser le sens moral des Philippins, Andres (1987) explore les croyances et les comportements sexuels des Philippins. Bien qu'il admette que les Philippins ne sont pas un peuple homogène, les principes de son livre s'appuient en réalité sur les préceptes de la religion catholique. Il relate qu'aux Philippines, comme dans bon nombre de pays, un double standard de moralité régit les comportements sexuels (Andres, 1987). Plusieurs auteurs en font d'ailleurs état (Andres et Ilada-Andres, 1999; Chant et McIlwaine, 1995; Hofmann, 1998; Licuanan, 1991; O'Campo, 1987; Reyes, 2002; Ruiz-Austria, 2001). Les femmes doivent faire preuve de modestie, agir comme bonnes épouses et mères, même si les hommes, de leur côté, enfreignent les règles en s'offrant des aventures extraconjugales et en subvenant souvent aux besoins de plus d'une famille⁵. On s'attend généralement des femmes qu'elles soient subordonnées à leur époux. Et, encore plus important, la virginité des jeunes filles doit être préservée jusqu'au mariage (Andres, 1987; De Guzman, 1996; Hofmann, 1998; Layda, 2001; Molina Azurin, 1995; WEDPRO, 1990).

Dans un texte très intéressant, Molina Azurin (1995) explore la signification de l'hymen et son importance dans la culture philippine. Il allègue que l'état de l'hymen (intact contre souillé) des jeunes filles est intimement lié à leur estime de soi. Il indique aussi clairement la différence notable entre l'éducation sexuelle des jeunes hommes et celle des jeunes femmes. Alors que les jeunes hommes ont des rituels les amenant dans des bordels à l'adolescence—et bien avant le mariage—les jeunes filles doivent faire preuve de réserve à tout prix. Les femmes doivent préserver leur virginité jusqu'à leur nuit de noces et ensuite montrer l'exemple d'une bonne épouse. Legs des Espagnols, le culte de la virginité est encore important et aujourd'hui, un mariage valide et hétérosexuel demeure en gros le seul contexte d'activité sexuelle acceptable pour les femmes philippines (Ruiz-Austria, 2001). Selon Guerrero Napkil (1999), c'est l'élément de culpabilité et de désastre dans l'attitude des Philippines qui est le plus à déplorer. Il est tellement enraciné dans les mœurs que la majorité des femmes philippines se sentent obligées de voir la terreur dans les plaisirs de l'amour et du sexe et de compenser cela en manifestant une piété frénétique.

Dans ce contexte, la grossesse hors des liens du mariage constitue évidemment une honte (Ruiz-Austria, 2001). En dépit des nombreuses interdictions juridiques et religieuses, l'avortement se pratique régulièrement aux Philippines. Selon une étude menée de 1994 à 1997, il y avait environ 25 avortements pour 1 000 femmes à l'âge de reproduction (Demeterio-Melgar, 2001). D'après d'autres études, 400 000 (Ruiz-Austria, Vargas, Avellano, Padilla, Legaspi et Acuba, 2001) à 500 000 (Fuertes, 2001) avortements se pratiquent dans ce pays par année et *The Philippine Daily Inquirer* rapportait qu'une femme philippine sur quatre a subi un avortement (1 in 4 Pinays Had Abortion, *The Philippine Daily Inquirer*). Le fait que l'avortement soit illégal expose les femmes à des dangers importants; en réalité, la méthode d'avortement la plus commune, un tube étroit inséré dans l'utérus jusqu'à 24 heures, cause des infections et entraîne d'autres complications (Zulueta et Liwag, 2001). Les herbes médicinales, les médicaments qui permettent d'avorter et les massages intenses pour provoquer des saignements abondants sont aussi des moyens largement utilisés. De 1994 à 1998, l'avortement représentait en fait la troisième cause d'hospitalisation (Fuertes, 2001). Fait intéressant, il semblerait que la plupart des femmes qui avortent sont âgées de 30 à 35 ans et mères de plusieurs enfants, qui ne peuvent se permettre financièrement d'enfanter une autre fois (Fuertes, 2001). Un bon nombre de femmes qui s'apprêtent à quitter le pays pour aller travailler outre-mer ainsi que les travailleuses du sexe

et les mères monoparentales ont aussi recours à l'avortement (Fuertes, 2001). Dans son article, Fuertes (2001) rapporte les propos d'une médecin qui a suivi une formation sur la question : "We still tell them that what they did was wrong, but no longer in the authoritative voice we used before." Ces propos reflètent bien la mentalité anti-avortement que continuent d'afficher les autorités.

Effectivement, malgré que l'on puisse noter certains progrès, le pays connaît actuellement un ressac, un mouvement religieux d'extrême-droite qui s'oppose à l'éducation sexuelle, à la distribution de condoms et à la planification des naissances (Batangan et al., 2001). Des études ont toutefois montré que l'éducation réduit les risques de sexualité précoce, de parentalité prématurée et d'abus de substances (Batangan et al., 2001). Cependant, l'accès à des contraceptifs sécuritaires exigerait des mesures gouvernementales sérieuses qui neutraliseraient le lobby catholique, ce qui voudrait aussi dire améliorer les services de planification des naissances pour les rendre respectueux des choix individuels (Ruiz-Austria et al., 2001).

Bref, la sexualité des femmes aux Philippines est encore étroitement liée à la reproduction et au mariage. Le sexe pour le plaisir est toujours dépeint comme profane, sale et interdit; Batangan et al. (2001) soulignent donc la nécessité de développer des images plus positives du sexe. Ils déplorent les vieilles mentalités, notamment celle qui veut que les « filles n'aient que leur virginité pour fierté ». Les mentalités commencent à changer chez les jeunes en milieu urbain, mais la libération sur le plan sexuel fait face à beaucoup de résistance. Il importe donc de remettre en question les idéologies dominantes et les idées conservatrices (Batangan et al., 2001).

Cependant, il ne fait aucun doute que certains problèmes auxquels les femmes sont confrontées s'appliquent davantage aux femmes démunies qu'aux femmes issues de la classe moyenne ou de l'élite (Licuanan, 1991). Par exemple, les femmes mieux nanties ont davantage la possibilité de poursuivre leurs études, d'intégrer le marché du travail formel et de revendiquer leurs droits. Dans la société philippine, certaines femmes ne profitent pas du même traitement que les autres en raison de leur marginalisation; les travailleuses du sexe et les survivantes d'agression sexuelle font sans contredit partie de ces femmes.

Groupes marginalisés aux Philippines : travailleuses du sexe et survivantes d'agression sexuelle

À l'ère de la mondialisation, une société socialement intégrée comprend les différentes aspirations individuelles et collectives de ses membres en plus de partager des valeurs de base et des intérêts communs. L'intégration sociale signifie la participation sociale, économique et politique de tous les individus et de toutes les communautés (Riccio, 2001). Plus récemment, les chercheurs ont parlé d'exclusion sociale (n'avoir aucun rôle significatif dans la société). Ces individus tendent à être exclus des systèmes productifs de la société et ne profitent pas autant des avantages de la société à cause de leur situation économique; ils appartiennent à un groupe minoritaire au sein de la société (Ray Cox, 2001). La marginalisation est donc un phénomène complexe et sérieux, qui touche généralement les gens qui « appartiennent » au pays au sein duquel ils sont marginalisés. La pauvreté et l'emploi constituent des menaces sérieuses à l'intégration sociale en marginalisant des individus et certains groupes. L'exclusion devient une menace doublement sérieuse lorsque les groupes atteignent des nombres alarmants. Aux Philippines, le nombre de personnes marginalisées a certainement de quoi inquiéter. Comme les gouvernements n'ont pas déployé suffisamment d'efforts pour favoriser une plus grande égalité, plusieurs organismes non gouvernementaux ont pris la relève et s'acharnent pour améliorer le sort de milliers d'individus.

Dans le monde actuel, il existe divers types de marginalisation. Nolutshungu (1996) relève par contre certaines caractéristiques communes à toutes :

- 1) un accès moindre à la protection de l'État que ce qui s'applique généralement dans le contexte;
- 2) la présence d'un degré de violence;
- 3) la réalité d'un degré d'exclusion de la société ou d'un traitement spécial, rendant ainsi leur participation intermittente ou sujette à des restrictions ou des qualifications spéciales;
- 4) une variété de réactions de leur nombre, allant d'une résistance violente et de l'acceptation de la différence à la désintégration personnelle.

La marginalisation, pour les individus concernés, peut s'avérer tragique, touchant pratiquement tous les aspects de leur existence. Pour les communautés, elle peut créer des divisions entre les gens de sorte que l'intégration sociale est menacée et le potentiel de construire des communautés solidaires, amputé. Pour les sociétés, la marginalisation peut résulter en une violence accrue, une division qui peut sérieusement compromettre toute chance de développement (Ray Cox, 2001). La marginalisation signifie le non-respect des droits des personnes concernées. Par ailleurs, les principes d'équité et d'égalité sont sérieusement ignorés, la société est fragmentée et un sentiment d'insécurité et de pauvreté prévaut (Ray Cox, 2001).

Les positions sociales et économiques des membres de groupes marginalisés sont essentiellement structurées par de vieilles traditions, croyances, valeurs, coutumes, socialisation et processus éducationnel ainsi que par les arrangements institutionnels dominants de la société. Ces institutions légitiment les bases socioéconomiques de leur marginalisation. Toute initiative de développement qui ne vise pas à défier ces structures et leurs fondations idéologiques ne fera que renforcer la structure de subordination et de marginalisation. Comme le processus de prise en charge a pour but de détruire la structure de subordination, il doit chercher immédiatement à changer les structures institutionnelles dominantes qui appuient la subordination des marginalisés (SinghaRoy, 2001).

Aux Philippines, les structures macroéconomiques, politiques et sociales marginalisent les femmes (Medel-Anonuevo, 1996a). Les mesures prises par les gouvernements philippins successifs n'ont, jusqu'à ce jour, pas tellement amélioré le sort des femmes. La situation est toutefois pire pour certains groupes de femmes, par exemple les travailleuses du sexe.

Travailleuses du sexe

La prostitution féminine fait l'objet de discussions et de débats enflammés depuis de nombreuses années. En fait, jusqu'à ce jour il n'y a pas de consensus quant à la définition même du terme (Schrage, 1994). Des auteures ont ainsi pu montrer que la prostitution comporte une signification particulière, souvent différente, selon les cultures (Schrage, 1989; Tabet, 1987). Dans le cadre de la présente recherche, toutefois, la prostitution renvoie aux services sexuels rendus par des femmes à des hommes en échange d'une rémunération. Cette

définition semble prédominer dans les études empiriques portant sur la question tant dans le monde en général qu'aux Philippines. C'est aussi la définition que donnent les ONG philippins qui traitent du phénomène.

Selon McIlwaine (1997), bien que toutes les formes de travail lié à l'exportation impliquent la commodification du corps des femmes, le travail sexuel en est la représentation la plus libérale du processus. En fait, non seulement est-il fondé sur la commodification du corps féminin pour le plaisir des hommes, mais les hommes à titre de clients, de gérants et d'intermédiaires contrôlent généralement tous les aspects de l'industrie pour leur propre bénéfice. Il y a donc une inégalité extrême des sexes qui est le *modus operandi* du commerce sexuel (Chant et McIlwaine, 1995a : citées dans McIlwaine, 1997 : 113; O'Campo, 1987). Schrage (1989) abonde dans le même sens en montrant que l'industrie du sexe, comme d'autres institutions sociales, est structurée selon des valeurs et des attitudes fortement ancrées, qui sont opprimantes pour les femmes. Le fait que le blâme de la prostitution soit toujours attribué aux femmes qui vendent leurs services sexuels, en ignorant la demande des hommes pour de tels services, montre bien à quel point le phénomène repose sur la notion de double standard (Zulueta et Liwag, 2001).

Néanmoins, il ne suffit pas, pour comprendre la situation des travailleuses du sexe d'une certaine région, de s'en tenir à des discussions théoriques ou générales; il est important de prendre en considération le contexte (Brewis et Linstead, 2000; O'Connell Davidson, 1998; O'Neill, 2001; Schrage, 1994). Aux Philippines, la prostitution et le sexe avant le mariage sont considérés comme des comportements déviants (Panopio, Cordero-MacDonald et Raymundo, 1994). La prostitution est illégale. Par conséquent, pour freiner ces pratiques, le gouvernement a pris plusieurs mesures depuis une centaine d'années; il a entre autres mené plusieurs campagnes contre le « vice » (Fajardo, 2001; Ramos et Savella, 2001). D'ordre général, la société présume que les travailleuses du sexe sont les principales responsables de la propagation des maladies transmises sexuellement (Fajardo, 2001).

De plus, compte tenu du fait que leur métier est illégal, les travailleuses du sexe philippines sont souvent victimes du système judiciaire. La loi ne définit pas clairement la prostitution et la plupart du temps, lorsqu'elles se font appréhendées, les femmes ne sont pas informées de leurs droits et des options qui s'offrent à elles. Par ailleurs, leur marginalisation

semble les rendre plus vulnérables à la violence. Plus de la moitié des travailleuses du sexe interrogées dans le cadre d'une étude d'un ONG ont rapporté avoir déjà subi de la violence, de l'abus verbal jusqu'au viol en passant par des agressions physiques (WEDPRO, 1990). Une femme payée pour rendre des services sexuels se situe au plus bas de l'échelle sociale, en plus d'être à la merci des clients, des policiers, des décideurs et de tous les gardiens de l'ordre moral qui montrent clairement leur mépris et leur désapprobation alors que la vaste majorité des clients et des entreprises sont exempts de tout regard et responsabilité (Hofmann, 1998). La recherche d'Ofreneo et Ofreneo (1998) permet également de croire que le caractère immoral de ce travail dans ce pays provoque notamment, chez beaucoup de femmes qui l'effectuent, un sentiment de culpabilité. Il peut être très difficile pour les femmes qui vendent leurs services sexuels d'entrer en relation normale avec les gens qui connaissent leur occupation et qui les méprisent généralement (Zulueta et Liwag, 2001). En dépit de ce fait, il y aurait à l'heure actuelle entre 400 000 et 500 000 travailleuses du sexe (Ofreneo et Ofreneo, 1998). Enfin, pour expliquer le nombre élevé de travailleuses du sexe aux Philippines, de nombreux chercheurs se sont penchés sur les causes de l'ampleur de la prostitution dans cette région du monde.

La prostitution a été pendant longtemps—et l'est toujours, selon plusieurs auteurs—située au sein de l'économie politique du colonialisme, du militarisme et du tourisme sexuel. En premier lieu, bon nombre d'auteurs accusent la colonisation d'être responsable des rapports inégalitaires entre les hommes et les femmes (Chant et McIlwaine, 1995; Dela Pena Tulipat, 2001; Etienne et Leacock, 1980; Ramos et Savella, 2001; Ruiz-Austria, 2001; Saffioti, 1978). Avant la colonisation, les femmes qui acceptaient de rendre des services sexuels en échange d'argent ou autre n'étaient pas stigmatisées (Watson Andaya, 1998). Depuis l'arrivée des Espagnols jusqu'à ce jour, les travailleuses du sexe font l'objet de mépris (Layda, 2001). Le catholicisme a entre autres contribué à diviser les femmes en deux catégories, soit les mères-épouses et les prostituées-pécheresses (Jayawardena, 1987; O'Neill, 2001). D'autre part, durant les dernières décennies sous l'empire espagnol, les parents offraient leurs filles en guise de maîtresses aux étrangers contre un prêt monétaire. À cette époque, les relations entre étrangers et femmes philippines étaient inévitables puisque les femmes étrangères se pointaient rarement le bout du nez aux Philippines. Cet arrangement permettait aux femmes philippines concernées et à leurs familles de jouir de meilleures conditions de vie et d'un plus grand confort matériel. Les enfants issus de telles unions

pouvaient aussi accéder à la classe socioéconomique jusque-là réservée aux étrangers (Layda, 2001). Par ailleurs, durant l'occupation japonaise, des parents ont vendu leurs enfants, des jeunes filles en particulier, à des soldats japonais et à des collaborateurs philippins pour alléger le fardeau de la pauvreté qui les accablait (Ramos et Savella, 2001).

L'établissement de bases militaires américaines sur le sol philippin pendant de nombreuses années au XX^e siècle a renforcé la prostitution. Pratiquement tous les auteurs en font état. Comme le dit Ocampo (2002), bien que la prostitution aux Philippines existait bien avant l'arrivée des Américains, tous les postes militaires avaient un bordel pour combler les « besoins physiques » des soldats durant la guerre qui opposait les Philippines aux Américains. Dans certaines villes où habitaient les militaires, comme Olongapo et Angeles, la prostitution a servi d'occupation à bon nombre de femmes (O'Campo, 1987). Celles-ci se trouvèrent dans une position économique précaire au moment où les Philippines mirent un terme à l'entente avec les Américains en 1992 (Ofreneo et Ofreneo, 1998; Santos et Hofmann, 1997). Les journaux ont d'ailleurs rapporté la joie de plusieurs travailleuses du sexe philippines lorsque les soldats américains ont de nouveau foulé le sol philippin en 2001 pour vaincre la menace terroriste.

Plusieurs auteurs ont en outre montré comment la prostitution a pris une ampleur sans précédent avec le phénomène de la mondialisation (Acosta-Belén et Bose, 1990; Lim, 1998; Medel-Anonuevo, 1996b; Santos et Hofmann, 1997). Par exemple, le tourisme, appuyé par les programmes d'ajustement structurel, a grandement stimulé l'industrie du sexe aux Philippines et dans certains autres pays (Enloe, 2000; Ofreneo et Ofreneo, 1998; Tan, de Leon, Stoltzfus et O'Donnell, 1989). Bien que la prostitution soit illégale, elle fut en réalité intégrée à l'industrie du tourisme (O'Connell Davidson, 1998; Zulueta et Liwag, 2001). O'Connell Davidson (1998), dans le même sens que beaucoup d'auteurs, déclare que le tourisme sexuel s'est développé dans les pays qui, règle générale, détenait un haut taux de pauvreté, où le taux de chômage était élevé et où il n'y avait pas d'assistance sociale pour aider les exclus de l'économie formelle. La prostitution aux Philippines a d'ailleurs toujours pris de l'ampleur dans les régions où il y avait une forte concentration d'étrangers (O'Campo, 1987).

Le besoin économique représente toujours un facteur important, sinon le plus important, en ce qui concerne le phénomène de la prostitution. Bon nombre d'études font ressortir une corrélation étroite entre la pauvreté et la prostitution. La majorité des travailleuses du sexe proviennent de familles démunies et puisque la prostitution offre des possibilités lucratives, elles s'y livrent (O'Campo, 1987; Ofreneo et Ofreneo, 1998; Santos et Hofmann, 1997; Zulueta et Liwag, 2001). Plus récemment, une recherche portant sur la prostitution chez les étudiantes a révélé que des jeunes femmes ambitieuses se prostituent pour pouvoir payer leurs études (Ramos et Savella, 2001). Étant donné que le salaire mensuel d'une domestique équivaut à ce que gagne une travailleuse du sexe dans une soirée et que le travail en usine est généralement synonyme de conditions non sanitaires et irraisonnables, plusieurs femmes préfèrent vendre leurs services sexuels pour gagner un revenu. Elles ont par contre toutes avoué ne pas aimer leur travail, qu'elles trouvaient déshumanisant et dégradant. Bref, même lorsqu'elles choisissent délibérément la prostitution comme travail, des auteurs soutiennent qu'on ne peut qualifier de choix une option qui n'est somme toute que la seule option intéressante (Ramos et Savella, 2001; Sanghera, 1998).

Pourtant, le scandale des « Brunei beauties » est venu mettre un bémol aux théories de la prostitution comme moyen de survie. Cette histoire, qui a fait les manchettes des quotidiens en 1993, laisse croire que des femmes très belles, issues généralement de la classe moyenne, vendent leurs services sexuels non pas pour survivre, mais plutôt en raison du côté extrêmement lucratif de ces pratiques (O'Connell Davidson, 1998; Ramos et Savella, 2001; Law, 2001; Zulueta et Liwag, 2001). La société philippine, à l'instar des sociétés occidentales, semble être de plus en plus obsédée par les biens de consommation et l'accumulation de biens matériels. Aux Philippines, l'acceptation et le respect de la société sont d'ailleurs en grande partie basés sur des biens tangibles, tels une maison, une bonne éducation, des appareils ménagers, des meubles et des vêtements (Ramos et Savella, 2001). Des auteures déplorent par le fait même l'appauvrissement des valeurs morales au sein de la société (Ramos et Savella, 2001).

Les personnes et organismes qui se penchent sur le phénomène de la prostitution adoptent souvent la position de la prostituée victime du système patriarcal. C'est certes le cas aux Philippines. En Asie du Sud-Est, la majorité des activistes prétendent que les femmes pauvres n'ont d'autre choix que de travailler dans l'industrie du tourisme sexuel ou d'émigrer

outre-mer pour travailler. De l'avis de Law (2001), de poser ainsi la question de la prostitution nie toute possibilité d'*agency* des femmes. Law indique que les travailleuses du sexe ne s'identifient pas toutes comme des victimes de l'économie ou du trafic sexuel mondial. Elles n'aiment pas nécessairement leur travail, mais elles éprouvent de la difficulté à s'identifier avec les personnes qui veulent les « aider », plus particulièrement les organismes non gouvernementaux. Les ONG qui dépeignent les travailleuses du sexe comme des victimes seulement tendent à éloigner plusieurs d'entre elles qui ne se reconnaissent pas dans ce discours (De Guzman, 1996; Law, 2001).

Ainsi, selon Law (2001), les droits des femmes qui se prostituent volontairement sont souvent ignorés. La voix des travailleuses du sexe ne se fait pas toujours entendre parce qu'elle pourrait contredire la position des ONG sur la question et nuire à leur campagne politique. Par exemple, les travailleuses du sexe ne voient pas toutes d'un mauvais œil les bases américaines ou le tourisme dans leur pays. Il y a assurément des tensions entre les ONG féministes nationales qui présentent la prostitution comme un problème de l'économie politique et les ONG locales qui visent à favoriser une prise en charge chez les travailleuses du sexe pour qu'elles puissent, notamment, se protéger contre les maladies transmises sexuellement (Law, 2001).

Finalement, la majorité des ONG aux Philippines endossent la position clairement énoncée par la Coalition Against Trafficking of Women—Asia Pacific (Hofmann, 1998), c'est-à-dire qu'il faut plutôt privilégier la décriminalisation des travailleuses du sexe et non la légalisation de la prostitution. Selon Panopio et al. (1994), la prostitution doit être réglementée et contrôlée et les jeunes doivent recevoir une formation pour développer certaines compétences leur permettant de gagner leur vie. Selon les auteures, les politiques nationales de la distribution des revenus et la promotion d'un développement plus équitable entre les collectivités urbaines et rurales pourront mettre un frein au phénomène de la prostitution et, possiblement, à l'exploitation sexuelle sous toutes ses formes.

Survivantes d'agression sexuelle

L'agression sexuelle chez les enfants se définit comme un acte à caractère sexuel entraînant un contact ou non imposé à l'enfant par une personne en position de pouvoir ou en qui l'enfant a confiance (Zulueta et Liwag, 2001). Cette position met en relief les relations de

pouvoir inhérentes à un tel acte et le bris de confiance habituellement perpétré par l'agresseur. L'agression sexuelle comprend les attouchements, les relations sexuelles complètes et l'inceste avec un adulte ou toute personne plus âgée pour qui l'enfant sert d'objet sexuel pour répondre à ses désirs sexuels (Zulueta et Liwag, 2001). Montrer du matériel pornographique et utiliser un langage obscène à des fins sexuelles constituent également une agression sexuelle (Zulueta et Liwag, 2001). Le *Philippine Plan for Gender-Responsive Development 1995-2025* (1998 : 325) a élaboré sur l'agression sexuelle faite aux femmes et la définit comme « le fait d'exiger un acte sexuel peu importe la condition de la partenaire; la forcer à regarder des actes sexuels qui lui paraissent inacceptables; la forcer à visionner du matériel pornographique; avoir des relations sexuelles dans la chambre maritale avec une autre femme; forcer la femme et la maîtresse à avoir des relations sexuelles avec l'homme dans la même chambre ». Bref, le pouvoir et le contrôle sont au cœur de toute situation d'agression à caractère sexuel.

En 1999, le Department of Social Welfare and Development des Philippines a enregistré 45 000 cas d'agressions à l'endroit des enfants. De ce nombre, 27 500 impliquaient une agression sexuelle. Le viol arrivait au premier rang, suivi de l'inceste et des attentats à la pudeur. La plupart des victimes étaient des filles (Zulueta et Liwag, 2001). Cependant, il ne fait nul doute que le nombre est loin de représenter la réalité puisque la plupart des enfants agressés ne rapportent jamais l'incident. Selon les statistiques officielles, qui comprennent tout autant les jeunes enfants que les femmes âgées, un viol se produit toutes les six heures (*Philippine Plan for Gender-Responsive Development 1995-2025*, 1998).

Une compilation d'études a fait ressortir des données entourant le viol et l'inceste aux Philippines : 7 victimes sur 10 ont été violées par des hommes qu'elles connaissaient; 6 sur 10 ont été victimes de viol avant le mariage et ont été forcées de marier leur agresseur; 8 sur 10 ont rapporté des infections du système reproducteur; et 8 sur 10 ont eu des désordres liés au sommeil (insomnie, cauchemars, etc.). Quant à l'inceste, 6 sur 10 ont affirmé que leur mère subissait également des agressions physiques et psychologiques; 5 sur 10 ont été agressées par leur propre père; presque 97 % des survivantes ont déclaré se sentir honteuses, coupables et ont dit avoir une pauvre estime d'elles-mêmes; et 7 sur 10 se blâmaient pour l'agression (Guerrero et al., 2001 : 99). Enfin, la plupart du temps, des menaces et de l'intimidation accompagnent les agressions sexuelles chez les enfants (Molina, 2001).

Selon certains chercheurs, le patriarcat, la pauvreté, le stress, les réalités sociales (alcool et drogues) et l'expérience personnelle de la violence peuvent expliquer l'agression perpétrée au sein d'une famille (Guerrero et al., 2001). Briser la « culture de silence » qui entoure l'agression survenant au sein d'une famille et la violence faite aux femmes et aux enfants n'a pas été facile, particulièrement aux Philippines où les questions familiales sont vues comme des questions purement privées (Guerrero et al., 2001). Dans son étude, Mulder (2000) fait part d'un cas très révélateur des mentalités. Il cite un article paru dans un quotidien national et qui porte sur un homme politique jouissant d'un grand prestige accusé d'avoir violé une jeune fille de 11 ans. En dépit de sa culpabilité, aucun de ses collègues n'a clairement exprimé son dégoût face au geste criminel de ce politicien. La culture machiste envie de façon générale le côté infidèle et séducteur des hommes. La justice n'est certes pas facile à obtenir puisqu'elle joue presque constamment en faveur des personnes qui ont de l'argent et du pouvoir et qui peuvent interjeter appel (Mulder, 2000).

Des chercheurs (Brickman, Boncher, Schneiderman et Dickerson, 2001; Guerrero et al., 2001; Zulueta et Liwag, 2001) soulignent les nombreuses conséquences, souvent désastreuses et à long terme, de l'agression sexuelle chez les enfants. Parmi ces effets, on trouve une pauvre estime de soi, la peur, le stress post-traumatique, la névrose, l'anxiété, un comportement sexuel inapproprié, la dépression, la confusion, le retrait, l'agressivité, l'absence d'esprit, le mensonge, le vol, le comportement régressif et les tendances suicidaires. Les enfants agressés sont souvent silencieux, perdus dans leurs pensées et aux prises avec des problèmes d'insomnie. Molina (2001) note par ailleurs, chez les jeunes filles victimes d'inceste, un rendement scolaire qui se détériore et un plus grand isolement. La chercheuse conclut que l'inceste a un impact sur le cheminement émotif et social des victimes. Elles se sentent sales et différentes des autres enfants et s'isolent (Molina, 2001). Le sentiment d'impuissance est souvent considérable chez ces enfants. On leur transmet moins d'informations qu'aux adultes concernant le traitement de leur situation, on les retire de leur foyer sans leur donner de préavis et souvent contre leur gré, on ne leur donne généralement pas le droit de décider de leur placement, venant ainsi renforcer le sentiment d'impuissance ressenti durant l'agression.

Malgré les conséquences néfastes des agressions sexuelles sur les victimes, la loi tarde à se ranger nettement de leur côté. Par exemple, le Family Code présente le viol incestueux comme un tel acte seulement si la victime a 12 ans ou moins. Dans les cas où la victime est plus vieille, l'agression est considérée comme un viol et s'il n'y a pas pénétration du pénis, l'agression est décrite comme un acte de lascivité. De plus, un cas d'inceste ne peut être produit en justice que si la victime porte officiellement plainte. L'État ne peut poursuivre au nom de la victime (*Philippine Plan for Gender-Responsive Development 1995-2025*, 1998). Quant au viol, sa définition officielle dans le Code pénal révisé est incomplète. Elle ne comprend pas, par exemple, les agressions perpétrées à l'endroit d'une personne du même sexe, les agressions sexuelles perpétrées au moyen de sexe oral ou anal ou à l'aide d'objets ou les relations sexuelles forcées avec un animal. Le viol étant classifié comme un « crime contre la chasteté », la loi ne considère pas cet acte comme un crime contre la personne et la dignité d'un individu, mais bien contre la chasteté. Qui plus est, les victimes doivent prouver qu'elles ont montré de la résistance et qu'elles se sont soumises suivant des menaces graves et la contrainte (*Philippine Plan for Gender-Responsive Development 1995-2025*, 1998).

Bref, en raison de leurs situations respectives, les survivantes d'agression sexuelle et les travailleuses du sexe aux Philippines ne jouissent pas de conditions sociales très enviables. Enfin, pour tenter d'améliorer leur sort, des organismes non gouvernementaux se sont penchés—et se penchent toujours—sur leurs besoins pour tenter de favoriser leur prise en charge.

Organismes non gouvernementaux aux Philippines

Les organismes non gouvernementaux sont des organismes à but non lucratif. Certains ont des intentions purement altruistes et peuvent être classés d'organisations de charité. D'autres ont des orientations plus politiques, travaillant clairement vers des changements structurels au sein de la société. Pour distinguer les ONG, on peut se baser sur plusieurs critères. Premièrement, le type d'activités qu'ils mènent, que ce soit la conscientisation, la formation, la protection de l'environnement, le développement coopératif, l'organisation des travailleurs, etc. Ensuite, la taille des régions qu'ils couvrent (urbaine, rurale, nationale ou internationale), le nombre d'employés, le secteur qu'ils desservent (travail, paysans, démunis en milieu urbain), leur orientation idéologique

(progressiste/radicale, modérée, conservatrice), et leurs instigateurs (professionnels, partis politiques, Églises, universitaires) (Albada, 1993).

Aux Philippines, le nombre d'ONG a augmenté considérablement depuis les années 1980 (Albada, 1993). Bien qu'il soit difficile de déterminer leur nombre exact, on estimait, au milieu des années 1980, qu'il se chiffrait à 20 000 (Albada, 1993; Albada, 1994; Tojos, Jaucian et Guerrero, 1994). Dans le contexte philippin, les ONG n'ont pas de propriétaires, seulement des membres et des conseils d'administration (Albada, 1993). Les ONG œuvrant en développement se répartissent en cinq catégories : 1) Églises; 2) organismes privés de développement social; 3) organisations populaires; 4) organisations professionnelles; 5) universitaires. Les groupes relevant d'Églises mettent en œuvre des ONG qui formulent des revendications, des organisations de développement et plus particulièrement des organisations de bien-être. En fait, dans ce pays, les Églises ont été les premières à s'organiser pour venir en aide aux marginalisés et aux plus démunis, et elles s'engagent de plus en plus en développement. Les organismes privés de développement social sont souvent des organismes de recherche mettant sur pied des ONG ou des réseaux. Les organisations populaires œuvrent au niveau local. Les ONG professionnels sont généralement des organisations socio-civiques (p. ex., Rotary Club) dont la majorité des membres proviennent du secteur privé. Les ONG universitaires représentent des organisations de développement ou des organismes de ressources qui se spécialisent en éducation ou dans la formation. Toutefois, ces catégories ne sont pas mutuellement exclusives parce que des ONG peuvent jouer plusieurs rôles à la fois (Albada, 1993).

Dans une société hiérarchique, le pouvoir est généralement entre les mains de quelques personnes, l'élite, alors que la majorité, qui est pauvre, a plus de difficulté à s'organiser en raison du manque de ressources, qu'elles soient techniques ou financières (Albada, 1993). Les organismes non gouvernementaux ont souvent pour rôle de renforcer la relation entre le gouvernement et les citoyens en encourageant les gens à prendre part aux programmes de développement et en dirigeant l'appui du gouvernement vers les personnes qui en ont le plus besoin. Les tensions entre ONG et l'État sont nécessaires pour assurer un processus démocratique. Mais les ONG sont inutiles sans le soutien de l'État et l'État se doit d'écouter les ONG (Guanzon, 2001). Les ONG peuvent établir des approches peu coûteuses et innovatrices qui mettent l'accent sur la participation de la collectivité dans le but de

développer la capacité des bénéficiaires à examiner et à résoudre leurs propres problèmes (Tojos et al., 1994). Les ONG peuvent intensifier leurs efforts afin de soulever des enjeux et aider les plus démunis à identifier des solutions pertinentes à leurs problèmes.

Par conséquent, les ONG tentent de mettre en place plusieurs activités visant à provoquer une transformation sociale. Ils aident notamment les groupes marginalisés à s'organiser pour faire entendre leur voix; ils mettent en place des initiatives d'ordre économique qui vont redistribuer les revenus dans les milieux ruraux; ils contribuent à former des coalitions pour revendiquer des enjeux importants pour une transformation sociale (p. ex., droits humains, dette étrangère, protection environnementale); ils aident à construire une infrastructure permanente pertinente à une société alternative (p. ex., programmes de santé communautaires, garderies au sein de manufactures, etc.); ils viennent en aide aux organisations populaires de sorte qu'ils génèrent leurs propres ressources; et ils tentent de conscientiser les gens en milieu rural aux effets pervers du système de patronage. Généralement, les activités de transformation comportent plusieurs niveaux : orientation de valeurs (y compris la conscientisation et la formation d'autres valeurs); destruction du système (articulation des aspects négatifs du présent système de valeurs et du style de vie); mise sur pied d'organisations populaires, de réseaux et de coalitions; la mise en œuvre d'alternatives viables, qu'elles soient politiques (p. ex., mécanismes de participation au sein d'une communauté), économiques (p. ex., accès au crédit facilité pour les femmes) ou culturelles (p. ex., pièces de théâtre communautaires) (Albada, 1993).

Par ailleurs, les ONG sont souvent vues comme des organisations façonnées et influencées par leurs fondateurs, qui proviennent surtout de la classe moyenne (Albada, 1993). L'élite n'a aucun intérêt à stimuler un changement social et tient généralement à préserver le statu quo alors que les pauvres ont peu de ressources pour s'organiser. Les ONG sont donc surtout des initiatives de la classe moyenne. De plus, les gens de la classe moyenne possèdent généralement les compétences et l'éducation nécessaires pour travailler vers une transformation sociale (Albada, 1993).

Compte tenu que plusieurs ONG travaillent directement au niveau local, ils sont généralement plus au fait de ce qui se passe sur le terrain. Par exemple, ils comprennent mieux les espoirs et aspirations des pauvres en milieu urbain. Ils sont en principe plus

conscients du potentiel des gens et, par conséquent, de leurs préférences pour des approches participatives en développement (Tojos et al., 1994). En outre, les ONG embauchent des gens pour mettre en œuvre leurs projets et en assurer la gestion (Albada, 1993). Leurs programmes créent des possibilités de moyens d'existence (*livelihood*) pour les plus démunis et contribuent ainsi à l'emploi (Albada, 1993). Enfin, les bailleurs de fonds manifestent une plus grande confiance à l'égard des ONG; ils estiment que l'argent sera effectivement dépensé pour les groupes à qui il est destiné (Albada, 1993).

Les ONG peuvent par contre manifester certaines faiblesses, tel que l'affirme Streeten (1997). Ils sont rarement aussi bons que ce qu'ils prétendent. Par exemple, ils rejoignent peu souvent les plus pauvres. Ils sont généralement des organismes autocratiques et élitistes. La plupart du temps, leurs projets ne sont pas innovateurs, mais bien une extension des approches bien connues, et ne s'étendent pas dans le temps puisqu'ils dépendent souvent d'un leader charismatique. Dans le contexte philippin, les ONG se sont montrés souvent inefficaces dans leur lobby auprès du gouvernement, notamment en raison de leur position parfois puritaine et sans compromis. De plus, peut-être à cause de la situation politique et économique, les ONG éprouvent de la difficulté à recruter de jeunes personnes intelligentes, ce qui constitue certainement un sérieux obstacle; les ONG n'offrent généralement pas des salaires intéressants et ces derniers sont souvent réservés au niveau de gestion (Albada, 1993; Albada, 1994).

Toutefois, l'un des principaux obstacles au développement d'ONG constitue l'autonomie financière (Albada, 1993). Plusieurs dépendent de façon importante des fonds provenant de l'étranger et formulent leurs propositions et activités selon les préférences des donateurs. Certains organismes ont commencé à mettre sur pied des fonds de dotation et en fidéicomis. Afin de développer leur indépendance face aux bailleurs de fonds étrangers, des ONG ont commencé à élaborer des activités générant des revenus (p. ex., services de consultation, ventes de publications ou de produits locaux) (Albada, 1993). Mendoza (1995-1998) mentionne par ailleurs que l'épuisement des fonds au développement peut mettre un frein au processus et au bon fonctionnement des ONG. Entre autres, la précarité des ressources peut résulter en une compétition accrue entre les organismes œuvrant dans les mêmes secteurs et peut soulever la question de la viabilité des ONG.

De l'avis de Sanyal (1997), l'un des facteurs qui a contribué à affaiblir les ONG au plan politique, c'est leur incapacité à coopérer ensemble. Bien qu'ils soient généralement considérés comme des modèles de collaboration, les ONG se montrent compétitifs et forment rarement des alliances; cet état de fait est dû entre autres à la compétition féroce pour obtenir du financement. Par ailleurs, leur réticence à collaborer avec le gouvernement peut sérieusement amoindrir l'impact de leurs activités (Sanyal, 1997). Rizalina et Tayko (1988) soulignent l'importance de renforcer la stabilité, la viabilité et la prospérité des ONG individuelles, mais cet effort seul n'est pas adéquat pour un développement national. Le réseautage s'avère primordial pour développer une vision commune des Philippines et des missions et objectifs complémentaires qui s'inscrivent dans cette vision. Selon Albada (1994), par contre, les ONG philippins ont montré leur capacité de faire du réseautage avec d'autres organisations. C'est d'ailleurs l'une de leurs forces. Au milieu des années 1990, il existait au moins 14 réseaux nationaux d'ONG et plusieurs autres réseaux provinciaux et régionaux (Albada, 1993).

Plusieurs ONG qui ont pour objectif la prise en charge des gens par l'organisation populaire n'atteignent pas toujours leur but. C'est du moins l'avis de Albada (1993). Alors que les ONG sont pratiquement les seules institutions engagées activement à aider les communautés et certains secteurs à s'auto-organiser, la marginalisation politique et économique de millions de personnes au niveau local est très difficile à renverser (Albada, 1993). Certains ONG se penchent néanmoins sur les causes de la pauvreté, en fondant leur démarche sur une bonne compréhension du contexte philippin actuel, y compris les divers systèmes élitistes au sein des sphères politique et économique (Albada, 1993). Enfin, des auteurs maintiennent que l'efficacité des initiatives d'éducation des adultes aux fins d'une transformation sociale dépend en grande partie de la collaboration ou alliance de l'organisme et de ses membres avec un mouvement social (Coates, 1994; Crowther et Shaw, 1997; Mayo, 1999; Walters et Manicom, 1996). Bystydzienski (1992) souligne que les mouvements des femmes constituent une source importante de stratégies pour la prise en charge des femmes, même si le succès de ces stratégies est tributaire du contexte social dans lequel elles ont été établies.

Les femmes ne forment—ni ne peuvent former—un groupe homogène. Les organisations de femmes, individuellement, peuvent paraître faibles, sous-financées et sous-

dirigées, mais dans leur ensemble, elles peuvent représenter un mouvement important hors du gouvernement pour changer la vie des femmes (Moser, 1993). Stromquist (1988) soutient que les organismes dirigés par des femmes se sont montrés plus efficaces que les gouvernements ou d'autres organisations à traiter des problèmes liés aux femmes. En développant des compétences techniques, ces organismes se penchent aussi sur les rapports sociaux de sexe, laissent place à une participation plus active des femmes et tendent vers la prise en charge des femmes. En ce sens, ils correspondent à un développement plus féministe, en comblant des besoins pratiques et stratégiques des femmes.

Comme l'explique Moser (1993), les femmes et les hommes occupent des rôles distincts au sein de la société et ont donc des besoins différents. Les besoins des femmes peuvent être divisés en deux catégories : les besoins pratiques et les besoins stratégiques. Les premiers se rapportent aux besoins concrets des femmes, selon les rapports sociaux de sexe. Par exemple, tout ce qui concerne le travail domestique se rattache aux besoins pratiques des femmes. Les besoins stratégiques, de leur côté, renvoient à la lutte contre la domination du sexe masculin. La libération des femmes et l'égalité des sexes sont directement visées par des mesures telles que l'allègement du travail domestique, un meilleur accès au crédit, l'élimination de la violence faite aux femmes et aux enfants, ainsi que la liberté des femmes quant à leur corps et la maternité (Moser, 1989). Les femmes du monde entier n'ont, de toute évidence, pas toutes des besoins identiques; ces derniers varient en effet grandement, étant déterminés par des contextes socioéconomiques spécifiques et par les structures de classe, d'ethnie et de religion de chaque société (Moser, 1993). Par exemple, aux Philippines, les travailleuses du sexe et les femmes agressées sexuellement représentent des femmes marginalisées dont les besoins diffèrent considérablement de ceux des autres femmes.

Enfin, les résultats positifs des organismes non gouvernementaux de femmes proviennent moins des ressources et de la bonne organisation que de la patience, de la considération des besoins locaux, du diagnostic concernant les conditions des femmes dans la société et de l'engagement à la cause des femmes (Stromquist, 1988). Par contre, le modèle d'organisation communautaire centrée sur les femmes comporte sa part de faiblesses. Même s'il a pu inscrire des questions « privées » à l'ordre du jour « public », son action n'a pas toujours été efficace, particulièrement en ce qui a trait aux changements structurels importants. Ainsi, une attaque plus directe favoriserait une plus grande efficacité, de l'avis de

certaines (Stall et Stoecker, 1998). Bosch (1998) soutient plutôt le contraire; une confrontation trop explicite n'apporte souvent que des ennuis et peut entraîner un ressac très nuisible.

D'autre part, l'espace aux femmes ne garantit pas l'absence de relations de pouvoir, seulement qu'elles doivent être reconnues et déifiées. Les féministes en tant que produits d'une société fondée sur des rapports inégalitaires peuvent également reproduire et renforcer les inégalités (Dominelli, 1995). Moser (1993) explique en outre que les structures non hiérarchiques peuvent parfois poser problème en raison du manque d'engagement des intéressées, surtout lorsqu'il est question de bénévoles, et peut résulter en des conflits de pouvoir et ainsi affaiblir la voix de l'organisation. Les organisations de femmes sont également parfois très traditionnelles, avec leurs préjugés de classe et leur participation limitée (Moser, 1993). Elles ont souvent des leaders forts, ce qui est particulièrement important lors de la mise en œuvre d'un organisme. Par ailleurs, la capacité de conceptualiser et d'articuler les problèmes des femmes, d'organiser les gens, de favoriser un engagement et une loyauté et de rassembler les ressources sont toutes des qualités associées au leadership. Un leadership fort peut toutefois créer des conflits internes, la dépendance et le ressentiment. Si l'organisation s'identifie trop étroitement à son leader, elle peut avoir de la difficulté à s'institutionnaliser, le leader se montrant réticent à déléguer et à partager son pouvoir. Les conflits internes représentent le plus grand obstacle à la viabilité des organisations de femmes. Il est donc important d'encourager la solidarité et la loyauté (Moser, 1993).

Quoique les femmes aient commencé à s'organiser il y a longtemps, les organisations de femmes en Asie du Sud-Est ont proliféré dans les années 1980. Heyzer (1986) indique que cette tendance traduit la volonté des femmes de cette région de participer aux politiques de développement qui les concernent. Ces organisations partagent le principe qu'un changement à long terme quant à leurs situations individuelles et collectives ne peut se réaliser qu'à la suite de changements dans l'économie politique à grande échelle. Par exemple, elles travaillent pour modifier les structures discriminatoires et servent de groupes de pression pour changer les politiques nationales qui les affectent. Les femmes sont amenées à identifier leurs problèmes et à en discuter, à comprendre comment ceux-ci sont liés aux systèmes sociaux plus larges et à transformer leur compréhension en action politique. Bien que Heyzer souligne la nécessité d'un changement à grande échelle pour améliorer la situation des femmes, des auteurs maintiennent que des décisions prises au quotidien peuvent avoir un

impact sur la société. Le changement social ne résulte pas seulement d'actions du public sur le privé, mais provient aussi de l'impact des actions privées sur la sphère publique (Bertaux-Wiame, 1983; Medel-Anonuevo, 1996a).

Aux Philippines, le mouvement féministe a joué un rôle important notamment dans la lutte contre la loi martiale. Après février 1986, les groupes de femmes ont continué d'émerger, se sont renforcés et ont poursuivi leurs combats (*Philippine Plan for Gender-Responsive Development 1995-2025*, 1998). Comme dans plusieurs pays en voie de développement, la prise en charge économique revêt un sens important pour les femmes philippines. Jadis exclues de la sphère économique, elles commencent à y faire leur place, bien qu'elles aient encore du chemin à parcourir avant de rejoindre les hommes. Dans le cadre d'une étude récente, des chercheuses philippines (Fajardo et Panlilio, 2001) se sont penchées sur la prise en charge économique de femmes désavantagées et ont relevé des histoires réussies de femmes qui ont créé leur propre entreprise. Abbott (1996) maintient que les prêts aux femmes ne changent pas vraiment leur situation parce qu'elles ne l'utilisent pas nécessairement pour les bonnes raisons et leur conjoint contrôle la façon dont l'argent est utilisé. Les ONG qui facilitent l'accès au crédit permettent entre autres aux femmes de contester les taux d'intérêt et de lire leur comptabilité, d'où leur importance. Enfin, tel que le mentionne St-Hilaire (1990 : 345), les gains stratégiques sont cruciaux dans le contexte philippin; les gens ont besoin « de leurs propres organisations et non d'un accès plus grand à ceux qui les oppriment quotidiennement ».

Bref, dans pratiquement tous les textes concernant les programmes féministes destinés aux groupes défavorisés et visant un changement social, il est question de prise en charge individuelle et collective. Plusieurs auteurs s'entendent toutefois pour dire que la prise en charge comporte une signification différente selon les individus qui en parlent et qu'elle évolue sans cesse (James, 1999; Parsloe, 1996).

Prise en charge

Selon Xaxa (1997), l'idée de la prise en charge est quelque chose de nouveau; par contre, la prise en charge est en réalité un phénomène aussi vieux que le système démocratique. Il n'existe pas de façons simples d'aborder la prise en charge, qui représente

un concept plutôt difficile à cerner. Je tenterai ici de fournir les différentes définitions qui lui sont attribuées et les processus préconisés pour y arriver.

Définition et origine

Des auteurs perçoivent la prise en charge comme un processus alors que d'autres la considèrent plutôt comme une fin en soi. Quelques autres la voient plutôt comme les deux à la fois (Harutunian et Rachman, 1996; Xaxa, 1997). Pour mieux comprendre le phénomène, il importe d'abord de présenter les diverses définitions du terme sous l'angle du résultat. Je passerai par la suite au processus.

Étant un dérivé du mot « pouvoir », l'*empowerment* est plutôt difficile à définir. De toute évidence, le terme anglais de la prise en charge n'est pas nouveau. Dans le *Oxford English Dictionary* (1971), le verbe « *to empower* » date du XVII^e siècle. Il signifiait alors « *to invest legally or formally with power or authority; to authorize, license;* » ou « *to impart or bestow power to an end or for a purpose; to enable, to permit* ». Le verbe « *to empower* » dans le sens « *to gain or assume power over* » est classé désuet. Le nom « *empowerment* » date du XIX^e siècle. Dans les textes français, le terme « prise en charge » est de plus en plus employé comme traduction de « *empowerment* ». Son sens moderne ne fait cependant pas l'unanimité au sein des chercheurs et des personnes qui se penchent sur le sujet.

James (1999) affirme que la prise en charge au sens moderne provient de deux sources. Premièrement, elle s'est vue acquérir une définition particulière suivant les travaux de Freire. Nous y reviendrons plus tard. Elle s'est vue aussi amplement utilisée dans le jargon de l'emploi (James, 1999; Lean Heng, 1995). Pour soutenir les progrès économiques des entreprises, par exemple, les employés doivent sentir qu'ils ont un certain contrôle sur leur vie de travailleurs. Il est donc important de favoriser leur prise en charge. Enfin, les intervenants et chercheurs en développement l'ont intégrée à leur terminologie. Dans les années 1970, la prise en charge dans le discours du développement renvoyait surtout à la mise en place d'activités économiques contrôlées par les plus « faibles » pour qu'ils aient leurs propres ressources pour se développer (Cheater, 1999). La prise en charge telle que définie dans les années 1990 fait plutôt référence au droit d'avoir une voix (Cheater, 1999). Des critiques semblent pourtant croire que le pouvoir des opprimés réside avant tout dans le

non-dit qui sert de résistance à l'égard du pouvoir hégémonique puisqu'ils utilisent d'autres moyens pour contrer cette force (Cheater, 1999). Devenu un terme utilisé pratiquement à toutes les sauces, il a suivi—et suit toujours—une constante évolution.

La prise en charge, en termes généraux, peut se définir comme la capacité d'une personne de comprendre les forces personnelles, sociales et politiques, et d'exercer un contrôle sur celles-ci afin d'améliorer ses conditions de vie (*Encyclopedia of Psychology*, 2000). Batliwala (1994) définit le concept de la façon suivante : contrôle sur les biens matériels, les ressources intellectuelles et l'idéologie. Les biens matériels peuvent être physiques, humains ou financiers, comme la terre, l'eau, les forêts, le corps humain, le travail, l'argent et l'accès à l'argent. Les ressources intellectuelles comprennent les connaissances, l'information et les idées. Le contrôle de l'idéologie signifie la capacité de générer, propager, maintenir et institutionnaliser un ensemble spécifique de croyances, valeurs, attitudes et comportements, déterminant en grande partie les perceptions des gens et leur fonctionnement dans un environnement politique et socioéconomique donné. Selon Harutunian et Rachman (1996), la prise en charge des individus leur permet de devenir des agents actifs de leur propre destin, motivés à changer leur situation.

Selon Gomm (1993 : cité dans Parsloe, 1996 : 7), la prise en charge signifie aider les gens désavantagés personnellement ou socialement à composer avec leur situation de manière à ce qu'ils puissent tirer parti, au même titre que n'importe qui, des possibilités. Pour sa part, Muller (1994) affirme que la prise en charge est le processus de reconnaître le potentiel latent des autres et les aider à agir pour atteindre leur plein potentiel. Bien que des chercheurs endossent la perspective selon laquelle une personne peut permettre la prise en charge d'une autre (*to empower someone*) (Cheater, 1999; Félix de Sousa, 1995), la plupart n'adhèrent pas à ce point de vue (Congress et Sealy, 2001; Parsloe, 1996; Roy, 2001).

Une définition générale ne suffit pas vraiment pour explorer le concept. La plupart des auteurs qui s'étendent sur le sujet abordent la prise en charge sous divers angles. On parle donc, entre autres, de prise en charge personnelle, collective et dans les relations intimes (Rowlands, 1998), de prise en charge aux plans cognitif, psychologique, économique et politique (Stromquist, 1993 : citée dans Manthoto Lephoto, 1995), de prise en charge aux niveaux intrapersonnel, interpersonnel et politique (Parsons, Gutiérrez et Cox, 1998), de prise

en charge interpersonnelle et intrapersonnelle (Muller, 1994), de prise en charge cognitive, psychologique, économique, politique et physique (Félix de Sousa, 1995), de prise en charge psychologique (Zimmermann et Rappaport, 1988) ainsi que de prise en charge psychologique, sociale et politique (Friedmann, 1992). Pour beaucoup de chercheurs et d'intervenants en développement, la prise en charge dans son ensemble passe inévitablement par la prise en charge économique (Carr, Chen et Jhabvala, 1996; Mehra, 1997; Roy, 2001). Enfin, il semble pourtant que les divers niveaux de prise en charge soient interreliés; la prise en charge au plan individuel contribue à la prise en charge collective et le pouvoir d'un groupe favorise une meilleure prise en charge personnelle (Lean Heng, 1995).

Cependant, le terme, selon plusieurs chercheurs, n'a aucune signification précise avant d'être articulé dans un contexte particulier. Bref, le concept varie et peut même comporter des significations contradictoires, selon les différences socioculturelles et les circonstances locales (Hopa, 1999). Évidemment, les féministes reconnaissent dorénavant le fait que les femmes subissent l'oppression différemment, entre autres selon leur race, leur classe, leur orientation sexuelle. Dans le même ordre d'idées, Mehra recommande aux chercheurs de mesurer la prise en charge selon le contexte (1997).

Dans le contexte des femmes et du développement, la prise en charge comprend l'expansion des choix offerts aux femmes et une capacité accrue des femmes d'exercer des choix (*Human Development Report 1995*, 1995). Par exemple, un meilleur accès aux possibilités économiques, notamment le crédit et l'emploi, élargit les choix alors que les services de santé et l'éducation rendent les femmes capables d'exercer ces choix (Mehra, 1997). Cette approche a véritablement pris son essor dans les années 1980 suivant le travail des organisations locales et les écrits féministes des pays en voie de développement. Elle a pour but de favoriser la prise en charge des femmes par une plus grande autonomie. La subordination des femmes n'est pas seulement perçue comme un problème causé par les hommes, mais aussi comme le résultat de l'oppression coloniale et néocoloniale. Elle vise donc à répondre aux besoins stratégiques indirectement, en favorisant une mobilisation par le bas autour des besoins pratiques comme un moyen pour confronter l'oppression (Moser, 1993).

Cette approche reconnaît les inégalités entre les sexes et estime que la subordination des femmes prend racine dans la famille. Elle admet également que les femmes subissent l'oppression différemment selon leur classe, leur race, leur position dans l'ordre économique international, et que ces dernières doivent défier l'oppression à plusieurs niveaux simultanément. Elle souligne l'importance pour les femmes d'accroître leur pouvoir, mais définit le pouvoir d'abord en termes de la capacité des femmes d'augmenter leur force interne et leur propre autonomie et moins en termes de domination sur les autres. Le pouvoir est donc identifié comme le droit de faire des choix et d'influencer la direction du changement par la capacité d'exercer davantage de contrôle sur les ressources matérielles et non matérielles cruciales (Moser, 1993). Malgré que certains auteurs lui préfèrent le terme « libération » alléguant que « prise en charge » renvoie d'abord et avant tout à un phénomène psychologique (Mann, 1987), le concept jouit d'une popularité sans précédent. Bref, comme il est un terme excessivement employé et que sa définition ne fait pas consensus, il existe tout autant de processus suggérés pour y arriver.

Processus

Peu importe que la prise en charge soit perçue comme un processus ou un résultat, il est nécessairement question d'un processus. Les auteurs ne préconisent pas tous le même processus, mais bon nombre de chercheurs qui discutent de la question et qui s'attardent au processus font référence aux principes de Paolo Freire.

Paolo Freire fut l'un des premiers théoriciens à discuter de l'éducation aux fins d'une transformation sociale et, plus particulièrement, de la prise en charge. Certains auteurs ont consacré Freire père de l'éducation populaire, malgré de nombreuses évidences montrant que le phénomène remonte beaucoup plus loin dans le temps (Austin, 1996). Les idées exprimées dans son livre *La pédagogie des opprimés* (1974) ont eu un impact dans plusieurs disciplines, notamment en éducation, en psychologie et en études féministes. Éducateur brésilien, Freire a utilisé, à partir de 1962, l'éducation critique pour combattre l'analphabétisme au Brésil et encourager les gens à penser de façon critique afin de modifier leur situation. L'éducation critique permet de confronter les problèmes et contradictions de la société, d'y réfléchir et de les évaluer afin de les changer (Freire, 1974). Il oppose ainsi l'« éducation-domination » à l'« éducation-libération ». Selon lui, l'éducateur n'a plus pour seul objectif d'apprendre

quelque chose à son interlocuteur (conception « bancaire » de l'éducation), mais doit rechercher avec lui les moyens de transformer le monde dans lequel ils vivent.

En outre, cette pédagogie reconnaît le caractère politique de l'éducation avec l'objectif ultime de développer une conscience critique chez les participants afin qu'ils soient mieux préparés à devenir des citoyens pris en charge (Wendt, 2001). La pédagogie critique n'a pas pour objectif de favoriser une conscience critique dans le but d'arriver à une réponse en particulier, mais bien d'encourager des choix raisonnés suivant une appréciation critique de la façon et de la raison pour lesquelles certaines significations et valeurs sont communiquées, alors que d'autres intérêts et idées sont marginalisés ou niés. L'éducation devrait encourager les participants à traduire leurs expériences personnelles en enjeux publics. Wendt (2001) met toutefois en garde contre la possibilité de voir l'intervenant ou l'éducateur jouer le rôle de thérapeute auprès de participants qui livrent leurs expériences à cœur ouvert sans tenter de les lier aux questions politiques, économiques et sociales propres au contexte.

Freire est donc à l'origine de l'un des principes clés de l'éducation critique, la « conscientisation ». La conscientisation renvoie au développement de la prise de conscience. Elle se définit comme le fait d'apprendre à percevoir les contradictions sociales, politiques et économiques et d'agir contre les éléments opprimants de la réalité. Les éducateurs appuient le développement d'une conscience critique en agissant et en réfléchissant avec les participants, sans toutefois les mener à une conclusion prédéterminée à propos de leur réalité (Freire, 1974). Les méthodes de Freire consistent en des dialogues au sein de groupes et de communautés, dialogues qui visent à promouvoir la pensée critique et l'action. Selon le théoricien, la prise de conscience critique et le dialogue sont les clés de la prise en charge. Ces méthodes aident les gens à penser, voir, agir et parler pour eux-mêmes, qui sont les objectifs ultimes de Freire. Beaucoup de chercheurs et de féministes se sont inspirés des idées de Freire, surtout en ce qui concerne le concept de la conscientisation, et bon nombre y font toujours référence. Identifier les expériences des femmes pour clarifier leurs besoins et trouver des solutions qui leur sont adaptées fut, d'après Dominelli (1995), la plus grande préoccupation de l'action féministe communautaire dans les récentes décennies. Selon Mayo (2000), Freire a tracé les lignes directrices pour les intervenants et éducateurs intéressés à la

participation, la prise en charge et la transformation sociale. Les intéressés tentent d'amener les gens à questionner certaines idées préconçues, de manière à se défaire de l'opresseur.

Le processus de conscientisation est cependant incomplet sans l'analyse du contexte historique (Mayo, 1999). Un groupe subalterne doit connaître l'histoire des croyances et pratiques de la société ainsi que les contextes historiques ayant favorisé l'émergence de certaines traditions. En démystifiant leur origine, il est plus facile de briser leur continuité. Les expériences collectives des participants peuvent par conséquent être évoquées, examinées, interrogées et liées aux questions macroéconomiques dérivées d'une recherche historique pertinente, qui comprendrait des perspectives différentes en ce qui concerne les événements historiques. Bosch (1998) maintient par contre que ces traditions et croyances sont parfois si fortement enracinées qu'il s'avère très difficile d'amorcer rapidement un changement. Toutefois, le processus de prise en charge, comme l'affirme Roy (2001), ne réussira que si un ensemble d'idées nouvelles s'enracinent dans le psyché des pauvres et des démunis.

Beaucoup d'éducateurs et chercheurs prônent les principes de la pédagogie critique. Coates (1994) affirme que peu importe le sujet de discussion (pauvreté, racisme, sexisme, etc.), les participants et éducateurs devraient questionner l'existence et l'impact de ces questions sur leurs propres vies. Lee (2001) soutient que le développement d'une prise de conscience, pour les femmes, signifie qu'elles doivent trouver leur authenticité, libérée des stéréotypes et des attentes de la société patriarcale. En développant une prise de conscience critique, les femmes peuvent comprendre comment les forces patriarcales, plus que les défaites personnelles, provoquent des sentiments négatifs (Lean Heng, 1995; Lee, 2001; Moser, 1993). L'injustice entraîne la colère, qui sert de catalyseur au changement (GlenMaye, 1998). Pour certaines féministes, la première étape de la prise en charge consiste donc à regrouper les femmes pour analyser les problèmes communs et chercher collectivement des solutions (Carr et al., 1996). La conscientisation féministe représente l'un des aspects les plus importants de la pratique féministe (Dominelli, 1995; Stanley et Wise, 1993).

Bon nombre d'études empiriques qui se penchent sur l'éducation non formelle s'attardent aux concepts et méthodes de Freire et de la pédagogie critique ou, du moins, s'en

inspirent fortement. Des recherches ont montré le besoin d'organiser les femmes en commençant par le processus de la conscientisation et des discussions au sujet des préoccupations personnelles et sociales (Guerrero et al., 2001). L'étude menée par Archer et Cottingham (1996) conclut que, dans les trois pays étudiés (El Salvador, Ouganda, Bangladesh), la technique d'alphabétisation basée sur la théorie de Freire est plus efficace que les méthodes traditionnelles d'alphabétisation. Elle parvient plus facilement à garder la motivation des apprenants et diminue considérablement le taux d'abandon tout en favorisant le dialogue qui permet de remettre en question les structures sociales. Tel que l'a mentionné Constantino (1982) en s'inspirant des principes de Freire, l'éducation ne doit pas être perçue comme une manière d'assimiler de l'information, mais comme une façon d'éduquer une personne de manière à ce qu'elle fonctionne efficacement et utilement au sein de sa société. Les buts de l'éducation ne sont pas universels et doivent être élaborés selon le contexte économique, politique et social.

Des recherches effectuées auprès de groupes de femmes montrent que l'éducation non formelle conduit souvent à une certaine forme de prise en charge personnelle. Par exemple, l'étude de Ellis (1995) décrit qu'après avoir participé à un programme éducatif, des femmes des Caraïbes ont développé une plus grande confiance en soi et une meilleure estime d'elles-mêmes. En outre, la recherche de Castillo (1999) en République Dominicaine souligne que les programmes féministes d'éducation populaire favorisent l'acquisition de connaissances et de compétences, ainsi que le développement d'une conscience critique, d'une estime de soi, d'une confiance en soi nécessaires pour questionner et défier les structures, croyances et normes opprimantes de la société, et ainsi prendre contrôle de leur vie. Dans son article, Bosch (1998) fait remarquer que, bien qu'à prime abord des femmes chiliennes défavorisées semblaient intéressées à acquérir des connaissances pratiques, la formation personnelle s'est avérée plus fructueuse pour nombre d'entre elles, particulièrement les femmes les plus marginalisées ainsi que celles qui avaient subi ou qui subissaient toujours des agressions. Ce volet leur permettait ainsi d'exprimer leurs sentiments et de développer un lien de solidarité avec les autres femmes.

Par contre, des études soulèvent la difficulté de stimuler une prise en charge à tous les plans. Par exemple, Félix de Sousa (1995) déclare que le programme d'éducation sanitaire pour des femmes brésiliennes pauvres a réussi à atteindre ses objectifs sauf en ce qui a trait

aux dimensions économique et politique de la prise en charge. Selon les programmes d'éducation non formelle, le degré de prise en charge ainsi que sa dimension varient. Certains sont plus à même de favoriser la prise en charge personnelle, d'autres la prise en charge politique (Manthoto Lephoto, 1995).

Par ailleurs, l'éducation critique comme méthode de prise en charge ne fait pas l'unanimité. Selon Fernando (1997), la vulnérabilité économique est à l'origine de l'impuissance des femmes et seule une amélioration de leurs conditions économiques pourra favoriser leur prise en charge. Il déclare que l'accès au micro-crédit ne rend pas pour autant les femmes plus libres et indépendantes; elles n'ont pas la chance de protester les causes de leur oppression puisqu'elles subissent une pression encore plus grande pour maintenir ces relations institutionnelles. Enfin, des auteurs estiment que la prise de conscience, bien que nécessaire, ne s'avère pas suffisante pour provoquer un changement de l'ordre social (Checkoway, 1995; Coates, 1994). L'action est essentielle (Coates, 1994). David (2001 : 103) affirme que « c'est seulement par l'action militante, citoyenne, une action qui inclut la diversité des moyens, que les femmes réussiront à être partie intégrante d'un développement socio-économique de même que politique ». Medel-Anonuevo (1996a) souligne que les femmes—mais ce pourrait être tout autre groupe dominé—ne sont pas seulement les victimes d'un système injuste et de la pauvreté; elles constituent également d'importants agents de changement, que ce soit au niveau des choix qu'elles font quotidiennement ou de leur organisation pour confronter les structures macroéconomiques. Ainsi, plusieurs auteurs font maintenant référence au concept d'*agency*, qui renvoie à cette capacité d'action, à cette action même, ainsi qu'à l'intentionnalité de l'individu (Law, 2001; Masson, 1999; Mayo, 1999).

En fait, selon Karl (1995), la prise en charge des femmes peut être envisagée comme un continuum de plusieurs composantes interreliées, soit (1) la conscientisation quant à la situation des femmes, la discrimination, les droits et les possibilités comme une étape vers l'égalité des sexes (la conscience de groupe fournit un sens d'identité collective et le pouvoir de travailler en tant que groupe); (2) le développement des capacités et des compétences, particulièrement en ce qui a trait à la capacité de planifier, de prendre des décisions, d'organiser, de gérer et de mener certaines activités, de composer avec les gens et les institutions qui les entourent; (3) la participation, un plus grand contrôle et un pouvoir de décision plus important au sein de la famille, de la communauté et de la société; (4) l'action

pour favoriser une plus grande égalité entre les sexes. Dans le même ordre d'idées, Congress et Sealy (2001) maintiennent que la prise en charge se réalise en deux étapes : tout d'abord, la définition individuelle des besoins, intérêts et buts personnels et collectifs, puis la poursuite active du changement pour atteindre les résultats escomptés. Les deux étapes revêtent autant d'importance puisque la prise en charge se produit lorsqu'une personne est capable d'identifier le besoin d'un changement, qu'elle a un engagement à cet égard et qu'elle croit en ses propres compétences pour obtenir le changement désiré.

Le cadre de travail doit ainsi répondre aux différents besoins des femmes. Il doit permettre aux femmes d'agir collectivement pour demander leur part des ressources en développement. En travaillant et en négociant avec des organismes externes, les femmes brisent leur isolement (Enrile et Illo, 1991). Enfin, de l'avis de certains auteurs, la prise en charge des femmes du Tiers-Monde nécessite une approche de développement comprenant les éléments suivants : une analyse du développement selon le point de vue des pauvres, une redistribution du pouvoir économique et une restructuration des institutions politiques (Guerrero et al., 2001). La prise en charge comporte en outre des stratégies pour que les femmes prennent plus efficacement part au processus de développement : l'éducation, plus particulièrement les compétences nécessaires pour participer au processus de développement; les possibilités pour s'intégrer à l'économie du marché du travail; et le placement de femmes dans des positions de prise de décisions pour qu'elles puissent privilégier des politiques favorables aux femmes (Mehra, 1997).

Il n'y a évidemment pas une seule façon de favoriser la prise en charge. Dans certains contextes, il est plus approprié, pour confronter l'oppression, de recourir à des stratégies qui dénoncent haut et fort les problèmes. Dans d'autres milieux, le retrait comme méthode de protestation semble plus efficace (Moser, 1993). Parsloe (1996) stipule que les individus visés par le processus de prise en charge sont les experts en ce qui concerne les services leur étant destinés et sont les mieux placés pour fournir de la rétroaction sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Ainsi, les lignes directrices générales doivent être adaptées aux populations ciblées. Comme l'indique Mayo (2000), enseigner aux populations comment bien se nourrir est utile dans la mesure où les gens peuvent se procurer les ingrédients et les aliments en question. Enseigner aux femmes l'importance de se protéger lors des relations sexuelles n'aboutira à aucun résultat concret si ces femmes ne possèdent pas le pouvoir

d'imposer leur décision à leur partenaire. Les risques du sida et du VIH associés avec le tourisme sexuel ne seront pas éliminés par les seuls programmes de prévention; il est nécessaire de traiter les facteurs économiques, sociaux et culturels qui sous-tendent le tourisme sexuel, par exemple le racisme et le sexisme (Mayo, 2000). L'étude de cas de Mitchell (1994) renforce l'idée de ne pas imposer une vision de la prise en charge à un groupe particulier, mais plutôt de considérer la prise en charge comme un concept comportant une signification différente selon le contexte dans lequel il s'inscrit. Cette étude révèle que les femmes d'une région rurale au Pérou ont préféré apprendre leur langue maternelle plutôt que l'espagnol, qui présentait certains avantages, puisque la capacité de lire et d'écrire dans leur propre langue facilitait leur prise en charge au niveau local.

La planification pour les femmes des pays en voie de développement doit ainsi être basée sur leurs intérêts et leurs préoccupations prioritaires. Le fait de ne pas reconnaître les multiples responsabilités des femmes risque non seulement de compromettre la mise en œuvre des politiques, mais bien d'empirer la condition des femmes (Moser, 1993). Pour bien répondre à leurs besoins, il importe d'élaborer des stratégies à long terme et à court terme. Les stratégies à long terme, qui visent à briser les structures d'inégalité entre les sexes, les nations et les classes, comprennent entre autres la libération nationale de la domination coloniale et néo-coloniale et un plus grand contrôle sur les activités des multinationales. Les stratégies à court terme sont nécessaires pour fournir des moyens de répondre aux présentes crises, par exemple la promotion d'une agriculture de base diversifiée pour assurer la production de nourriture. Les stratégies à court terme correspondent aux besoins pratiques, bien que les stratégies à long terme couvrent un éventail plus large que les besoins stratégiques (Moser, 1993).

Les organisations ne peuvent toutefois se contenter d'aider les femmes à survivre quotidiennement; elles doivent également viser un changement social (Lindio-McGovern, 1997). Par contre, l'expérience a montré que les organisations qui ont le mieux réussi sont celles qui se sont d'abord concentrées sur les besoins pratiques concrets liés à la santé, l'emploi et la prestation de services de base, mais qui ont utilisé ces préoccupations pour s'attaquer à des besoins stratégiques (Moser, 1993). Mies (1991) déclare qu'il n'est pas possible d'envisager l'égalité des femmes si on ne peut pas d'abord régler certains problèmes d'ordre matériel.

En outre, les adeptes de la prise en charge reconnaissent que leurs buts ne seront atteints qu'avec la participation accrue des organisations de femmes. Cela implique donc un processus de participation dans la planification. Les gains législatifs ne sont pas les seuls moyens d'atteindre les objectifs; la mobilisation politique, la conscientisation et l'éducation populaire sont des points d'entrée pour y arriver (Moser, 1993). Cette approche cherche, par le biais des organisations de femmes, à augmenter la conscientisation des femmes pour défier leur oppression (Moser, 1993). Les programmes gouvernementaux pour les femmes mettent l'accent sur les gains économiques à court terme plutôt que sur les gains stratégiques, notamment l'accès aux ressources productives (réforme agraire, services d'appui comme des services de santé et de garderie) et leur contrôle. Des mesures telles que la broderie et l'arrangement de fleurs ne font que renforcer le rôle domestique des femmes (Guerrero et al., 2001). Selon les principes féministes, particulièrement le partage des pouvoirs, le travail collectif et le professionnalisme redéfini exigent une plus grande responsabilisation des intervenants communautaires à l'égard des groupes avec lesquels ils travaillent, un travail collectif plus efficace, le partage des compétences et le développement de mécanismes de participation. De telles approches encouragent l'implication continue des participants, stimulent leur engagement à la tâche et remontent leur moral. Elles facilitent également l'utilisation de leurs propres compétences et davantage de responsabilités personnelles relativement à leurs décisions en tant que membres du groupe.

En général, les auteurs soulignent l'importance du groupe dans le processus de prise en charge. Les individus, en collectivité, peuvent atteindre plus que ce qu'ils pourraient obtenir séparément (Mullender, 1996). Selon Riccio (2001), les ONG et les organisations populaires jouent un rôle primordial pour assurer un processus démocratique. Des programmes communautaires spéciaux encouragent la prise en charge de certains groupes et individus en renforçant leur capacité de s'organiser et d'accéder aux ressources; ils leur permettent d'élaborer des politiques et de les mettre en œuvre, ce qui comprend un partenariat avec les gouvernements et la formulation d'un programme populaire basé sur la participation des groupes locaux. Par exemple, aux Philippines, un groupe de femmes visitent des hommes violents et tentent de les persuader de cesser de battre leur conjointe en ayant recours au concept traditionnel de *hiya* (« honte ») (Bolido, 2001).

Par contre, Rowlands (1998) se penche sur plusieurs défis que doivent relever les organismes non gouvernementaux ayant pour mandat la prise en charge de certains groupes. Par exemple, alors qu'ils tentent de faciliter une prise en charge, ils doivent satisfaire aux exigences de leur responsabilisation. Ces deux processus ne s'avèrent pas toujours compatibles, notamment lorsque les fonds sont alloués pour des projets à court terme et que la pression pour atteindre un certain résultat se fait intensément ressentir. Par ailleurs, les organisations qui appuient le processus de prise en charge ne peuvent l'imposer au risque de contrevenir à ses principes mêmes. Ainsi, il peut arriver que la perception des femmes quant à leur propre prise en charge diffère considérablement de celle de l'ONG. Par conséquent, si l'organisme n'appuie pas les buts des femmes, il court le risque de dicter ses propres vues et de nuire à la prise en charge des femmes. Selon Congress et Sealy (2001), les intervenants en travail social se voient souvent confrontés au changement du contexte politique qui réglemente les fonds assignés aux programmes sociaux. Des dilemmes éthiques se posent lorsque la prise en charge des clients ou de la communauté est menacée par l'adhérence aux politiques et aux procédures exigées par les agences et les tierces parties.

Mayo (1999) souligne à juste titre que le rôle des éducateurs ne doit pas être sous-estimé. Il importe que les initiatives des organisateurs et éducateurs destinées à un changement de l'ordre social témoignent d'un engagement solide à l'égard de l'émancipation de groupes subalternes de la domination hégémonique (Mayo, 1999). Les enseignants, leaders dans le domaine de l'éducation, conseillers, et autres agents de changement ont la capacité de favoriser une prise en charge chez d'autres personnes. En tant que professionnels, ils ont une responsabilité éthique de comprendre les dynamiques du processus de prise en charge et de définir le concept (Muller, 1994). En facilitant également les moyens par lesquels les participants examinent eux-mêmes, de manière critique, la culture et ses produits (Mayo, 1999), les éducateurs permettent aux participants d'exprimer leurs voix et certaines interrogations (Coates, 1994; Mayo, 1999; Hernandez, 1997; Kramer-Dahl, 1996). L'éducateur sert alors d'accompagnateur en s'efforçant de créer un climat propice au renforcement du pouvoir personnel des participants (Coates, 1994). Par ailleurs, les échanges avec les participants amènent souvent les éducateurs à modifier, désapprendre ou réapprendre leurs conceptions du monde (Mayo, 1999).

Il peut toutefois s'avérer ardu, pour des gens éduqués de manière traditionnelle, de ne pas imposer leur vision de libération à des individus opprimés. Cette attitude paternaliste présuppose que les opprimés ne peuvent même pas élaborer la vision de leur libération et peut dissimuler des intentions autres (*hidden agenda*) de la part des éducateurs (Blackburn, 2000; Parsloe, 1996). Des conflits peuvent aussi émerger si les éducateurs possèdent un capital culturel, par exemple un système de valeurs, différent de celui des participants. Les expériences et culture(s) des participants peuvent alors ne pas être valorisées. Selon plusieurs chercheurs, il revient aux éducateurs de faire tout en leur possible pour briser les barrières pouvant faire obstacle à l'établissement de relations démocratiques et de transformation sociale (Mayo, 1999; Medel-Anonuevo, 1996a; Walters et Manicom, 1996). Parsloe (1996) maintient qu'il est crucial que les intervenants prennent conscience de leurs propres préjugés et présomptions. Foley (2001) affirme qu'en réfléchissant continuellement à leurs propres croyances spirituelles et à celles des autres, les intervenants peuvent mieux transcender leurs préjugés, leurs biais et leurs croyances en ce qui a trait à la diversité des cultures, religions, orientations sexuelles, etc. Les intervenants seront alors plus à même de respecter la dignité des participants et les valeurs qui sous-tendent leur profession.

Les éducateurs doivent aussi faire participer aux prises de décisions les groupes à qui s'adressent leurs programmes. Cette participation s'avère essentielle au processus de prise en charge. En fait, plusieurs auteurs (Harutunian et Rachman, 1996; Parsloe, 1996) soutiennent que recevoir de l'aide sans participer à la prise de décisions, dans le cas des personnes dont les droits sont déjà amputés en raison de facteurs structurels, peut mettre un frein à la prise en charge. La recherche menée par Harutunian et Rachman (1996) pour mettre sur pied un centre par et pour les femmes en Arménie suggère fortement que pour atteindre des résultats satisfaisants, les personnes concernées doivent être directement impliquées dans les décisions. Pour que la prise en charge soit à la fois un processus et un but, les intervenants et les participants doivent être placés sur un pied d'égalité ayant chacun des droits et des responsabilités.

Par contre, l'égalité n'est pas nécessairement facilement concrétisée et le processus de prise en charge n'est pas facile (Harutunian et Rachman, 1996). Certains intervenants affirment impliquer entièrement les participants sans que ce ne soit toujours le cas. En outre, on ne discute pas souvent du fait que, parfois, les besoins de certains individus entrent en

conflit direct avec ceux des autres; que l'objectif est difficile, voire impossible à atteindre; que l'objectif contrevient aux valeurs de la société. Toutefois, bien que des changements structurels soient souvent requis, d'amener les groupes marginalisés à prendre conscience de leurs besoins et à faire entendre leurs voix constitue un premier pas dans la bonne direction (Harutunian et Rachman, 1996).

La prise en charge n'est certes pas une notion facile à définir—les divergences d'opinion parmi les chercheurs en témoignent. Ce phénomène soulève de nombreuses tensions et peut même faire ressortir des contradictions, ce qui rend la tâche des chercheurs encore plus ardue. Par exemple, la vision que les femmes ont de leur prise en charge peut différer considérablement de celle qu'envisage l'ONG. Aussi, dans le but de continuer à recevoir du financement, des organismes et des intervenants se voient dans l'obligation de modifier leurs objectifs pour atteindre des résultats concrets à court terme. Il existe également des tensions entre les organismes nationaux philippins qui présentent la prostitution comme un problème de l'économie politique et les organismes locaux qui essaient avant tout de combler les besoins de base des travailleuses du sexe. Bien qu'ils aient le même objectif ultime, soit celui de favoriser la prise en charge de ces femmes marginalisées, ces organismes ne s'entendent pas tous sur la manière de s'y prendre. Bref, ces différences peuvent mettre un frein au processus et sérieusement compromettre toute chance de réussite.

Synthèse

Tel que l'indique la recension des écrits, la prise en charge s'impose pour la libération d'un groupe dominé, opprimé. Il est clair que les travailleuses du sexe et les survivantes d'agression sexuelle aux Philippines représentent deux groupes marginalisés. Tout d'abord, en tant que femmes, la discrimination structurelle qu'elles subissent les empêche de participer pleinement au développement de leur société. La conjoncture économique les désavantage fortement. En outre, compte tenu que leur parcours sexuel ne répond pas aux normes culturelles, elles se voient doublement marginalisées. La société les méprise en général et leurs droits et libertés sont sérieusement amputés. Cependant, l'apparition d'organisations de femmes, même parmi ces groupes, dans cette région du monde témoigne d'un désir de changement.

Des organismes non gouvernementaux tentent depuis longtemps de venir en aide aux groupes marginalisés. Au fil des ans, leur approche s'est modifiée; ces dernières années, bon nombre d'ONG préconisent ouvertement l'approche de la prise en charge pour les groupes à qui s'adressent leurs efforts. Ainsi, l'éducation non formelle constitue un des moyens pour favoriser le pouvoir personnel et la conscientisation des femmes. Pourtant, bien que leurs programmes soient la plupart du temps empreints de bonnes intentions, il semble que leurs interventions se révèlent souvent inefficaces. De nombreux facteurs peuvent mettre en péril le succès de leurs initiatives, que ce soit au niveau du leadership, de la relation entre le personnel et les participants, ou de la précarité des ressources.

De plus, j'ai relevé très peu d'études empiriques concernant les programmes éducatifs mis sur pied par une organisation féministe pour des travailleuses du sexe ou des survivantes d'agression sexuelle aux Philippines (WEDPRO, 1990). De nombreuses études se sont penchées sur les projets destinés aux femmes philippines en milieu rural (Lindio-McGovern, 1997; Medel-Anonuevo, 1996b; St-Hilaire, 1995), mais rares sont celles qui, à ma connaissance, ont traité des initiatives visant les femmes qui vendent leurs services sexuels ou qui sont exploitées sexuellement. Lorsque ces dernières font l'objet d'une recherche, c'est la plupart du temps pour illustrer leur situation au sein de la société au lieu de se pencher sur les programmes conçus pour elles. Notons également que la prise en charge n'est pas un phénomène facile à concrétiser et à mesurer. Le fait qu'elle soit définie différemment selon les diverses personnes qui se penchent sur le sujet fait bel et bien ressortir la complexité du concept. Enfin, j'ai choisi de me concentrer sur ce sujet, qui sera abordé d'après le cadre conceptuel défini ci-dessous.

CADRE CONCEPTUEL

Le cadre conceptuel suivant traite des principaux concepts de la présente recherche, soit la marginalisation des travailleuses du sexe et des survivantes d'agression sexuelle et la prise en charge.

Travailleuses du sexe et survivantes d'agression sexuelle aux Philippines

Tel que mentionné dans la recension des écrits, la prostitution fait l'objet de débats importants au sein des féministes. Dans le cadre de la présente recherche, toutefois, la prostitution renvoie aux services sexuels rendus par des femmes à des hommes en échange d'une rémunération. La plupart des études empiriques portant sur la question ainsi que la forte majorité des ONG adhèrent généralement à cette définition. Pour ce qui est des survivantes d'agression sexuelle, cette étude considère qu'elles ont été victimes d'un acte à caractère sexuel ayant entraîné un contact ou non et qui leur a été imposé par une personne en position d'autorité ou en qui elles avaient confiance (Zulueta et Liwag, 2001 : 277).

Ces deux groupes comportent des différences importantes, mais affichent aussi des similitudes. Premièrement, la sexualité figurant au cœur des relations sociales, ces femmes ont transgressé des tabous; elles n'ont pas suivi, délibérément ou non, le parcours dicté aux femmes. La société philippine, bien que plus clément à l'égard des survivantes d'agression sexuelle, accorde une valeur excessivement importante à la virginité. Ces femmes subissent la honte et le mépris de la société en général. Par ailleurs, les systèmes juridiques et judiciaires ne favorisent pas leur prise en charge. Leurs droits sont souvent brimés et leurs recours, limités. Comme beaucoup de femmes aux Philippines, elles subissent aussi les effets de la pauvreté et tentent d'assurer leur survie et celle de leur famille. Bref, ces femmes sont victimes d'une société machiste et patriarcale et d'une économie politique qui les désavantage fortement. Enfin, il importe de prendre en considération la situation de ces femmes afin d'élaborer des programmes efficaces pour favoriser leur prise en charge.

Prise en charge

Comme l'a démontré le premier chapitre, la prise en charge demeure un concept difficile à définir. Cependant, elle sera conçue dans la présente recherche comme l'expansion des choix offerts aux femmes et une plus grande capacité des femmes d'exercer des choix. Il s'agit, pour les femmes, d'accroître leur pouvoir, c'est-à-dire leur force interne et leur autonomie. Cette approche, issue du travail des organisations locales et des écrits féministes des pays en voie de développement, vise à stimuler la prise en charge des femmes par une plus grande autonomie. La subordination des femmes n'est pas seulement perçue comme un problème causé par les hommes, mais aussi comme le résultat de l'oppression coloniale et néocoloniale. Elle vise donc à répondre aux besoins stratégiques indirectement, en favorisant une mobilisation par le bas autour des besoins pratiques comme un moyen pour confronter l'oppression (Moser, 1993). Cette approche, qui reconnaît les inégalités entre les sexes, estime que la subordination des femmes prend racine au sein de la famille. Elle admet aussi que les femmes subissent l'oppression différemment selon leur classe, leur race, leur statut économique et qu'elles doivent défier l'oppression à plusieurs niveaux simultanément.

Pour les travailleuses du sexe et les survivantes d'agression sexuelle, il semble particulièrement important de mettre l'accent sur la prise en charge aux niveaux psychologique, économique, social et politique. La prise en charge au niveau psychologique pourrait enrayer les sentiments néfastes de honte, de culpabilité et la faible estime de soi, qui sont, on l'a vu au premier chapitre, très présents chez ces groupes de femmes. Pour sa part, la prise en charge au niveau économique leur permettrait d'assurer leur survie, surtout pour les travailleuses du sexe qui pourraient plus librement choisir une autre façon de toucher un revenu. Après tout, près de 40 % des Philippins vivent dans la pauvreté et les emplois sont rares et précaires. Enfin, la prise en charge aux niveaux social et politique entraînerait une solidarité collective et une meilleure reconnaissance de leurs droits.

Cependant, pour arriver à ces résultats, des conditions doivent généralement être présentes pour mener à bien le processus. C'est ce à quoi je me suis intéressée dans le cadre de cette étude. Les gains au plan législatif ne représentent pas les seuls moyens d'atteindre les objectifs; la mobilisation politique, la conscientisation et l'éducation populaire sont des points d'entrée pour y arriver. Cette approche cherche, par le biais d'organisations de femmes, à provoquer la conscientisation des femmes pour défier leur oppression. Ce n'est

que lorsque les femmes reconnaissent leur marginalité qu'elles peuvent voir le besoin d'agir collectivement (Guerrero et al., 2001). Ces principes sont tirés des idées de Freire (1974). Par contre, la prise de conscience n'est pas suffisante pour provoquer un changement, si minime soit-il. Il est préférable que les participantes développent des compétences et agissent elles-mêmes pour transformer leurs conditions. Par contre, les ONG qui visent la prise en charge des femmes doivent au préalable bien identifier, avec l'aide des femmes en question, les besoins pratiques et tenter d'y répondre pour pouvoir finalement s'attaquer aux besoins stratégiques (Mies, 1991; Moser, 1993).

Par ailleurs, la majorité des auteurs s'accordent pour dire que la qualité des relations entre intervenants et participants est cruciale. Dans le cadre d'un organisme non gouvernemental de femmes, il importe de défier les modèles qui soutiennent l'oppression et la marginalisation, notamment les relations de pouvoir. Les décisions doivent être prises collectivement, c'est-à-dire en impliquant les participantes tout autant que les membres du personnel. Par leurs façons de faire, les intervenantes doivent également inciter les participantes à l'action et les appuyer à cet égard. Bref, le succès du programme de l'organisme est largement tributaire de la nature des relations entre le personnel et les participantes; de toute évidence, de ces relations découleront des effets soit positifs, soit négatifs.

Bref, la prise en charge s'articule dans un contexte particulier en tenant compte des besoins distincts des personnes visées (dans ce cas-ci des travailleuses du sexe et des survivantes d'agression sexuelle) et selon un processus qui préconise des rapports égalitaires et la participation de toutes les personnes impliquées dans cet objectif. Elle n'est, néanmoins, certes pas exempte de tensions et de contradictions, qui rendent compte de sa complexité. Enfin, pour mieux comprendre un programme non gouvernemental de femmes destiné à ces personnes marginalisées et les effets d'une telle mesure, les questions de recherche suivantes se sont posées.

QUESTIONS DE RECHERCHE

Suivant le contexte général de la recherche et le cadre conceptuel, j'ai pu identifier des questions de recherche qui permettraient de mettre en lumière une initiative non gouvernementale destinée à des femmes marginalisées, en l'occurrence les travailleuses du sexe et les survivantes d'agression sexuelle dans le contexte philippin. Des questions secondaires viennent appuyer la question principale.

Question principale :

Comment l'approche d'un organisme non gouvernemental de femmes favorise-t-elle la prise en charge des travailleuses du sexe et des survivantes d'agression sexuelle aux Philippines?

Sous-questions :

- 1) Quels sont les éléments du programme de l'ONG qui favorisent la prise en charge des travailleuses du sexe et des survivantes d'agression sexuelle?
- 2) Quels sont les facteurs qui peuvent mettre un frein à la prise en charge des travailleuses du sexe et des survivantes d'agression sexuelle?

La méthodologie suivante expliquera donc comment je m'y suis prise pour répondre à ces questions.

MÉTHODOLOGIE

Suivant le contexte général de la recherche, le cadre conceptuel et les questions de recherche, la méthodologie présentée ci-dessous expliquera précisément comment fut menée l'étude. Elle justifiera notamment la tradition choisie en plus de fournir de plus amples renseignements au sujet de l'étude, particulièrement en ce qui a trait à l'organisme non gouvernemental, aux informatrices, aux procédures et instrumentation, ainsi qu'à la méthode d'analyse.

Épistémologie de la recherche qualitative

La conception classique de la science selon laquelle « la méthode scientifique, fondée sur l'observation systématique du monde empirique et sur le raisonnement logique, donnerait aux êtres humains une connaissance objective du monde physique et social » (Ollivier et Tremblay, 2000) fut largement contestée au XX^e siècle, entre autres par les féministes. La faible place qu'occupaient les femmes dans la science traditionnelle a permis de questionner les postulats de cette méthode d'acquisition du savoir. Aujourd'hui, bien que la recherche féministe n'exclue pas les méthodes quantitatives, jugées plus conformes à la science traditionnelle, un nombre important de chercheuses féministes préfèrent mener des études qualitatives puisque la voix des groupes marginalisés, dont les femmes, s'y fait davantage entendre (Eichler, 1997), tout en permettant la découverte de nouveaux thèmes de recherche (Creswell, 1998). Dans le cadre de ma recherche, une étude qualitative se prêtait assurément mieux aux questions de recherche qu'une étude de nature quantitative.

De nouvelles méthodologies centrées sur les femmes et les rapports sociaux de sexe tendent à montrer les expériences, intérêts et besoins des femmes sous un angle différent des méthodes traditionnelles. Ces nouvelles méthodologies comprennent notamment les récits de vie, l'ethnographie féministe, les entretiens féministes, les groupes de discussion et les méthodes féministes qui impliquent la participation des femmes (Guerrero et al., 2001). Les méthodes de recherche féministe exigent généralement une approche égalitaire, non hiérarchique et dialogique. D'autres méthodes féministes comprennent le dépassement de la relation inégale entre la chercheuse et les participantes en permettant un plus grand degré de familiarité et la divulgation de renseignements personnels de la part de la chercheuse (Guerrero et al., 2001). De plus, la recherche féministe, contrairement à la science

traditionnelle, n'a pas pour seul but de faire un exercice théorique, mais la théorie demeure liée avec le mouvement social pour la libération des femmes (Mies, 1991). Davies (1997) a d'ailleurs souligné le besoin d'entreprendre davantage de recherches, surtout des recherches-actions, pour créer un changement et des recherches qualitatives pour chercher des modèles de résistance. Toutefois, compte tenu des difficultés non négligeables liées à une recherche-action (Kirsch, 1999; Kurtzman, 1999), les contraintes de temps et la distance considérable qui me séparait de l'organisme suivant mon départ des Philippines, j'ai jugé préférable de concevoir autrement mon étude.

Tradition choisie

La présente recherche marie les traditions de l'étude de cas et de l'ethnographie. Tout d'abord, une étude de cas examine un phénomène spécifique, dans ce cas-ci l'approche d'un ONG pour faciliter la prise en charge chez des femmes marginalisées. Notons que cette recherche se définit plutôt comme une étude de cas instrumentale, c'est-à-dire que le cas étudié sert à mettre en lumière un concept particulier—l'approche pour favoriser la prise en charge—au lieu d'être examiné pour ses caractéristiques uniques (Creswell, 1998; Stake 1995). Par contre, comme le disent Huberman et Miles (1991), « un 'cas' se passe toujours dans un milieu spécifique; on ne peut étudier de 'cas' individuels en les séparant de leur contexte ». Enfin, l'étude de cas permet de rendre compte de la complexité de l'objet étudié (Hamel, 1997; Stake, 1995).

D'autre part, l'ethnographie peut signifier l'immersion complète dans une autre culture pour tenter de bien la saisir. Que la recherche comprenne de l'observation participante, des entrevues semi-dirigées ou dirigées ou un récit autobiographique, le résultat est le même : la perspective d'un « interne » (*insider*) et la création d'une signification au sein d'une culture particulière (Wendt, 2001). Par contre, pour qu'une recherche soit véritablement qualifiée d'ethnographie, Fetterman (1998) soutient que le chercheur doit faire de l'observation participante pendant une longue période de temps, souvent plusieurs années. Comme les budgets sont souvent restreints et que les chercheurs sont contraints de limiter leurs recherches à une période beaucoup plus courte, il est préférable de spécifier que ces recherches font appel à des techniques d'ethnographie, mais qu'elles ne représentent pas en soi de l'ethnographie. Ainsi, la présente recherche se définit comme une étude de cas qui a recours à des techniques ethnographiques.

Selon Sionil José (1999), pour écrire de façon réaliste au sujet des travailleuses du sexe, une personne doit pouvoir comprendre la psychologie de ces femmes; en ce sens, de l'avis de l'auteur, les rares ouvrages sur le sujet sont ennuyants et manquent de profondeur. En passant beaucoup de temps avec ces femmes, j'ai essayé de saisir un peu mieux leur façon de penser. Toutefois, Spiegel, Watson et Wilkinson (1999) soulèvent avec justesse un problème d'ordre éthique qui se pose avec l'ethnographie. Les chercheurs qui ont recours à l'ethnographie s'interposent entre les personnes qui prennent part à leur étude et les personnes à qui ils font part de leurs histoires. Tel quel, ils ne peuvent jamais être totalement neutres ou impartiaux. Les histoires sont invariablement filtrées par un cadre de travail implicite et cognitif. Le cadre conceptuel choisi par les chercheurs constitue le premier filtre entre l'auditoire et les participants à la recherche. Comme Spiegel et al., je reconnais que la recherche a été filtrée à partir d'un certain cadre conceptuel et de certaines valeurs et j'ai tenté de rendre ces éléments aussi explicites que possible.

Enfin, cette recherche s'est penchée sur l'approche d'un ONG pour favoriser une prise en charge chez des femmes marginalisées et a tenté de fournir, suivant une procédure rigoureuse et une démarche d'analyse inductive, une interprétation des données recueillies sur le terrain pendant trois mois. Cependant, afin de mener à bien l'étude, la collaboration d'un organisme non gouvernemental de femmes aux Philippines qui œuvre auprès de femmes marginalisées fut sollicitée.

L'organisme non gouvernemental Centre for Prostituted and Sexually Assaulted Women (CPSAW) aux Philippines

Au début de l'année 2001, j'ai effectué des recherches, surtout par le biais d'Internet, pour connaître quelles organisations de femmes se penchaient sur la prostitution. J'ai tenté de communiquer avec quelques-unes d'entre elles pour leur faire part de mon intention de recherche et solliciter leur participation, mais plusieurs ont omis de me répondre. D'autres ont tout simplement décliné mon offre en prétextant que leur groupe ne s'avérerait pas un bon objet d'étude. Finalement, après maintes tentatives, un organisme en particulier, Centre for Prostituted and Sexually Assaulted Women (CPSAW), s'est montré intéressé à collaborer à ma recherche et mon étude sur le terrain s'est déroulée du 20 novembre 2001 au 19 février 2002.

Je commencerai tout d'abord par décrire l'organisme en me basant sur l'information transmise dans leurs dépliants, site Web et rapports annuels⁶. Cet organisme a pour mandat de former un partenariat avec les femmes victimes de violence et d'exploitation, surtout sexuelles, pour comprendre leur situation et travailler vers un mode de vie différent; organiser les opprimées pour leur donner une voix plus forte et un soutien mutuel pour régler les problèmes personnels et les difficultés liées au travail, ainsi que pour favoriser une prise en charge en revendiquant leurs droits; contribuer à une meilleure qualité de vie en facilitant un cheminement personnel et en offrant des alternatives économiques intéressantes et lucratives. L'ONG vise par ailleurs à former un réseau avec d'autres individus et groupes, à entreprendre des études, à maintenir des bases de données, à publier de la documentation, à conscientiser la population à ces enjeux et à y répondre, à aider à créer et soutenir les services pertinents aux femmes qui en ont besoin, et à mener toutes ses activités dans le but de favoriser la prise en charge des femmes.

Fondé sur le concept d'un féminisme du Tiers-Monde, l'organisme tente d'articuler une approche holiste aux questions féminines. Ainsi, les femmes ne sont pas exclues de la situation mondiale et reconnaissent que leurs problèmes, bien que distincts, sont liés avec ceux des autres individus. Les injustices et inéquités peuvent être retracées aux forces qui s'allient au niveau international. Le féminisme du Tiers-Monde, soutient l'ONG, vise à libérer les femmes de toutes formes d'oppression et d'exploitation basées sur le sexe, la classe ou la race. Il tente d'être solidaire avec les personnes qui luttent pour en arriver à une libération totale.

L'organisme, qui existe depuis plus de 20 ans, fut l'un des premiers à aborder la question de l'exploitation sexuelle des femmes aux Philippines. Au départ, ses initiatives se résumaient à du lobbying auprès des gouvernements (surtout japonais et philippin) et à de la recherche. La fondatrice de l'organisme, une religieuse catholique, le dirige toujours. L'ONG a également un conseil d'administration et un comité exécutif au niveau national ainsi qu'un comité consultatif et des représentants à l'Organisation des Nations Unies au plan international (voir annexe A).

Au fil des ans, le programme de CPSAW et ses activités se sont modifiés. À l'heure actuelle, l'organisme ne consacre plus vraiment de temps, ni d'efforts à la recherche, bien qu'il accueille volontiers les chercheurs et chercheuses qui se penchent sur le sujet de l'exploitation des femmes. La directrice participe à quelques conférences nationales et internationales, mais ne rédige plus d'articles et n'entreprend plus de recherches. Au cours des années, l'organisme a décidé d'accorder de plus en plus d'importance aux services directs dispensés aux personnes exploitées et agressées sexuellement. Ces services tentent de répondre aux besoins économiques, éducationnels, physiques, spirituels, psychosociaux et culturels de ces femmes. En 1992, l'organisme a ouvert un centre *drop-in* dans un quartier touristique de Manille qui attirait un grand nombre d'hommes prêts à payer pour des services sexuels. Dans les années qui suivirent, d'autres centres ont vu le jour. Aujourd'hui, l'organisme compte sept centres *drop-in* à son actif dans plusieurs régions du pays, deux maisons d'hébergement ainsi qu'une maison de transition⁷, qui constituent les trois phases du programme global de l'organisme. De manière générale, les centres *drop-in* fournissent de l'information, de la formation et du counselling aux travailleuses du sexe, en plus de référer à une maison d'hébergement celles qui en ont le plus besoin. Les maisons d'hébergement s'occupent des femmes qui ont décidé de laisser la prostitution ainsi que des femmes et des jeunes filles agressées sexuellement. Les mères sont aussi accueillies avec leurs enfants. Les maisons d'hébergement ont été conçues pour offrir aux femmes un lieu sécuritaire où la « guérison » serait la priorité. Finalement, la maison de transition fournit un toit et des soins aux personnes qui sont demeurées pendant un certain temps à une maison d'hébergement de l'ONG et qui ont encore besoin d'encadrement. La maison de transition abrite notamment des femmes atteintes du VIH et du sida et des mères avec leurs enfants.

Dans le cadre de la présente recherche, je me suis particulièrement intéressée à la maison d'hébergement de Quezon City, à Manille, quoique j'aie passé quelques jours à certains centres *drop-in*. Toujours selon la documentation de l'organisme, les maisons d'hébergement poursuivent des objectifs précis : 1) retirer les femmes des situations de détresse et les placer dans une atmosphère propice à l'apprentissage; 2) utiliser leur expérience pour leur croissance personnelle et le bien de la communauté; 3) fournir les services professionnels nécessaires pour répondre aux problèmes spéciaux; 4) fournir des occasions aux femmes de gagner un revenu pendant la formation; 5) faire de la maison un tremplin pour un mode de vie et des moyens d'existence alternatifs.

Il apparaissait plus pertinent de travailler avec une organisation locale de femmes qui se décrit comme une organisation féministe. Une telle organisation, selon Ferree et Martin (1995), a pour but la prise en charge de ses membres et poursuit un projet politique visant à mettre fin à l'oppression des femmes. Comme la recension des écrits l'a souligné, le processus de libération des femmes s'entame mieux au sein d'un groupe de femmes. Lorsqu'on aborde la question de la violence et de l'exploitation sexuelle tout particulièrement, des femmes semblent plus aptes que des hommes à favoriser une prise en charge chez les groupes marginalisés.

Informatrices

Pour éviter toute confusion, j'utilise dans le présent document le terme « participantes » pour renvoyer à toutes les femmes et jeunes filles qui prennent part aux programmes et activités de l'organisme et le terme « informatrices » pour faire référence aux personnes qui ont participé à notre recherche (participantes, intervenantes et directrice confondues). De plus, des pseudonymes remplacent le nom véritable de toutes les informatrices de la recherche. Dans le cadre de cette étude, l'échantillonnage fut de type raisonné puisque les informatrices devaient inévitablement avoir un lien particulier avec l'ONG. J'ai tenté de recruter les informatrices suivantes : des femmes et des jeunes filles auxquelles s'adresse le programme éducatif de l'organisme et qui y prennent part; des intervenantes embauchées par l'ONG; et des membres de l'exécutif, dont la directrice. J'ai pu atteindre mon objectif, sauf en ce qui concerne les membres de l'exécutif. Comme la majorité des organismes non gouvernementaux aux Philippines, CPSAW a un conseil d'administration, mais les membres ne sont pas vraiment au courant de ce qui se passe au jour le jour à l'organisme. Elles assistent aux réunions biannuelles, mais ne se présentent jamais à l'organisme en d'autre temps et ne participent pas vraiment à la prise de décisions. Compte tenu que l'exécutif se résumait dans ce cas-ci à la directrice, il m'apparaissait inutile de mener des entrevues avec les autres membres. J'ai par contre collaboré avec les participantes et les intervenantes en général lors de l'observation participante, mais quelques-unes d'entre elles m'ont fourni davantage de renseignements grâce à des conversations informelles que nous avons eues. Ces personnes étaient mes principales informatrices (Creswell, 1998).

Les participantes au programme de la maison d'hébergement de Quezon City de CPSAW étaient âgées entre 14 et 41 ans (voir tableau 1). Certaines d'entre elles avaient, avant de se joindre à l'organisme, pratiqué une forme ou une autre de prostitution, alors que les autres étaient survivantes d'agressions sexuelles ou physiques (inceste, viol, mauvais traitements physiques, etc.). Deux femmes seulement, Luisa et Maricel, ne pouvaient être répertoriées sous l'une de ces deux catégories; Luisa était enceinte et avait été abandonnée par son petit ami alors que Maricel avait été victime de recrutement illégal sans lien avec la prostitution. L'organisme a accepté d'héberger Luisa puisqu'elle avait auparavant travaillé pour la coordonnatrice. Pour sa part, Maricel fut acceptée parce qu'elle s'est tournée désespérément vers l'ONG pour de l'aide. Pour les participantes qui avaient été travailleuses du sexe, ce travail constituait leur principale source de revenus. Pour des raisons différentes, elles ont décidé de quitter volontairement la prostitution et sont venues demeurer à la maison d'hébergement de l'organisme. Quant aux survivantes d'agression sexuelle, elles ont pour la plupart été référées par un autre organisme et ne sont pas nécessairement venues par choix à la maison d'hébergement. En ce qui a trait aux intervenantes, ce sont des femmes qui donnent de la formation, qui offrent du counselling et qui travaillent étroitement avec les participantes. Finalement, la directrice tient les rênes de l'organisation et agit à titre de leader.

Tableau 1

Participantes			
<i>Lia</i>	Travailleuse du sexe dans la rue	32 ans, mère de Lea, 6 ans	
<i>Bea</i>	Travailleuse du sexe sur les bateaux	19 ans, sans enfants	
<i>Janice</i>	Travailleuse du sexe dans la rue	Au début de la vingtaine environ, sans enfants	
<i>Becky</i>	Travailleuse du sexe dans les bars	21 ans, sans enfants	
<i>Myrna</i>	Travailleuse du sexe dans un bordel	23 ans, mère de Candy, 2 ans	

<i>Danika</i>	Travailleuse du sexe dans les bars	19 ans, mère de Justin, 1 mois	
<i>Elenita</i>	Travailleuse du sexe dans les bars	41 ans, mère de Jason, 8 ans	Elle et son fils sont tous deux sidatiques
<i>Marissa</i>	Travailleuse du sexe dans les bars	16 ans, sans enfants	
<i>Clara</i>	Travailleuse du sexe dans la rue	Mi-vingtaine environ, mère de Carlo, 3 ans, et de Ricardo, 2 semaines	
<i>Fatima</i>	Danseuse dans un bar	14 ans, sans enfants	
<i>Daisy (Angeles)</i>	Travailleuse dans les bars	31 ans, mère de trois enfants	
<i>Mary Grace</i>	Violée par son oncle, son demi-frère et son cousin	18 ans, mère de Diana, qu'elle a donnée en adoption à la naissance	
<i>Hazel</i>	Violée par son frère	17 ans, sans enfants	
<i>Evangeline</i>	Violée par son cousin	15 ans, sans enfants	
<i>Corazon</i>	Violée par son cousin	15 ans, sans enfants	
<i>Veronica</i>	Violée par un chambreur	14 ans, mère d'un garçon d'un an qui habite avec sa famille	
<i>Lilibeth</i>	Violée par son employeur	15 ans, sans enfants	
<i>Rosanna</i>	Violée par son frère	15 ans, sans enfants	
<i>Carmen</i>	Vendue par sa mère à des pédophiles étrangers	17 ans, sans enfants	

<i>Jennylyn</i>	Violentée physiquement par son frère	15 ans, sans enfants	
<i>Luisa</i>	Mère monoparentale	23 ans, mère de Peter, 1 mois	
<i>Maricel</i>	Recrutée illégalement pour aller travailler à Taïwan	23 ans, sans enfants	
Intervenantes			
<i>Mia</i>	Travailleuse sociale à la maison d'hébergement de Quezon City	Mi-vingtaine environ, mère de Randy, quelques mois	
<i>Verna</i>	Éducatrice	Quarantaine environ, sans enfants	
<i>Michelle</i>	Travailleuse sociale à la maison d'hébergement de Quezon City	25 ans, sans enfants	
<i>Lanie</i>	Travailleuse sociale à au centre <i>drop-in</i> de Quezon City	22 ans, sans enfants	
<i>Beverly</i>	Travailleuse sociale au centre <i>drop-in</i> de Angeles	22 ans, sans enfants	
<i>Rina</i>	Coordonnatrice du programme de CPSAW	Quarantaine environ, mère de Victorio, 11 ans	
Membre de l'exécutif			
<i>Sr. Alma</i>	Fondatrice et directrice de l'organisme CPSAW	Soixantaine environ, sans enfants	

Évidemment, seules les personnes qui ont manifesté l'intérêt de participer à la recherche y ont pris part. La directrice et les intervenantes ont dûment signé un formulaire de consentement prévu à cette fin et approuvé par le Comité d'éthique de la recherche de l'Université d'Ottawa. Les autres informatrices, soit les participantes au programme, n'ont pas signé de formulaire. Selon les intervenantes, les participantes n'auraient pas aimé l'idée de signer un document officiel et auraient par conséquent été possiblement rebutées par l'idée de participer à la recherche. Comme le mentionne Carty (1996) dans son article, les techniques utilisées doivent parfois être modifiées dans un contexte différent du monde occidental. Afin de m'assurer de leur consentement, je leur ai bien expliqué le but de ma recherche et, surtout, le principe de confidentialité. Pour les entretiens, j'ai également expliqué clairement la possibilité de ne pas répondre à certaines questions ou de mettre fin à l'entretien à tout moment. Je sais que, du moins dans plusieurs cas, les informatrices ont bien compris mes propos puisque certaines ont mis en pratique leurs droits. Par exemple, quelques-unes n'ont pas voulu répondre à des questions. J'ai eu l'impression qu'elles craignaient les répercussions possibles si on venait à connaître leurs opinions. Il se peut également qu'elles se soient simplement senties mal à l'aise de discuter de certains sujets avec moi, une chercheuse étrangère.

Procédure et instrumentation

Merriam (1988) soutient que la force d'une étude de cas réside en sa capacité de traiter d'une variété d'évidences. Comme le dit Hamel (1997 : 104), « les méthodes sont choisies dans le but de placer l'objet d'étude sous le feu d'éclairages différents dans l'espoir de lui donner tout son relief ». Ainsi, dans le but de parvenir à une recherche exhaustive du cas examiné, je me suis rendue sur le terrain pendant trois mois afin de recueillir, de différentes façons, des données. J'ai pu prendre connaissance de nombreux documents portant sur les questions féminines aux Philippines en plus d'habiter dans une maison d'hébergement et de faire de l'observation participante. En dernier lieu, j'ai interrogé les participantes au programme et les intervenantes pour recueillir leurs propos.

Documentation

J'ai consulté sur place, aux Philippines, divers documents et publications (rapports annuels, brochures, dépliants, site Web, etc.) de l'organisme. Ces documents ont servi à

illustrer la position officielle de l'ONG sur l'exploitation sexuelle des femmes et à mettre en lumière la rhétorique employée, à préciser son mandat et ses objectifs en plus de fournir une description officielle de ses projets et activités.

J'ai aussi obtenu la permission d'accéder aux ressources de plusieurs universités et centres de Manille. Les bibliothèques de Ateneo de Manila University et de University of the Philippines, le centre de documentation du National Commission on the Role of Filipina Women, le centre des femmes de University of the Philippines ainsi que certaines librairies de Manille m'ont permis de mettre la main sur de nombreux livres, articles et recherches portant sur les femmes aux Philippines. Au moment de rédiger ma proposition de recherche, j'avais éprouvé de sérieuses difficultés à trouver des écrits sur le sujet. Comme l'ont déclaré à juste titre Chant et McIlwaine (1995), peu d'études récentes effectuées par des chercheurs philippins ont la chance d'être diffusées internationalement. Les ressources de quelques institutions philippines m'ont aidée à mieux saisir les enjeux et les questions qui intéressent les féministes et autres chercheurs du pays.

De plus, j'ai consulté tous les jours *The Philippine Daily Inquirer*, un quotidien philippin à grand tirage diffusé nationalement. De l'avis de Mulder (2000), qui a mené une recherche exhaustive sur les images véhiculées dans les quotidiens philippins, ces publications ne renferment généralement pas d'analyse détaillée portant sur les enjeux qui concernent le pays; elles racontent plutôt comment la vie est vécue et pensée. J'ai ainsi pu me familiariser davantage avec les préoccupations d'actualité des Philippines, telles qu'elles sont présentées dans les médias écrits, et j'ai découpé les articles pertinents. Par contre, comme c'est souvent le cas, il importe de garder un esprit critique par rapport à ces quotidiens; ils appartiennent la plupart du temps aux familles les plus puissantes du pays qui se servent de ce moyen pour mener leurs batailles politiques et économiques (Mulder, 2000).

Observation participante

L'observation participante se retrouve au cœur de la plupart des études employant des techniques ethnographiques et représente en quelque sorte l'immersion dans une culture (Fetterman, 1998). Ainsi, en plus de consulter de la documentation sur place, je suis demeurée dans une maison d'hébergement de l'organisme à Quezon City. Cette approche

m'a permis de bien comprendre l'ONG et son fonctionnement et a favorisé le développement de liens de confiance et d'amitié avec les informatrices de ma recherche. J'ai en outre visité des centres *drop-in* de l'ONG, soit le centre de Quezon City, le centre de Batangas, le centre de Pasay City, le centre d'Angeles et le centre de Subic. Les visites à Quezon City, Batangas et Pasay City se sont limitées à une journée. Quant aux centres d'Angeles et de Subic, j'y ai passé respectivement cinq et trois jours. Reinharz (1983) affirme que l'implication de la chercheuse dans un contexte naturel lui permet de prendre conscience de certains facteurs significatifs pour les informatrices mais qui ne sont pas toujours pris en compte par d'autres méthodes. De plus, j'ose espérer qu'une telle procédure a pu éviter, dans la mesure du possible, un regard trop occidental posé sur une réalité toute autre, regard qui est ardemment critiqué par quelques chercheuses (Doezema, 2001; Talpade Mohanty, 1997). L'observation participante visait à comprendre à quel point l'approche de l'organisme appuie le processus de prise en charge des femmes auxquelles elle s'adresse. En adoptant une méthode qualitative, je désirais me tenir à l'affût des thèmes qui ressortiraient des discussions et ainsi comprendre en quoi ils pouvaient être liés à la prise en charge.

J'ai tenu un journal de bord dans lequel étaient consignées quotidiennement mes impressions et réflexions quant au contexte et aux données recueillies. Pendant mon séjour, j'ai noirci trois petits cahiers à spirales. Cette méthode de collecte de données m'a de plus servi d'exutoire durant les moments difficiles; je m'en suis servi pour exprimer mes frustrations et mes soucis. Par ailleurs, comme le souligne Savoie-Zajc (2000), ce document agencé de façon spontanée m'a permis de me replonger dans le contexte psychologique une fois de retour des Philippines et pendant la rédaction de cette thèse.

L'observation participante n'a pas nécessité, comme je l'anticipais, l'embauche d'une assistante pour traduire les interactions et échanges entre intervenantes et participantes lors des sessions ou des réunions de groupe. En fait, cette façon de faire aurait été impossible à mettre en pratique. Même si les échanges se déroulaient pratiquement toujours en filipino, langue maternelle de la plupart des résidents de Manille et langue officielle du pays, j'arrivais à en comprendre une bonne partie grâce à la traduction de certaines informatrices qui maîtrisaient suffisamment bien l'anglais et qui voulaient m'aider. Il est par contre évident que je ne saisisais pas tout. À plusieurs reprises, lorsque j'ai senti qu'il valait la peine d'éclaircir certains propos, j'ai demandé des explications plus tard aux personnes qui pouvaient me les

fournir de la manière la plus objective possible (p. ex., des personnes qui n'étaient pas directement impliquées dans la situation qui m'intéressait). L'observation participante a manifestement été une source importante de données dans le cadre de mon étude.

Entretiens et échanges informels

Par la suite, j'ai tenté de compléter mes données en menant des entrevues semi-dirigées avec les informatrices. Les entretiens constituent l'une des méthodes les plus importantes pour recueillir des données. Elles expliquent et mettent dans un contexte plus large ce que le chercheur voit et vit (Fetterman, 1998). Les entretiens avec les informatrices de ma recherche avaient donc pour but de mettre en lumière les différentes perspectives des informatrices quant au programme et à l'approche de l'organisme. Les personnes interrogées, soit la directrice, les intervenantes et les femmes participant au programme, ont pu s'entretenir sur la façon dont l'organisme conçoit et élabore ses activités, les motifs des femmes qui participent à son programme, les forces et faiblesses du programme ainsi que la manière dont l'ONG favorise la prise en charge des femmes. J'ai élaboré les guides d'entretien un mois et demi après mon arrivée à Manille pour mener des entrevues formelles (voir annexes B, C et D).

Les entrevues ont été enregistrées de façon à rapporter le plus fidèlement possible les paroles des participantes (Mancini Billson, 1991). La langue de communication n'a pas posé problème pour environ la moitié des informatrices; l'anglais, langue d'instruction, de commerce et du gouvernement, est maîtrisé par bon nombre de Philippins et de Philippines. Cependant, pour les personnes qui ne s'exprimaient pas suffisamment bien en anglais, j'ai dû embaucher une interprète pour traduire au fur et à mesure leurs propos. Il était important que l'assistante soit capable de traduire fidèlement les témoignages et qu'elle attache de l'importance aux détails et à l'exactitude de la traduction; qu'elle se montre ouverte, sans jugements et capable d'écouter les autres (Callamard, 1999). J'ai bien réfléchi à la possibilité de retenir les services d'une interprète professionnelle qui serait par le fait même impartiale, mais mon choix s'est enfin arrêté sur une participante, Mary Grace, aussi sujet de ma recherche. En plus d'être assurée que la personne en question possédait tous les critères d'une bonne assistante, il m'apparaissait préférable de confier la tâche à une personne connue et respectée des autres participantes puisque la justesse des données reposait en fait sur le lien de confiance entre les informatrices, la chercheuse et l'interprète. Ma décision fut prise

notamment après que j'aie été témoin des échanges entre universitaires/professionnelles et participantes au programme de l'organisme. Ces dernières n'appréciaient pas vraiment partager leur expérience avec de parfaites inconnues qui jouissaient d'un meilleur statut social qu'elles.

Ainsi, Mary Grace a agi à titre d'assistante lors de plusieurs entrevues. Au cours des deux premiers mois de mon séjour, avant les entrevues, j'ai remarqué que les jeunes filles se tournaient surtout vers Mary Grace pour se confier et s'entendaient généralement bien avec elle. Mary Grace avait parfois des conflits avec d'autres participantes, mais ils survenaient d'abord et avant tout avec les participantes plus âgées qui pouvaient s'exprimer en anglais. Lorsque j'ai exposé clairement mon but et mes attentes à Mary Grace, elle m'a répondu qu'elle se sentait réticente à traduire l'entretien d'une seule autre participante, Lilibeth, une jeune fille victime de viol. Je n'ai donc pas fait d'entrevue avec cette participante.

Bref, j'ai interrogé 26 femmes ayant toutes un lien avec l'ONG mais n'ayant pas toutes la même perspective. Leurs entrevues, d'une durée de 10 minutes à deux heures (25 minutes en moyenne) m'ont permis de rendre compte de leurs différentes perceptions et réalités. Toutes les participantes furent interrogées pour cette recherche, sauf Lilibeth, Janice et Clara. Mary Grace est partie soudainement, une semaine avant mon départ et avant que j'aie eu le temps de questionner Janice et Clara. Par ailleurs, comme j'ai attendu deux mois avant de mener les entrevues, je n'ai pas interrogé des filles qui sont parties plus tôt, par exemple des filles qui sont venues à l'organisme mais qui n'y sont pas restées très longtemps. J'ai pu m'entretenir avec toutes les intervenantes de la maison d'hébergement, en plus d'une intervenante œuvrant dans un centre *drop-in*. Lors de mon séjour à Angeles, une participante a accepté de m'accorder une entrevue. Malheureusement, peu de participantes sont venues au centre pendant que j'y étais. J'étais quelque peu étonnée puisqu'au cours de mes visites précédentes à Angeles, j'avais pu rencontrer une trentaine de femmes. L'une des intervenantes m'a par contre informée que seulement quelques femmes assistaient régulièrement aux formations du centre, ce qui est très différent des visites formelles de la directrice qui soulignaient une occasion spéciale—une fête souvent accompagnée de nourriture, jeux, rires—et que les femmes anticipaient avec plaisir. Ainsi, aucune des femmes, à l'exception de Daisy, ne s'exprimaient bien en anglais et mon court séjour ne m'a pas permis de dénicher une interprète. De plus, je me sentais mal à l'aise d'interroger ces

femmes qui, pour la plupart, se montraient timides en ma présence. J'ai tout de même interrogé Daisy, qui a accepté tout de go et qui était ravie de parler de sa situation dans un anglais étonnamment juste.

Cependant, il est important de noter que les entretiens formels comportaient des limites importantes. Beaucoup de personnes interrogées étaient réticentes à dévoiler certains renseignements en raison du fait que leurs propos étaient enregistrés. Je m'en suis aperçue très rapidement, en voyant d'abord la réaction de plusieurs informatrices à la vue de mon appareil d'enregistrement. Je sais aussi avec certitude que certaines n'ont pas révélé leurs véritables sentiments et opinions puisqu'elles avaient été très ouvertes avec moi, avant l'entretien, lors de conversations informelles. Les échanges informels trouvent la forme de conversations avec les informatrices, contrairement aux entrevues formelles qui ont un but explicite et des questions bien définies (Fetterman, 1998). C'est ainsi que les échanges informels m'ont souvent permis d'en connaître davantage et de mettre la main sur de précieuses données.

Récits de vie

Pour tenter de mieux comprendre les participantes au programme ainsi que leurs besoins, désirs et aspirations, j'ai demandé à quelques-unes de me dresser un bilan de leur vie. Ainsi, quelques récits de vie m'ont fourni des descriptions autobiographiques plus détaillées de certaines participantes (voir annexe E). Les récits de vie, comme le mentionne Fetterman (1998), sont plus personnels; la personne qui fait l'objet du récit n'est pas représentative du groupe. Par contre, une histoire de vie peut nous révéler de précieux renseignements sur le tissu social d'un groupe et nous donner un aperçu de la culture qui nous intéresse. Elles peuvent aussi quelque peu expliquer comment ces personnes voient le monde, ce qui peut aider le chercheur à lier ces informations à l'objet d'étude. Qui plus est, la plupart des récits de vie peuvent être vérifiés avec un travail additionnel (Fetterman, 1998). Dans mon cas, j'ai pu comparer quelques récits de vie avec les entretiens et échanges informels.

Rôle et position de la chercheuse

Le concept d'étranger renvoie généralement au fait qu'il existe un degré de non-familiarité entre deux personnes. Un étranger peut se décrire comme un individu qui essaie d'être accepté, ou du moins toléré, par le groupe qu'il tente d'intégrer (Gudykunst, 1985). Creswell (1998) a d'ailleurs noté parmi les difficultés régulièrement éprouvées dans les recherches le fait de se sentir comme un intrus dans les études sur le terrain et de ne pouvoir vaincre cette impression. Bien que les intentions du chercheur puissent être légitimes, la réciprocité constitue un objectif plus facilement atteint sur papier que sur le terrain (Bloom, 1997; Creswell, 1998; Kirsch, 1999). Le fait de partager un ou des trait(s) commun(s) avec une personne ne signifie pas nécessairement que les relations d'échanges s'effectueront sans heurts (Bloom, 1997). En fait, lors de ma recherche sur le terrain, je me suis sentie comme une étrangère, spécialement au début. Alors que la directrice s'est montrée intéressée à travailler avec moi, il est moins certain que les intervenantes et les participantes faisaient preuve, au départ, d'une telle ouverture. Pour tenter de surmonter cette difficulté, j'ai passé beaucoup de temps en compagnie des participantes. Cette démarche m'a permis de mieux comprendre le contexte de l'étude en plus de favoriser les liens de confiance.

Il est évident que les femmes des pays développés n'ont pas les mêmes problèmes et préoccupations que les femmes des pays en voie de développement. Les différences culturelles et socioéconomiques doivent assurément être prises en compte. Ces différences étaient présentes tout au long du processus de recherche et ont sûrement eu un impact sur les résultats de l'étude. Par contre, de toujours citer les différences culturelles comme obstacles au travail collectif des féministes de tous les coins du monde peut servir à maintenir les femmes dans un état d'isolement et les empêcher de travailler de concert pour atteindre des buts communs (Mies, 1991). Souvent, les problèmes qu'éprouvent les femmes se ressemblent quoiqu'ils se manifestent de manière différente (Mies, 1991).

Il importe par contre d'établir clairement la position de la chercheuse afin de mettre en lumière ses préconceptions, préjugés et autres. Ainsi, je suis une femme de race blanche, hétérosexuelle, francophone dans un pays majoritairement anglophone, issue de la classe moyenne. Je détiens un diplôme universitaire en lettres françaises, en éducation et en études féministes et je m'intéresse depuis plusieurs années à la prostitution et à l'agression à caractère sexuel. Ces questions m'ont particulièrement piqué la curiosité depuis que j'ai foulé

le sol philippin pour la première fois, en 1998. À cette époque, de voir de nombreux hommes blancs venir se procurer ouvertement les services sexuels des femmes philippines m'avait profondément choquée et, en ce sens, je me range principalement du côté des féministes qui veulent mettre un frein au commerce sexuel. Je me suis alors penchée sur les programmes d'organismes non gouvernementaux destinés aux travailleuses du sexe. C'est ainsi qu'est née l'idée de la présente recherche.

De façon à aider les chercheuses dans le cadre de recherches sur le terrain, Mancini Billson (1991) mentionne la nécessité de maintenir un rapport neutre avec les informatrices. Par contre, comme Carty (1996) le souligne, demeurer neutre lors de discussions n'était pas nécessairement la voie à suivre. J'ai dû prendre position, la plupart du temps en faveur des participantes, lors de mes échanges avec elles parce qu'une position de neutralité, dans le contexte, n'aurait pas été intègre de ma part et aurait difficilement favorisé des liens de confiance. Comme les liens de confiance représentaient la clé du succès de mon étude, il était primordial qu'ils soient développés au risque de compromettre la validité de la recherche.

Méthode d'analyse

Ma démarche d'analyse fut en fait inductive. Comme l'indique Fetterman (1998), la première étape de l'analyse implique la perception du chercheur. Cette perception est néanmoins sélective. Le chercheur choisit et isole des informations parmi l'ensemble des données. L'approche personnelle du chercheur, en plus des théories et modèles d'autres chercheurs, limite l'étendue de la recherche. Le terrain présente une multitude de données et comprendre l'interaction quotidienne des informatrices de la recherche requiert la capacité de réfléchir tout autant que de recourir à des concepts et méthodes ethnographiques.

Tout d'abord, pour analyser les données recueillies, il s'est avéré indispensable de bien comprendre le contexte général (politique, économique, social) et particulier (l'ONG et son fonctionnement) dans lequel s'est déroulée la recherche (Creswell, 1998). Le comportement des informatrices d'une recherche doit indubitablement être envisagé dans son contexte (Huberman et Miles, 1991). Dans la présente thèse, je n'ai fourni qu'un compte rendu plutôt bref—bien que couvrant l'essentiel—du contexte général et particulier; une description exhaustive aurait rendu ce document beaucoup trop volumineux. Par contre, j'ai tenté, par différents moyens (lecture de nombreux documents—quotidiens locaux,

périodiques, livres, rapports de l'organisme, etc., conversations avec des Philippins et des étrangers ayant séjourné aux Philippines, observations, etc.) de bien comprendre le contexte dans lequel s'inscrivait ma recherche.

En outre, j'ai transcrit moi-même les entrevues. Mancini Billson (1991) soutient que les chercheuses travaillant au sein d'une autre culture sont plus à même de comprendre les noms, les expressions et l'intonation, étant plus familières avec le contexte qu'une personne qui n'effectuerait que la transcription et qui ne connaîtrait pas bien la culture. Par contre, les transcriptions n'ont pas été soumises aux participantes pour obtenir leur approbation et pour corriger certaines erreurs, au besoin. Je n'ai transcrit les entretiens qu'une fois de retour au Canada puisque je n'avais pas d'ordinateur et d'équipement pour le faire adéquatement aux Philippines. D'autre part, les transcriptions exigeant un temps très long, je n'ai pas voulu m'isoler et perdre ainsi de précieux moments avec les informatrices de ma recherche. Par ailleurs, je ne crois sincèrement pas que les informatrices auraient été intéressées à revoir leurs commentaires et à me fournir des précisions ou corrections. Enfin, j'ai lu attentivement plusieurs fois les transcriptions et les autres documents pour bien m'imprégner des paroles des informatrices et comprendre les données.

J'ai ensuite tenté de trouver des modèles de pensée et de comportement (*patterns*). Selon Fetterman (1998) et Huberman et Miles (1991), de chercher des modèles constitue une forme d'analyse. Comme mon analyse s'est faite principalement à partir de documents papier (transcriptions d'entretiens, documents de l'organisme, journal d'observations, etc.), j'ai procédé à une analyse de contenu. Comme l'expliquent Huberman et Miles (1991) et Hammersley et Atkinson (1995), les thèmes apparaissent parfois de manière spontanée. Il importe donc de pouvoir identifier d'autres preuves réelles de l'existence de cette configuration et de ne pas ignorer les éventuels témoignages la remettant en question.

J'ai ensuite tenté de regrouper les éléments qui comportaient des similitudes pour former en quelque sorte des catégories. Ces catégories furent déterminées en partie par la recension des écrits et mon cadre conceptuel, sans pour autant s'y limiter. Pour mieux comprendre la prise en charge, j'ai regroupé, puis conceptualisé les éléments présentant des modèles ou des caractéristiques semblables (Huberman et Miles, 1991). Il y a plusieurs façons d'établir des catégories, comme le notent les chercheurs. Pour ma part, j'ai suivi le

modèle suivant, qui s'inspire du processus décrit par Hammersley et Atkinson (1995) : j'ai lu les données plusieurs fois pour bien me familiariser avec les informations; j'ai noté dans la marge des symboles représentant diverses catégories (ces symboles ont parfois changé puisque les catégories se sont légèrement modifiées au cours du processus d'analyse); j'ai réservé une page différente pour chaque catégorie et j'y ai regroupé les éléments dans les données qui s'y rapportaient; j'ai finalement pris ces catégories et j'ai tenté d'en faire une interprétation en prenant en considération le contexte et en faisant un lien avec le contexte et le cadre conceptuel de l'étude. J'ai par ailleurs eu recours à la technique de triangulation afin de tester une source d'information contre une autre pour tenter d'en arriver à une interprétation juste. Il n'est toutefois pas improbable que mon interprétation ait quelque peu succombé au piège du regard occidental.

Des féministes provenant de pays en voie de développement ou de culture différente ont après tout dénoncé l'imposition de concepts occidentaux dans des contextes qui ne correspondaient pas du tout aux mêmes réalités (Sow, 1999; Ueno, 1999). D'autres auteurs ont montré que les courants féministes ont évolué à leur propre rythme dans différents contextes. Il faut cesser par conséquent de considérer le féminisme occidental blanc comme l'exemple à suivre (Marzouki, 1999). En ce sens, Mancini Billson (1991) conseille aux chercheuses qui étudient une culture différente de la leur de se laisser guider par les individus qui la vivent. À son avis, interpréter de l'extérieur signifie faire preuve d'arrogance scientifique et peut mener à une fausse interprétation des femmes ainsi qu'à leur invisibilité. Une chercheuse n'abdique pas son rôle d'étrangère, d'Autre, précise l'auteure. Après tout, dans la plupart des cas, elle initie l'étude, en élabore les questions et le devis, et a recours à un cadre d'analyse souvent étranger. Toutefois, plus son analyse correspond aux paroles des femmes étudiées, plus ce qu'elle écrit sera valide et juste. Des auteures soulignent dès lors l'importance pour la chercheuse de considérer ses propres valeurs, biais et définitions de la situation, pour demeurer ensuite ouverte aux évidences pouvant infirmer ses hypothèses et présupposés (Eichler, 1997; Mancini Billson, 1991). Selon Mancini Billson (1991), les réponses aux questions de l'oppression et du contrôle sont largement culturelles. Le rôle de la chercheuse doit donc être d'assister chaque communauté à trouver un sens à son propre contexte.

Enfin, malgré le fait que j'aie déterminé le cadre d'analyse et que je n'aie pas demandé aux participantes de fournir leur propre interprétation des résultats, j'ose espérer que le fait d'avoir passé assez de temps en leur compagnie a favorisé l'émergence d'une interprétation correspondant davantage à celle qu'elles auraient formulée. Selon Esim (1997), une telle familiarisation avec le contexte permet souvent de transformer certaines perceptions de la chercheuse. En somme, en dépit des meilleures intentions, une relation entre chercheuse et participantes comportera toujours la possibilité d'une mauvaise compréhension, voire d'exploitation, comme toutes les relations entre individus (Kirsch, 1999). J'ai somme toute tenté de respecter, dans l'ensemble de la recherche, un processus rigoureux pour satisfaire aux critères de scientificité.

Critères de scientificité

Comment les résultats de cette étude peuvent-ils être considérés valides? Certains critères de scientificité observés dans le cadre de cette recherche témoignent, à mon avis, de la validité des constats qui s'en sont dégagés. En premier lieu, le fait d'avoir passé trois mois sur les lieux mêmes du programme et d'avoir partagé le quotidien des participantes et des intervenantes m'a permis de mieux comprendre le contexte particulier de l'étude. En outre, j'ai tenté de fournir une description exhaustive du cas étudié et de son contexte en plus d'exposer clairement ma position à titre de chercheuse, de sorte que le lecteur puisse mieux comprendre l'interprétation des données et de juger de la qualité de l'analyse. Par contre, comme je n'ai pas soumis les transcriptions ou l'interprétation des données aux informatrices de la recherche pour solliciter leurs commentaires et finalement obtenir leur approbation et que des barrières linguistiques se posaient réellement à certains moments, il est possible que je n'aie pas vu ou entendu leurs réalités ou que j'aie involontairement fait fi de certains éléments. Une telle probabilité représente toujours un danger quelconque dans des études semblables (Kirsch, 1999).

Cependant, bien que les informatrices de ma recherche n'aient pas eu droit de regard sur mon analyse, les membres de mon comité de thèse, particulièrement mon directeur, ont pu fournir des commentaires et poser des questions. En ce sens, le fait qu'ils aient examiné le processus de recherche a pu, dans une certaine mesure, assurer la qualité des résultats de l'étude.

Enfin, les techniques de triangulation utilisées contribuent grandement à la scientificité des conclusions. Selon Fetterman (1998), la triangulation améliore presque toujours la qualité de l'analyse et l'exactitude des constats. Dans la présente recherche, deux techniques de triangulation furent employées afin d'en arriver à une interprétation qui sied de plus près aux réalités telles que vécues par les différentes informatrices de l'étude.

LE PROGRAMME DE CPSAW

Le présent chapitre tentera de faire la lumière sur les éléments du programme de l'organisme CPSAW qui favorisent la prise en charge des travailleuses du sexe et des survivantes d'agression sexuelle et sur les facteurs qui viennent y mettre un frein, afin de répondre aux questions de recherche. Il se penchera tout d'abord sur les objectifs précis de la maison d'hébergement de Quezon City, ses programmes et services, ses règlements, ainsi que sur des extraits des récits de vie de certaines participantes (voir l'annexe E pour une description exhaustive). Cette première partie de l'analyse vise à fournir de plus amples renseignements au sujet de l'ONG afin de jeter un meilleur éclairage sur le programme de l'organisme.

1. Objectifs, programmes, services et règlements de la maison d'hébergement de Quezon City de CPSAW

L'organisme non gouvernemental CPSAW a pour mandat, répétons-le, de former un partenariat avec les femmes victimes de violence et d'exploitation, surtout sexuelles, pour comprendre leur situation et travailler vers un mode de vie différent; organiser les opprimées pour leur donner une voix plus forte et un soutien mutuel pour régler les problèmes personnels et les difficultés liées au travail, ainsi que pour favoriser une prise en charge en revendiquant leurs droits; contribuer à une meilleure qualité de vie en facilitant un cheminement personnel et en offrant des alternatives économiques intéressantes et lucratives. L'ONG vise par ailleurs à former un réseau avec d'autres individus et groupes, à entreprendre des études, à maintenir des bases de données, à publier de la documentation, à conscientiser la population à ces enjeux et à y répondre, à aider à créer et soutenir les services pertinents aux femmes qui en ont besoin, et de mener toutes ses activités dans le but de favoriser la prise en charge des femmes.

CPSAW a donc élaboré un programme en trois phases, soit les centres *drop-in*, les maisons d'hébergement et les maisons de transition. Pour chacune de ces étapes, l'ONG a établi des objectifs précis. Comme la présente étude s'intéresse principalement à la maison d'hébergement de Quezon City, le cœur du programme, les objectifs précis de cette maison, tels qu'ils sont formulés dans les documents de l'organisme, sont reproduits ci-dessous.

1.1 Objectifs précis

1. Retirer les femmes de situations de détresse et les placer dans une atmosphère propice à l'apprentissage.
2. Utiliser leur expérience pour leur croissance personnelle et le bien de la communauté.
3. Fournir les services professionnels nécessaires pour répondre aux problèmes spéciaux.
4. Fournir des occasions aux femmes de gagner un revenu pendant la formation.
5. Faire de la maison un tremplin pour un mode de vie et des moyens d'existence alternatifs.

L'organisme CPSAW s'est dressé un programme dit holiste, c'est-à-dire qui couvre tous les aspects de développement d'une personne et destiné à des travailleuses du sexe et des survivantes d'agression sexuelle. Est reproduite ci-dessous la description du programme et des services telle qu'elle apparaît dans la documentation de l'ONG.

1.2 Programmes et services

- I. Soins résidentiels/abri temporaire
- II. Programme de moyens d'existence
 1. Formation
 - Informatique de base
 - Couture
 - Cosmétologie
 - Travail administratif/de secrétariat
 2. Projets pour générer un revenu
 - Création de bougies
 - Service de traiteur
 - Gestion de magasin
 3. Aide financière
 - Placement d'emploi
 - Capital destiné aux projets pour générer un revenu
- II. Programme éducatif
 1. Éducation non formelle (alphabétisation)
 2. Éducation systématique
 3. Formation des valeurs
 4. Croissance personnelle et développement de la prise en charge
 - Orientation
 - Counselling
 5. Arts et culture

- Sports
 - Dessin/peinture
 - Composante culturelle
 - 6. Enjeux sociaux (nationaux et internationaux)
 - Visionnement de films
 - Sessions
 - 7. Lobbying et campagnes
 - 'Candlelight Memorial and Mobilization'
 - Sessions de conscientisation
 - 8. Programme d'exposition
 - 9. Programme de formation South to South
- IV. Programme de santé
1. Aide médicale : soins des résidentes au diagnostic de VIH positif
traitement des maladies transmises sexuellement
tests de laboratoire
séjours hospitaliers
examens médicaux pré-nataux
soins dentaires
 2. VIH : information, éducation et counselling
 3. Atelier et formation pour les aides qui fournissent des soins
 4. Soins de santé alternatifs
- V. Aide juridique
1. Rencontres avec les avocats
 2. Processus d'enquête
 3. Procès
 4. Références
- VI. Formation spirituelle
1. Chants liturgiques
 2. Célébration eucharistique
 3. Bible : méditation et partage
 4. Rappels (*recollections*) et retraites
- VII. Programme psychologique
1. Thérapie psychosociale
 2. Travail de groupe
 3. Counselling
 4. Développement de la personnalité
 5. Visites à domicile
 6. Activités de redressement moral
 7. Activités extérieures
 8. Dynamiques familiales
 9. Dynamiques du comportement humain
 10. Activités de loisir

1.3 Évaluation du programme et suivi

1. La coordonnatrice de CPSAW supervise la mise en œuvre du programme avec l'aide de la directrice.
2. La coordonnatrice et la directrice fournissent de la supervision technique et administrative au personnel de la maison d'hébergement.
3. Des réunions mensuelles du personnel sont organisées et des sessions de planification ont lieu régulièrement.
4. Les travailleuses sociales effectuent des visites à domicile et des visites de suivi à domicile en plus de fournir les services appropriés à la clientèle.
5. Des conférences de cas sont menées régulièrement.
6. Les travailleuses sociales gèrent les cas individuels des clientes et assurent un suivi tout en offrant un service suivant les soins. Elles préparent les études de cas et fournissent à la clientèle les services appropriés.
7. Les aides de groupe et le personnel de soutien supervisent les activités des clientes au sein de la maison.
8. Les psychologues, médecins et avocats bénévoles offrent leur aide à la clientèle.
9. L'organisme s'attend à une participation active et à la réponse positive de la clientèle dans la prestation du programme et des services holistes.
10. L'organisme procède à des évaluations semestrielles et de fin d'année ainsi qu'à des sessions de planification du personnel concernant la prestation des services.

Le programme et les services décrits ci-haut donnent une idée d'ensemble de l'organisme. Toutefois, pour un aperçu plus concret, l'organisme m'a distribué, à mon arrivée, un programme détaillé des activités qui comprenait un horaire quotidien.

1.4 Programme des activités

5 h 30	Réveil
5 h 45	Prière du matin
6 h 30	Exercices
6 h 45	Petit déjeuner
7 h 30	Tâches assignées
8 h 00	Hygiène personnel
9 h 00 – 11 h 30	Développement personnel (lundi, mercredi et vendredi) Session avec Sr. Ana (mardi et jeudi)

	Éducation en santé
	Formation en couture
	Nettoyage général (samedi)
	- vérification des cases, des placards
	Session avec Sr. Carmen
	Travail de groupe (dimanche)
	Groupe de soutien des survivantes à WomenLEAD (une fois par mois)
12 h 00	Dîner
13 h 00 – 14 h 00	Sieste
14 h 00 – 15 h 30	Alphabétisation (lundi, mercredi et vendredi)
	Informatique de base (mardi et jeudi)
	Partage biblique (samedi)
	Loisirs (dimanche)
15 h 30 – 15 h 45	Goûter
15 h 45 – 16 h 30	Histoire/géographie
16 h 30 – 17 h 30	Loisirs/lavage
18 h 00	Chapelet
18 h 30 – 19 h 00	Visionnement d'émissions télévisées ou de films
19 h 30	Souper
20 h 30	Pratique de chant (lundi, mercredi et vendredi)
	Socialisation (jeudi)
	Travail de cas individuel des travailleuses sociales (lundi et mercredi)
21 h 45	Visite de chambres
22 h 00	Coucher

- 21 h 45 – Éviter de flâner
- Faire son lit avant de passer à la chambre de prières

Messe à la chapelle (dimanche)

Sorties

Rappels (*recollections*)

Ce programme d'activités fut complété par une liste de règlements à observer à la maison d'hébergement.

1.5 Règlements

1. Les effets personnels, y compris l'argent et les bijoux, seront sujets à inspection à l'arrivée à la maison et avant de quitter.
2. Des vêtements décents sont de rigueur.
3. S'abstenir de proférer des obscénités ou des jurons.
4. Il est interdit de fumer ou de boire de l'alcool.

5. Il est interdit de crier et d'infliger des blessures physiques, telles des claques, des morçures et autres, aux consœurs.
 La première et la deuxième fautes = avertissement
 La troisième faute = la gestion se verra forcée de transférer la cliente à un autre centre ou une autre institution
6. S'abstenir d'entrer dans des endroits à accès limité, p. ex. le bureau de Sr. Alma, le bureau de l'administration, le bureau du personnel, les chambres du personnel et des invités et la chambre confortable (en haut).
7. Éviter de rester à l'extérieur et sur la terrasse, particulièrement aux heures tardives.
8. Toujours demander la permission pour sortir.
9. Obtenir la permission avant de téléphoner.
10. Obtenir la permission avant de divulguer l'adresse et le numéro de téléphone de la maison à des parents, tuteurs, amis ou autres.
11. Garder la maison propre – pas de vandalisme, de graffitis sur les murs, les lits, les placards, et éviter de laisser traîner des ordures (SVP apprendre à utiliser les contenants à rebuts!)
12. Faire ses tâches assignées (horaire hebdomadaire).
13. Tout le monde est encouragé à se joindre aux prières du matin et du soir et à assister à la messe du dimanche et à d'autres événements spéciaux.
14. Les visites se font le dimanche entre 13 h et 17 h. Les tuteurs et parents devraient préférablement téléphoner avant de venir pour informer à l'avance la cliente de la visite.
15. Éteindre les lumières et les ventilateurs électriques lorsqu'ils ne sont pas utilisés.
16. Conserver l'eau et fermer les robinets lorsqu'on a terminé.
17. Participer à toutes les activités.
18. Une évaluation est faite chaque semaine.
19. Les lumières sont éteintes chaque soir à 22 h.
20. Le non-respect des règles de la maison entraînera une mesure disciplinaire.

Bref, après un aperçu plus détaillé du programme de CPSAW à la maison d'hébergement de Quezon City, des extraits de récits de vie de certaines participantes visent à donner une meilleure idée des circonstances particulières des femmes qui se joignent au programme de l'organisme. Les récits de vie sont reproduits en entier à l'annexe E.

2. Extraits de récits de vie

2.1 Bea, 19 ans

Bea, une femme énergique de 19 ans, est devenue une travailleuse du sexe sur les bateaux après qu'elle eut rencontré une dame qui faisait le même métier. Cette dame a initié Bea au *shabu*⁸ et l'a menée à un navire où elle perdit sa virginité aux mains d'un marin coréen. Bea n'avait aucune idée de ce qui l'attendait ce soir-là et ce n'est que dans la cabine du marin qu'elle comprit et tenta de résister, sans succès. Après cet incident, Bea a continué de vendre ses services sexuels aux marins et a sombré dans l'enfer des drogues illicites. Elle s'est même mariée avec un de ses clients—qu'elle n'a d'ailleurs jamais revu—sans savoir ce qu'elle faisait. Elle s'est finalement tournée vers l'organisme CPSAW parce que sa vie était en danger; elle avait en effet dénoncé publiquement la corruption des agents des douanes et des gardes côtiers qui facilitent les transactions entre marins et travailleuses du sexe et l'on voulait sa tête. Bea fut embauchée par l'organisme pour aller recruter d'autres travailleuses du sexe, mais elle fut renvoyée lorsque les intervenantes apprirent qu'elle continuait à fréquenter certains clients. On lui a pourtant accordé une seconde chance après qu'elle soit revenue à l'organisme en disant regretter ses gestes.

2.2 Myrna, 23 ans

À la suite de problèmes familiaux, Myrna s'est enfuie vers une autre ville et a rencontré une dame qui l'a vendue à une propriétaire de bordel. Myrna s'est ainsi vue obligée de servir une quinzaine de clients par jour. Elle détestait son travail et devait se droguer pour l'effectuer. Elle subit de la violence à plusieurs reprises de la part de clients, mais elle ne pouvait protester parce que son proxénète la battait si elle osait montrer de la résistance. Finalement, après avoir accouché d'une petite fille, elle décida de se tourner vers l'organisme CPSAW pour de l'aide. Elle ne voulait pas continuer à pratiquer ce métier avec une enfant. À 23 ans, elle est la *group mother* de la maison d'hébergement.

2.3 Mary Grace, 18 ans

Pour sa part, Mary Grace s'est fait agressée sexuellement par plusieurs membres de sa famille. À 16 ans, elle s'est retrouvée enceinte et a décidé de donner sa petite fille en adoption. Elle s'est jointe à l'organisme CPSAW même si elle n'en avait pas vraiment envie

au départ. Mais elle préférait déménager à Manille plutôt que de rester dans sa communauté et être victime des racontars. Mary Grace, 18 ans, fait preuve d'une grande intelligence et d'une maturité certaine et elle s'est fait embaucher par l'organisme pour accomplir des tâches administratives. Un prêtre irlandais décida également de payer ses études universitaires. Enfin, elle abandonna ses études parce qu'elle se sentait obligée de remettre à l'organisme « ce qu'on lui avait donné ».

2.4 *Fatima, 14 ans*

Fatima, une adolescente de 14 ans, s'est fait leurrer par sa cousine. En effet, cette dernière lui avait promis un emploi de domestique pour qu'elle puisse gagner un meilleur revenu et aider son père malade. Par contre, l'emploi promis n'était nul autre qu'un travail de danseuse dans un bar de Angeles. Fatima abhorrait son travail mais ne savait pas comment s'en sortir. De plus, elle n'empochait jamais son salaire puisque sa cousine gardait tout. Enfin, lorsque sa cousine vendit Fatima à un Allemand qui voulait sa virginité, Fatima décida d'en parler à des intervenantes de CPSAW qui se trouvaient au bar ce soir-là. Le lendemain, avec l'aide d'une collègue en qui elle avait confiance, Fatima s'échappa du bar et se rendit au centre *drop-in* de l'organisme. Elle fut ensuite transférée à la maison d'hébergement de Quezon City.

2.5 *Lia, 32 ans*

Enfin, âgée de 32 ans, Lia est l'une des plus vieilles participantes de l'organisme. À la suite de problèmes avec sa famille, elle erra les rues à l'adolescence. Elle fit alors confiance à des connaissances qu'elle rencontra puis se retrouva finalement dans une situation où elle fut forcée de se prostituer. Elle décida de continuer à vendre ses services sexuels parce qu'elle se sentait sale et honteuse. La rue était un milieu qu'elle aimait, mais qui se révéla difficile, surtout lorsque Lia devint enceinte. Elle se vit alors obligée de recourir à d'autres moyens pour survivre. À sa troisième grossesse, elle dressa un plan pour se faire emprisonner et ainsi accoucher gratuitement et en toute sécurité. Après plusieurs années de prostitution, de vols et de drogues, elle voulut s'en sortir et se tourna vers CPSAW. Après un court séjour à la maison d'hébergement de General Santos où les autres participantes ne pouvaient supporter son sale caractère, elle fut transférée à Quezon City. Elle se montra beaucoup plus docile et tout se passa relativement bien jusqu'à ce qu'elle fasse une rechute dans l'univers du *shabu* et que la coordonnatrice s'en aperçoive. On décida alors de la

transférer au centre de Subic avec sa fille de 6 ans, où elle serait loin des tentations et des mauvaises influences.

Bref, ces récits de vie abrégés avaient pour but de fournir un aperçu du cheminement de quelques participantes. Leurs récits de vie peuvent aider à mieux comprendre les éléments du programme qui favorisent ou qui mettent un frein à leur prise en charge.

3. Éléments du programme qui favorisent la prise en charge

Les données de cette étude ont pu faire ressortir des éléments du programme qui favorisent la prise en charge des participantes. Tout d'abord, l'organisme répond aux besoins de base des participantes; il leur offre de l'aide au niveau psychologique; il leur offre de l'assistance juridique; et il permet à ces dernières de poursuivre leurs études et de développer leurs compétences. En outre, le personnel fait preuve de dévouement et soutient les participantes.

3.1 Réponse aux besoins de base des participantes

Les participantes qui se tournent vers l'organisme CPSAW pour obtenir de l'aide le font pour répondre à certains besoins. En premier lieu, CPSAW assume les coûts liés aux besoins de base (p. ex., nourriture, hébergement, vêtements, soins, etc.) des participantes. Les femmes qui habitent à la maison d'hébergement n'ont pas à se demander si elles auront de la nourriture ou un abri la journée même ou le lendemain. L'organisme s'assure même de couvrir les dépenses liées aux soins de santé. Les consultations médicales et les médicaments sont payés par l'organisme. Les femmes enceintes, par exemple, prennent régulièrement des suppléments alimentaires et leur accouchement est défrayé par l'organisme. Les nouvelles participantes se font également examiner par un médecin, entre autres pour détecter toute maladie transmise sexuellement, et pour se faire soigner, le cas échéant. Il s'agit là sans aucun doute d'un avantage considérable pour plusieurs femmes qui n'auraient pas autrement les moyens de prendre soin d'elles et de leurs enfants.

Par contre, lors des entrevues, un nombre assez minime de participantes ont fait mention de cet avantage. Deux victimes d'agression sexuelle, Jennylyn et Evangeline, et seulement une travailleuse du sexe, Suzy, en ont parlé.

What makes me happy is that, though I'm away from my family, the staff are there with Sr. Alma providing with our needs. (S—Jennylyn, 15 ans)⁹

Here, at the shelter, we are provided the basic needs which our families were unable to give us. (S—Evangeline, 17 ans)

I have no money to give my baby, so they can help me to care my baby. [...] I like that they support me, the food and then the house, the bed. [...] Sleep is complete. (T—Suzy, 20 ans)

La coordonnatrice de CPSAW confirme que les femmes et les filles profitent du fait que l'organisme fournit gratuitement plusieurs services en plus de combler divers besoins, et que c'est pour plusieurs la principale raison de leur participation au programme. Au début, explique-t-elle, les femmes ont du mal à croire que les services de l'organisme sont gratuits.

I think the first experience that I have is this is free. [...] They don't believe that these things are all free : medical—you know, the medical is very expensive, the legal, and livelihood program. (C—Rina, coordonnatrice)

Qui plus est, l'organisme est un lieu sécuritaire pour les jeunes filles et femmes. Un gros cadenas attaché à la porte d'entrée verrouille les lieux. Les deux chauffeurs de l'organisme agissent également à titre de gardes et veillent à la protection des lieux. Ils couchent dans l'entrée, près de la porte et plutôt loin des chambres des femmes. Aussi, les femmes et filles doivent obéir à des règlements qui comportent entre autres l'aspect de sécurité. Par exemple, elles doivent s'abstenir « de crier et d'infliger des blessures physiques, telles des claques, des morçures et autres, aux consœurs » et « obtenir la permission avant de divulguer l'adresse et le numéro de téléphone de la maison à des parents, tuteurs, amis ou autres ». Bien que ces règlements ne soient pas toujours respectés à la lettre, le programme offre sans contredit un espace sécuritaire pour les participantes. Ainsi, lorsque Jennylyn a reçu la visite de sa mère qui l'implorait en pleurant à chaudes larmes de retirer sa plainte contre son père—son agresseur—elle a pu recevoir du soutien de la part des autres participantes et des intervenantes et sa sécurité n'était nullement compromise. La sécurité constitue certes un aspect important pour les participantes; les survivantes d'agression sexuelle se sont retrouvées dans des situations où leur sécurité n'était plus assurée et beaucoup de travailleuses du sexe ont subi de la violence à un moment ou à un autre dans le cadre de leurs activités, comme le notent plusieurs études (Guerrero et al., 2001; Molina, 2001; WEDPRO, 1990).

Lors des entretiens, quelques participantes ont dit explicitement avoir cherché la protection et la sécurité. Fait intéressant, aucune survivante d'agression sexuelle n'a indiqué cet élément. Seules Marissa, Bea et Suzy, des travailleuses du sexe, ont déclaré s'être tournées vers CPSAW pour être protégées. Marissa, une victime de recrutement illégal forcée à danser nue dans les bars, voulait s'échapper et a donc demandé à l'organisme de lui venir en aide. Bea, pour sa part, voulait fuir son milieu parce qu'elle avait dénoncé publiquement, dans un reportage télévisé, la corruption des gardes côtiers qui reçoivent de l'argent des travailleuses du sexe qui travaillent sur les bateaux. Enfin, Suzy a déclaré que l'organisme pouvait la protéger contre les mauvaises influences.

I came here because of illegal recruitment. [...] I was shocked because I was expecting for me to join a promotion in Japan, but then, they just let me danced all the way down, all my clothes. [...] Then my mother advised me to call here at [this home]. [...] So when I talked to Ate Rina, I told her to rescue me there because one time, after the closing, they will be transferring me again to other club. So I feel that I won't be able to go home, so I told them to rescue me. So Ate Michelle, Ate Verna and Ate Sylvia went to rescue me there. (T—Marissa, 16 ans)

I decided to come here because the customs are so very angry with me. (T—Bea, 19 ans)

They can protect me the bad influences. (T—Suzy, 20 ans)

La directrice confirme que certaines participantes se joignent à l'organisme dans le but de jouir d'un milieu sécuritaire et d'échapper à leur sort.

For some, they are rescued. They never wanted to be in that place in the first place. They were sort of kidnapped and brought to a brothel and then they were taken out. (D—Sr. Alma, directrice)

Bref, bien que les besoins diffèrent de toute évidence quelque peu d'une participante à l'autre ou d'un groupe à l'autre (travailleuses du sexe et survivantes d'agression sexuelle), les informatrices de la recherche ont pour la plupart identifié des besoins de base—besoins pratiques—auxquels l'organisme répondait. Des auteurs ont en fait mentionné la nécessité de répondre aux besoins pratiques avant de s'attaquer aux besoins stratégiques (Mies, 1991; Moser, 1993). En tant que tel, cet aspect constitue un premier pas, très important, vers la prise en charge des participantes.

3.2 Aide psychologique

CPSAW accueille souvent des étudiantes en psychologie qui viennent faire du bénévolat. La plupart du temps, elles offrent du soutien psychologique aux participantes et dressent leurs profils. L'une d'elles venait régulièrement, une fois par semaine, à l'organisme. Je ne l'ai pas vu interagir trop souvent avec les participantes; elle semblait surtout passer beaucoup de temps à monter des dossiers. Par contre, une religieuse originaire de Singapour a visité la maison d'hébergement sur une base régulière pendant quelque temps. Elle offrait des sessions de thérapie aux mères monoparentales. J'ai pu assister à l'une de ces sessions. Luisa, Myrna et Suzy y prenaient part. La religieuse a demandé à Myrna et Luisa (Suzy n'a malheureusement pas eu le temps de participer autant que les deux autres) d'imaginer qu'elles rencontraient de nouveau leur mère. Elles devaient se mettre dans la peau de cette dernière et prétendre qu'elle parlait à leur fille. Puis, elles devaient se mettre dans la peau de la fille, soit dans leurs propres souliers, et répondre aux commentaires de leur mère. Après l'exercice, la religieuse a posé des questions visant à susciter la réflexion. Luisa m'a dit à maintes reprises par la suite qu'elle appréciait les sessions avec cette religieuse. Je crois d'ailleurs que les participantes profitaient de ce genre de sessions.

Des participantes ont d'ailleurs exprimé clairement, au cours des entrevues, qu'elles avaient besoin de guérir leurs blessures et quelques-unes ont même indiqué qu'elles bénéficiaient de ce soutien. Des participantes des deux groupes (travailleuses du sexe : Lia et Fatima; et survivantes d'agression sexuelle : Hazel et Veronica) se rejoignaient plutôt bien là-dessus. Même Luisa, qui ne fait partie d'aucun de ces groupes (voir tableau 1), a abondé dans le même sens.

When I came here, I said I don't need to grow anymore. [...] What I need now is to heal myself. [...] Now I'm going to have a rehabilitation. (T—Lia, 32 ans)

I do nothing, but only improve myself to grow and not remember the past. (T—Fatima, 14 ans)

Also, before I was angry but now I am trying to control myself, my emotions whenever I'm upset. (S—Hazel, 17 ans)

Now I think I have the courage to face my problems unlike before that I tend to escape all the time. (S—Veronica, 14 ans)

They give me counsellor. [...] I know how to forgive but not to forget what happened. (Luisa, 23 ans)

Les intervenantes m'ont indiqué aussi clairement, surtout dans nos échanges informels, que le soutien psychologique était essentiel pour ces femmes et que le personnel se devait de leur offrir les outils nécessaires pour cheminer à ce niveau.

Enfin, il est clair que les participantes des deux groupes sont marginalisées au sein de la société philippine. Pour la majorité d'entre elles, le stigmate rattaché à leur condition entraîne des conséquences néfastes sur le plan psychologique, comme l'ont démontré de nombreuses études (Brickman et al., 2001; Guerrero et al., 2001; Molina, 2001; Ofreneo et Ofreneo, 1998; Zulueta et Liwag, 2001). Ainsi, elles affichent souvent une faible estime d'elles-mêmes et manquent de confiance. Plusieurs ont des blessures qui mettent du temps à guérir. Il est donc souhaitable qu'elles obtiennent de l'aide psychologique pour les soutenir dans leur cheminement. Le soutien thérapeutique figure ainsi parmi les besoins pratiques des femmes.

3.3 Assistance juridique

Au fil des ans, CPSAW a développé une alliance avec Women's Legal Education, Advocacy and Defense (WomenLEAD) Foundation, un organisme philippin constitué d'avocates qui luttent pour défendre les intérêts des femmes. Ces dernières viennent donc en aide aux victimes d'agression sexuelle qui désirent intenter une poursuite contre leur agresseur ou qui ont une cause devant les tribunaux. Les victimes peuvent ainsi bénéficier des services d'une avocate compétente pour les représenter et les conseiller au niveau juridique.

Plusieurs participantes ont profité de cet avantage. Elles allaient régulièrement consulter leur avocate. Je n'ai malheureusement pas obtenu davantage de détails quant à ces rencontres puisque la plupart des femmes et filles qui avaient des causes devant les tribunaux ne s'exprimaient pas très bien en anglais. La communication avec elles était plus difficile et je n'ai jamais réellement abordé le sujet avec l'une d'entre elles. Il est donc difficile de déterminer à quel point l'assistance juridique comptait pour elles. Par contre, en plus d'avoir accès à des experts juridiques, les participantes ont eu la chance de prendre part à certains

projets intéressants dont elles semblaient particulièrement fières. Jennylyn, Babylyn, Veronica, Rosanna et Evangeline ont en effet participé au lancement du périodique *Women's Journal on Law and Culture*. Pendant plusieurs semaines, elles ont pratiqué un numéro de danse qu'elles ont présenté le jour même du lancement. Comme l'événement se déroulait dans un restaurant chic avec des invités prestigieux, les participantes ressentaient une grande fierté. Avec leur costume et leur maquillage, elles faisaient aussi l'envie de leurs consœurs. Enfin, bien que l'assistance juridique soit un avantage certain pour les survivantes d'agression sexuelle, il ne comporte aucun intérêt pour les travailleuses du sexe; aucune d'entre elles ne pouvait se prévaloir des services de WomenLEAD.

Malgré le nombre assez important de survivantes d'agression sexuelle qui profitent des services de WomenLEAD, seulement l'une d'entre elles, Corazon, a indiqué apprécier le fait que l'organisme lui fournit de l'assistance juridique.

The staff helps us in many ways, especially our legal cases. (S—Corazon, 15 ans)

Il est possible que les participantes n'aient pas tout de suite pensé à cet avantage en raison du fait que ce n'est pas CPSAW comme tel qui fournit ces services. Les entretiens portaient explicitement sur le programme et les activités de CPSAW. De plus, comme le processus judiciaire prend un temps fou à se terminer, l'assistance juridique ne fait pas partie des préoccupations quotidiennes des participantes. Cependant, de recourir à la loi pour provoquer un changement est une option. Comme le dit Ruiz-Austria (2001), la loi se voit souvent conférer l'autorité de décider de la crédibilité des questions sociales. C'est en fait une façon de porter les enjeux locaux au niveau national, d'où l'importance d'appuyer les femmes dans de telles démarches. Bien que ce ne soit pas le seul moyen, il constitue une manière parmi d'autres de stimuler une transformation.

3.4 Éducation scolaire

L'organisme encourage fortement les participantes à poursuivre leurs études scolaires. Il paie les uniformes, livres et fournitures scolaires nécessaires pour s'inscrire à l'école. Ainsi, des jeunes filles et des femmes issues de milieux défavorisés peuvent accéder au système scolaire grâce à l'aide de CPSAW. De même, tout le personnel soutient ouvertement les étudiantes. Par exemple, Mia aidait souvent les étudiantes avec leurs devoirs. Elle s'assoyait à la table et leur offrait des explications et de l'aide. En outre, les activités

intéressantes se déroulaient généralement la fin de semaine alors que les étudiantes pouvaient y participer.

Plusieurs participantes, surtout les plus jeunes, ont reconnu la chance qu'elles ont de poursuivre leurs études au sein du système scolaire.

First, I like the opportunity that they have given me to go to school. (S—Veronica, 14 ans)

I also like the opportunity they're giving us to go to formal education and other things they have been teaching us. (S—Hazel, 17 ans)

During my stay here, I am very happy because I have the opportunity to finish my studies. [...] For me, education is very important in such a way that by acquiring education, I will be able to help my sister whom I left at home and in a way, I will be able also to work with other organizations. (S—Jennylyn, 15 ans)

Une intervenante, Michelle, déclare que demeurer à la maison d'hébergement permet aux filles et aux femmes de poursuivre leurs études.

For some, they have dreams of finishing their studies. This is the only way that they can complete that dream, living here. (I—Michelle, travailleuse sociale)

L'éducation semble donc revêtir une grande importance pour quelques participantes. Beaucoup m'ont dit que l'éducation représentait la clé du succès. J'ai eu par contre l'impression que plusieurs d'entre elles ne faisaient que répéter les paroles de la coordonnatrice et qu'elles y croyaient plus ou moins. Elles employaient les mêmes formules clichés que j'avais maintes fois entendues de la bouche de la coordonnatrice. Du moins, si elles y croyaient, elles n'avaient certes pas envie d'y investir les efforts nécessaires. Les intervenantes ont confirmé que l'éducation, précisément l'éducation systématique, ne représentait pas nécessairement une priorité pour toutes les participantes.

Not all of them. I think some of them just want money. (I—Lanie, travailleuse sociale)

For some, yes, but for some, because of what happened to them, they don't think that it is necessary for them to have an education. (I—Michelle, travailleuse sociale)

I think [that education is not important for the women] because they are thinking to earn money for their families. That's their priority. [...] The girls are very, very, they are not educated. (I—Beverly, travailleuse sociale)

But sometimes you cannot expect from them because they're using drugs, they're using alcohol and they're very, very poor in mind. [...] They have low grades, most of them. Only few are in the high grades. [...] My experience with them is sometimes they are not interested to finish college. They just want to earn money. And they just want to be skilled. Very few want to finish their studies. (C—Rina, coordonnatrice)

Lors de mon séjour, j'ai pu constater que l'éducation systématique ne s'avérait pas prioritaire pour la plupart des travailleuses du sexe, bien qu'il y ait des exceptions. Bea et Danika m'ont notamment clairement indiqué, au cours des échanges informels, qu'elles n'étaient pas intéressées à poursuivre leurs études. Seule Becky poursuivait ses études au sein du système scolaire. Fatima semblait aussi réellement intéressée à réintégrer le système. Dans un échange informel, cette dernière m'a dit qu'elle aspirait à devenir avocate pour aider d'autres filles qui ont été placées dans la même situation qu'elle.

Lorsqu'ils s'entretiennent de la prise en charge, beaucoup d'auteurs font mention de l'importance de l'éducation. Généralement, plus une personne est instruite, plus elle est à même de pouvoir modifier les conditions de son existence. Par contre, comme beaucoup de groupes marginalisés n'ont pas accès au système scolaire formel en raison de leur situation économique, bon nombre d'organismes mettent plutôt l'accent sur l'éducation non formelle ou le développement de compétences.

3.5 Développement des compétences (éducation non formelle)

Les travailleuses du sexe que j'ai rencontrées à Angeles s'intéressaient aux compétences qui leur serviraient concrètement. Par exemple, bon nombre d'entre elles désiraient apprendre l'anglais pour pouvoir mieux communiquer avec leurs clients et copains. D'autres voulaient développer des compétences et acquérir des connaissances en soins de santé pour pouvoir décrocher un emploi outre-mer plus facilement. Lors de mon bref séjour au centre *drop-in* de Angeles, une jeune fille, Gloria, est venue assez régulièrement pour apprendre l'anglais. Comme elle travaillait dans les bars, parler anglais s'avérait un atout précieux. Mais elle désirait maîtriser la langue de Shakespeare avant tout pour pouvoir

communiquer avec son copain, un Irlandais d'une cinquantaine d'années qui venait la voir une ou deux fois par année.

Rowena et Lucy fréquentaient aussi le centre, mais pour apprendre à utiliser une machine à écrire. Toutes les deux détestaient leur travail dans les bars et voulaient développer des compétences pour dénicher un autre emploi. Elles venaient plus ou moins régulièrement au centre; il faut dire que l'équipement dont dispose le centre est désuet et fonctionne mal. La plupart des entreprises aux Philippines suivent l'élan de la modernité et peu d'entre elles se servent toujours des machines à écrire. Par contre, l'organisme n'a pas les fonds nécessaires pour acheter de bons ordinateurs. Beverly, l'intervenante au centre d'Angeles, et Daisy, une travailleuse du sexe, déploraient ouvertement la désuétude de l'équipement. Daisy disait d'ailleurs que plusieurs femmes n'étaient plus intéressées à fréquenter le centre une fois qu'elles apercevaient l'équipement qui était mis à leur disposition. Pourtant, lors de la cérémonie de remise des diplômes à Angeles, celles qui avaient suivi une formation semblaient réellement fières d'obtenir un certificat attestant de leurs compétences nouvellement acquises.

La maison d'hébergement tente de poursuivre le travail déjà entamé par les centres *drop-in*. Ainsi, selon le programme, les participantes suivent des cours d'éducation non formelle, que ce soit en matière d'éducation en santé, de couture, d'alphabétisation ou d'informatique de base. Ces cours, conçus entre autres pour fournir des moyens d'existences alternatifs au travail sexuel, n'ont pourtant pas eu lieu lors de mon séjour. D'après les intervenantes, le personnel n'était pas assez nombreux et les cours avaient été remis à plus tard. Mais, m'a-t-on assurée, ils se déroulent régulièrement en temps normal, surtout lorsque les plus jeunes ont leurs vacances scolaires.

Au cours des entretiens, les participantes ne m'ont pas parlé de l'éducation non formelle, à part les femmes et les filles qui avaient participé aux cours donnés à des centres *drop-in*.

While I stayed there [at a drop-in centre], I have learned a lot of things : computers, dressmaking, and I have also attended adult education. (S—Hazel, 17 ans)

Because I want to expand my work, that's why I came here, [...] to increase my knowledge, develop my personality. [...] I can learn what I want to learn. (T—Daisy, 30 ans)

Les intervenantes semblaient s'entendre pour dire que les participantes au programme veulent d'abord développer certaines compétences.

Sometimes, women are completely illiterate. Just helping them in ABC, 123, I think it would be a big help for them. Because when they read things, they got to understand. [...] Maybe teaching them the basic, just the basic. We cannot teach them all the elementary or grade schools. We cannot teach that. [...] It's very important so people cannot underestimate them, cannot degrade them. (I—Lanie, travailleuse sociale)

So I've seen the girls, their interest in learning, so we started giving private tutorials. We start from ABCs and from 1 to 10, like that, and we are satisfied that after two or one month, they can read and they can write already. [...] But since education is very important for them, maybe it's because of the poverty. The family cannot afford to send them to school, so they cannot do anything. So now that they have a chance to learn... (I—Verna, éducatrice)

Here in Angeles, as what I've noticed, they want to learn or to speak English. Because most of them has a foreign customer. (I—Beverly, travailleuse sociale)

AND they want to learn. [...] The first impact that they are attracted, the first time, is the typing class and the basic computer class because they know that if they are taking these basic typing, they thought they are already in college. (C—Rina, coordonnatrice)

Comme la recension des écrits l'a montré, de nombreux auteurs se sont penchés sur le rôle de l'éducation non formelle pour les groupes marginalisés. Il semble que l'éducation non formelle peut permettre aux femmes d'améliorer leurs conditions de vie et de remettre en question les conceptions ou présupposés d'une société.

3.6 Soutien et dévouement du personnel

Au cours de mon séjour, j'ai pu observer le soutien qu'apportait le personnel aux participantes. Par exemple, les intervenantes accompagnaient les survivantes d'agression sexuelle en cour, lorsque ces dernières devaient comparaître pour leurs causes. Par ailleurs, au moment où Danika est allée rendre visite à sa famille, Michelle l'a accompagnée à la demande de la participante. Elle voulait le soutien d'une intervenante pour affronter ses proches. Lorsque Corazon a avoué à Michelle que son agresseur n'était pas son père, mais bien son demi-frère, elle a reçu le soutien de toute l'équipe malgré le fait que ce nouvel aveu

compliquait sérieusement son dossier devant les tribunaux (le père de Corazon était incarcéré pour le crime dont il avait été accusé).

Des entretiens il est clairement ressorti que le soutien des intervenantes est primordial. Les participantes m'ont mentionné à maintes reprises l'importance des liens de confiance avec les intervenantes. Pour plusieurs d'entre elles, surtout les plus jeunes, l'organisme constituait en quelque sorte leur famille. D'autres ont indiqué le soutien psychologique qu'elles recevaient de certaines intervenantes.

What I like here is that the staff are willing to help me whenever I need some advices. (S—Hazel, 17 ans)

Most of what I like here is about the staff because they're concerned about us, about our problems. (Maricel, 23 ans)

I also like the staff, even though not all. Some of them are approachable, so we can tell them some of our problems. (S—Mary Grace, 18 ans)

What I like here is the availability of the staff, being there to share with me when I have problems, especially Ate Mia. Sometimes I'm wishing that she would be my parent. (S—Evangeline, 17 ans)

Dans le même sens, les travailleuses du sexe ont aussi souvent mentionné le soutien du personnel.

This organization is much different than other...because in other institutions, there's discrimination. You know, staff are staff [...] but here, it's like a family. We're like a family here. (T—Lia, 32 ans)

I like Tita Rina. She is so very lovely, trusts me. I love her as my mother. (T—Bea, 19 ans)

I like here in TW the people who stay here is very nice to others. Now I have like a family because the past is only my father and my only brother. (T—Fatima, 14 ans)

Les intervenantes et la directrice ont abondé dans le même sens.

For the ones who don't have children, most of their cases, they were abandoned or neglected by their family [...] It's like a new-found home. (I—Michelle, travailleuse sociale)

My particular role in the organization is something like a mother needs sometimes, here at the home shelter. Most of them call me 'mom'. They tend to

call me mother because most of them have not felt the love of their parents. (I—Mia, travailleuse sociale)

The relationship between the staff and the girls are very harmonious. [...] In some institutions, staff and girls are segregated from one another. (I—Michelle, travailleuse sociale)

It's a family, it's a home. What they didn't receive in their home, they're getting it here. (D—Sr. Alma, directrice)

Il semble toutefois que l'organisme ne peut remplacer complètement la « vraie » famille des participantes. Entre autres, Fatima pleurait à Noël parce qu'elle s'ennuyait de sa famille. Au Jour de l'An, Hazel m'a dit qu'elle se sentait seule et Evangeline arborait un air triste. Pour Becky, l'organisme ne représentait pas du tout une famille.

I'm still looking for family. Because I cannot...they're nice, but you cannot feel really accepted because they have their own family. [...] The relation is just a working relation. (T—Becky, 21 ans)

Les membres du personnel sont pourtant conscientes de leur rôle et plusieurs des intervenantes soulignent le dévouement exceptionnel du personnel, dans des conditions souvent moins qu'enviables. J'ai pu remarquer moi-même ce dévouement à quelques reprises. Parce que la coordonnatrice le lui avait demandé, Michelle a passé les Fêtes à la maison d'hébergement au lieu de se joindre à sa propre famille. Elle m'a fait remarquer que ce temps de l'année était particulièrement difficile pour les participantes et qu'il était préférable qu'elle soit présente à la maison. Aussi, Rina la coordonnatrice passe beaucoup de temps à la maison d'hébergement. Elle voit peu son fils et son copain parce qu'elle veille à la supervision de la maison d'hébergement. Lors de mon séjour, Rina prenait rarement congé; elle semblait préférer se trouver à la maison pour s'assurer du bon fonctionnement de l'endroit.

Lors des entretiens, les membres du personnel m'ont fait mention à plusieurs reprises de leur dévouement et de leur engagement. Verna affirmait même que le personnel doit parfois attendre deux ou trois mois avant de toucher son salaire, mais que l'organisme pouvait tout de même compter sur leur loyauté.

Loyalty and support of staff, who are dedicated to work. Sometimes, we are not receiving our salary for two or three months, but since, you know, we know the

cause for which we are working, so the organization still exists. (I—Verna, éducatrice)

I have to do my role as a social worker in a fair way. [...] They have problems, they have some counselling sometimes. I attend to their immediate needs in school, tutorials or so. If they have problems, they can just call me. (I—Mia, travailleuse sociale)

Commitment of the staff. All the staff are one [...] working together. (C—Rina, coordonnatrice)

Enfin, lorsqu'un projet vise la prise en charge d'un groupe particulier, il est primordial que les personnes responsables et les éducateurs appuient véritablement les participants. En ce sens, l'organisme CPSAW franchit une étape importante dans le processus de la prise en charge. Pourtant, il reste du chemin à parcourir puisque des facteurs considérables viennent mettre un frein à l'objectif visé.

4. Facteurs qui mettent un frein à la prise en charge

Malgré les nombreux éléments qui favorisent la prise en charge, l'organisme comporte des lacunes qui mettent plutôt un frein à ce phénomène. Parmi ces facteurs, on retrouve un leadership écrasant, des rapports de pouvoir inégalitaires entre les participantes et les intervenantes, un programme trop sévère, des efforts pratiquement inexistantes en matière de conscientisation et un manque d'uniformité dans la conception de la prise en charge.

4.1 Leadership écrasant

La directrice de CPSAW, Sr. Alma, est une leader excessivement forte, qui tient à maintenir un contrôle absolu sur le programme. Les relations sont ainsi problématiques entre elle et le reste du groupe. Plusieurs participantes au programme et même des intervenantes m'ont parlé de son caractère difficile. Toutefois, j'ai pu le constater moi-même, dès mon arrivée. Une distance considérable séparait la directrice des autres personnes, y compris les intervenantes. La directrice se montrait dure à l'égard des participantes et des intervenantes et ces dernières n'agissaient pas normalement en sa présence. Tout le monde obéissait, quoiqu'à contre-cœur, à ses moindres désirs. Par ailleurs, plusieurs tentaient délibérément de l'éviter. À maintes reprises, alors que les participantes et intervenantes visionnaient tranquillement

une émission de télévision, elles se sont mises à courir vers leurs chambres lorsqu'elles ont entendu la directrice mettre le pied dans la porte. Un jour, lors de l'anniversaire de l'une des participantes, le groupe a fait jouer de la musique populaire, le volume à fond, et tout le monde dansait, chantait et s'amusait. Les Philippins adorent la musique; les *jeepneys*¹⁰ jouent à plein volume des chansons populaires et les gens chantent souvent en public. La directrice a mis brusquement fin à la fête en criant de faire cesser la musique; elle prétextait que les paroles étaient indécentes. Tout le monde s'est soumis à sa volonté, bien que le groupe était amèrement déçu et se montrait encore une fois ennuyé par la leader.

Bien qu'elle ait fondé l'organisme pour venir en aide aux victimes d'exploitation sexuelle, Sr. Alma se mêlait rarement au groupe. Elle travaillait plutôt seule dans son bureau, devant son ordinateur. Lorsqu'elle interagissait avec le groupe, c'était souvent pour crier et engueuler les femmes. Elle a même disputé des intervenantes devant des participantes. Un jour, Carmen s'est fait engueulée par Sr. Alma parce qu'elle chantait sans grand enthousiasme lors du *carolling*¹¹. En revenant, dans le camion, j'ai remarqué que Carmen avait les larmes aux yeux.

Des participantes m'ont d'ailleurs parlé, lors des entretiens, de son caractère difficile. Elles ont surtout noté le fait qu'elle criait et qu'elle faisait peur aux autres. Bea m'a pourtant dit qu'elle comprenait que la directrice soit crieuse puisqu'il est difficile de diriger un tel organisme.

And sometimes, maybe shouting. Sr. Alma scared to all people. (Sr. Alma scares people?) Yeah. (T—Elenita, 41 ans)

I understand Sr. Alma because sometimes she has so many problems. [...] This organization is so very hard if you don't know anything. If you're not strong, the organization is not working. That's why Sr. Alma is always shouting. I understand. (T—Bea, 19 ans)

Même la coordonnatrice, qui travaille avec la directrice depuis bon nombre d'années, déplore son caractère difficile. Elle aussi déclare que la dirigeante crie sans cesse.

Sr. Alma, her character. Sometimes she shouts—not sometimes, she always shouts. (C—Rina, coordonnatrice)

Ainsi, non seulement les relations entre Sr. Alma et le groupe sont souvent tendues, mais la directrice préfère tenir seule les rênes de l'organisme. Des intervenantes ont reconnu la contribution importante, voire cruciale, de Sr. Alma à l'organisme. Il est vrai que l'organisme n'existerait pas sans le travail acharné de la directrice. Elle s'occupe de chercher des bailleurs de fonds et d'entretenir une bonne relation avec eux, elle s'assure du bon fonctionnement général de l'organisation et s'occupe du réseautage avec les autres organismes. Pourtant, elle ne délègue jamais de tâches importantes et les autres membres du personnel ne prennent malheureusement pas part aux décisions importantes qui touchent la structure de l'organisme ou son orientation. Beverly et Lanie m'ont également fait remarquer que leurs suggestions n'étaient jamais prises en compte. Elles m'ont dit qu'au cours des réunions, on faisait mine de les écouter en hochant de la tête, mais qu'on ne prenait finalement pas leurs commentaires au sérieux. Des intervenantes ont d'ailleurs noté la dépendance que l'organisme entretenait à l'égard de sa dirigeante.

Sr. Alma is very good in lobbying. She can provide funding for us. Imagine! (I—Lanie, travailleuse sociale)

The strength of the organization is Sr. Alma because without Sr. Alma, the organization would not move on. (I—Michelle, travailleuse sociale)

Par contre, dans les documents officiels et ses entretiens avec des chercheurs et des bailleurs de fonds, la directrice emploie les termes de la prise en charge pour décrire l'approche de l'organisme. Quelques semaines suivant mon arrivée à la maison d'hébergement, j'ai assisté à une session d'information destinée à des chercheurs philippins et animée par la directrice. La session se déroulait principalement en anglais, alors je pouvais facilement comprendre les propos échangés. La directrice expliquait le programme de l'organisme et ses affirmations ressemblaient davantage aux dépliants de l'organisme qu'à la réalité vécue dans les maisons d'hébergement et les centres *drop-in*. Elle utilisait librement les mots et concepts à la mode : prise en charge, approche féministe, moyens d'existence alternatifs, égalité, liberté, etc. Lors de mon entretien avec elle, peu avant mon départ, elle a réitéré les mêmes propos. Elle parlait plus précisément d'égalité, un droit qui revient à tous les humains.

Regaining dignity, experiencing equality, that's a basic human right, we're all equal. But it's all words, you know, if you're not equal in society, then you're in a circumstance where equality is not respected. They don't like it, you know. They rebel. (D—Sr. Alma, directrice)

Évidemment, les auteurs qui s'entretiennent sur le concept de la prise en charge déplorent tous un leadership écrasant. C'est d'ailleurs un obstacle qu'a relevé Moser (1993). Un leadership fort peut effectivement, comme la chercheuse l'a souligné, créer des conflits internes, entraîner la dépendance et provoquer le ressentiment. La leader, dans le cas présent, a sans contredit de la difficulté à partager son pouvoir. C'est là l'une des embûches les plus importantes à la prise en charge d'un groupe.

4.2 Inégalités et rapports de pouvoir entre les participantes et les intervenantes

Quoique les problèmes soient plus importants avec la directrice, bon nombre de participantes m'ont fait part de leurs frustrations à l'égard des autres intervenantes. Il est vrai que les intervenantes jouissaient souvent de privilèges et de droits qui n'étaient pas accordés aux participantes. Par exemple, à maintes reprises, elles rapportèrent à la maison un repas de McDonald, une « traite » à laquelle les autres participantes n'avaient pas droit. Quelques fois, elles m'ont d'ailleurs aussi rapporté un repas spécial. C'était très gentil de leur part, évidemment, mais j'étais mal à l'aise de manger devant les autres participantes qui, parfois, avaient de la difficulté à camoufler leur envie. Les intervenantes pouvaient également sortir et boire et, bien que la directrice n'était pas mise au courant, elles ne s'en cachaient pas. À quelques reprises, des travailleuses du sexe plus âgées ont bu avec les intervenantes à la maison d'hébergement, mais les autres n'avaient pas le droit de se joindre à elles.

En outre, les participantes se faisaient parfois traiter comme des enfants par les intervenantes. C'est notamment arrivé le jour où Carla et Rosanna se sont fait engueulées après s'être enfuies de l'organisme. Les deux participantes s'étaient disputées et avaient quitté la maison sous le coup de la colère. Lorsqu'elles ont été retrouvées, Rina, la coordonnatrice, s'est mise à les disputer sauvagement devant tout le monde. Malgré le fait que je ne comprenais pratiquement rien de ce que Rina disait, je pouvais facilement deviner par son ton de voix, son expression rageuse et le silence imposant de tout le reste du groupe qu'elle n'épargnait pas du tout les deux femmes. Je n'avais jamais vu Rina aussi enragée. Les deux personnes prises en faute ne ripostaient point et se sont fait disputer comme des enfants avec l'air coupable. Par ailleurs, lorsque Lia s'est fait transférée à Subic après avoir fait une rechute dans l'univers du *shabu*, Rina a expliqué sa situation à la travailleuse sociale de l'endroit devant tout le monde, y compris sa propre fille. Lia avait la tête baissée et affichait

un air profondément humilié. En outre, Beverly m'a fait remarquer que Rina, la coordonnatrice, aimait se faire servir. Il est vrai que Rina profitait de sa situation. Ses besoins passaient avant ceux des autres. Par exemple, toutes les participantes obéissaient à ses moindres désirs, que ce soit aller faire des courses pour elle, nettoyer ou lui cuisiner un plat spécial.

Les propos de quelques participantes au cours des entretiens sont venus confirmer mes observations. Les survivantes d'agression sexuelle tout autant que les travailleuses du sexe ont déclaré ne pas apprécier certains comportements et attitudes du personnel. Veronica, une survivante d'agression sexuelle, a même affirmé que les *group mothers*, qui sont des participantes généralement plus âgées à qui la coordonnatrice confère certaines responsabilités au sein du groupe, n'agissent pas comme elles le devraient. Au lieu d'aider les autres participantes, elles se servent de leur nouveau pouvoir pour agir comme elles l'entendent et malmenier certaines de leurs consœurs. Danika et Bea, pour leur part, déplorent l'attitude de certaines intervenantes qui ne les comprennent pas, ne les écoutent pas et qui dominant en les abaissant.

I don't like especially the group mothers here, at the home, because instead of helping us and teaching us how to do our assigned tasks, they just keep on roaming around and shouting without even doing their own assigned tasks. I don't also like hearing the uttering of bad words whenever they get mad at us. (S—Veronica, 14 ans)

One of the social workers, she pushed me to have a straight decision about my baby. [...] She's not putting herself in my situation. She's not understand. OK this is wrong to love the wrong guy, to give myself to the wrong guy. [...] But I'm happy that I have my baby. [...] I'm thinking about what I'm doing [...] and I have a plan. She doesn't hear what I plan to my son. (T—Danika, 19 ans)

Sometimes staff is not good. [...] I don't like her. Because she's feeling boss. [...] You cannot grow up if other people put you down. [...] Sometimes, I'm very angry here because you know, you cannot grow up. (T—Bea, 19 ans)

En outre, les participantes se sentent souvent obligées d'obéir aux membres du personnel, même si elles ne sont pas d'accord avec les décisions qui sont prises. Danika a dit ouvertement qu'elle agissait comme une poupée qui fonctionne à piles, qui ne fait ce qu'on lui dit de faire. Lanie, une intervenante, affirmait qu'il n'est pas possible pour les participantes et les intervenantes de se plaindre, qu'elles doivent plutôt obéir à la coordonnatrice et à la directrice. Elle expliquait plus précisément la situation de Myrna, une

travailleuse du sexe qui s'est joint à l'organisme il y a plus d'un an et qui désire obtenir un emploi pour amorcer un nouveau départ avec sa fille, Candy. La coordonnatrice lui avait promis un transfert à un autre centre pour occuper le poste de *field worker* à plein temps, mais celle-ci en a finalement décidé autrement, ce qui a amèrement déçu Myrna.

One thing you see, like Myrna. I really feel sad for her because she was so very excited when she knew about she's going to transfer at a center. She was telling : "Oh, I'm so much excited, I can start on my own, start a new life with Candy [...] and Ate Rina changed it. [...] She's still a field worker but part-time. She's still going to work here. [...] She's telling me: "When can I get out of this house? I want to grow, I want to learn, but I cannot decide for myself". She's telling me: "Maybe they thought that I'm not that capable now". [...] I was very sad for her, but I cannot tell Ate Rina "Ate Rina, I think you should free Myrna from us so she can take care of Candy and herself", like that. [...] Once they tell you this, you should do this. You cannot even complain. (I—Lanie, travailleuse sociale)

I accept her plan to me. For example, like a doll. If you have a battery...like me. What they're talking about, I'm follow (T—Danika, 15 ans)

4.3 Sévérité du programme

Le programme de CPSAW n'est certes pas un programme des plus faciles. Tous les règlements officiels qu'il comporte, en plus des règles implantées au jour le jour selon les circonstances, sont pour plusieurs difficiles à respecter. Par exemple, il n'est pas permis de sortir de l'établissement sans obtenir au préalable la permission du personnel. Toutes les participantes doivent exécuter sans riposter les tâches qui leur ont été assignées. Le réveil est à 5 h 30 et les participantes doivent réciter le chapelet matin et soir. Les participantes ne peuvent non plus ni boire, ni fumer, ce qui peut s'avérer extrêmement ardu, surtout pour les travailleuses du sexe qui, pour la plupart, avaient l'habitude de fumer et de boire avant de se joindre à l'organisme. Seulement Marissa a obtenu la permission d'aller à l'extérieur pour fumer quelques fois par jour; elle a expliqué à la directrice, à son arrivée, qu'elle voulait bien mettre fin à cette habitude, mais qu'elle ne pouvait cesser aussi brusquement. Bien qu'il y ait certaines exceptions selon les circonstances, les règlements sont généralement fermes et les participantes se doivent de les observer. Pour les participantes, l'adaptation peut se faire difficilement. Fatima a, entre autres, eu beaucoup de mal à s'adapter. Toujours dans son coin, elle ne se mêlait pas aux autres à son arrivée. Elle pleurait le soir dans son lit et affichait un air triste à mourir à longueur de journée. À cause de son comportement étrange, le personnel pensait même qu'elle avait des problèmes de santé mentale. En général, de l'avis des

intervenantes, l'adaptation s'avère plus difficile pour les travailleuses du sexe qui sont pour la plupart habituées à se comporter plus librement.

Des participantes et des intervenantes ont souligné, au cours des entrevues, la sévérité du programme de l'organisme. S'adapter ne fut effectivement pas une tâche facile pour bon nombre d'entre elles. Il semble assurément plus ardu pour les travailleuses du sexe de s'ajuster, comme le notent Bea, Lia, Becky et Marissa. Plus particulièrement, Becky, Marissa et Lia ont critiqué les règlements sévères de l'organisme. Lia a d'ailleurs commenté en disant qu'au début, la discipline qui lui était imposée était difficile à accepter et qu'elle réagissait en adoptant un caractère difficile. Elle trouve que cette discipline est parfois un peu trop dure.

My first time here, I don't like. I don't like to talk to anybody. [...] I'm always sleeping. (T—Bea, 19 ans)

When I left home, I easily adjusted to everything 'coz I was alone. And then, when I came here, I said "it's easy, it's easy", that I would be able to adjust here. In fact, this is what I want, a new life, everything... But I couldn't really. [...] When I was here, the first few months, the girls had problems with me 'coz I was so bully and kept shouting, shouting, and shouting. [...] And then, when I beat Lianne so bad, I know, and my temper was so short. [...] Sometimes, maybe all of that discipline, but sometimes it's too much. (T—Lia, 32 ans)

You should attend activities, even you don't like. [...] You cannot go out! (rises) You cannot go out without a permission. Even sexy clothes, you cannot wear also. And even sometimes, it's hard to go out even you said [...] because they're so very strict. [...] Sometimes, if you are too much strict on the person, you will feel, you will run away of the institution. (T—Becky, 21 ans)

For me, I had a difficult time adjusting here because it was a great change when I was outside and I'm here because outside, I could do what I want but then, we are not so free. (T—Marissa, 16 ans)

Lanie, une intervenante, confirme aussi la sévérité du programme. Elle explique que la formation est intensive et que les participantes sont soumises à des règles strictes. Par contre, dit-elle, après un mois elles s'adaptent et remercient en bout de ligne l'organisme parce que leur vie a changé. Bien que beaucoup de participantes reconnaissent des points positifs au programme de l'organisme, la plupart ont toujours de la difficulté à accepter les restrictions considérables à leur liberté.

But here, in [this home], it's very much harder because they have a training, it's a very intensive training. They cannot go out, they have to follow rules. [...] But first, some of the clients don't like it here in their first week. If they stayed for about one month, they begin to like it because they see changes in their lives. Actually, they're telling that to us. The first time they're here, they don't like it here because it's very strict. [...] But later on, they adapt and they're telling us thanks. (I—Lanie, travailleuse sociale)

Le programme n'a pas seulement des règlements sévères qui étouffent parfois les participantes, surtout au début. Il comporte également des pratiques que beaucoup de participantes n'aiment pas mais qui leur sont tout de même imposées. Le partage de leurs expériences personnelles constitue le meilleur exemple. La plupart des participantes détestent devoir partager leur vécu avec de parfaits étrangers—bailleurs de fonds, missionnaires, chercheurs, représentants d'autres organismes non gouvernementaux et étudiants—qui viennent visiter l'organisme quelques heures durant. Par contre, les participantes n'ont pas le choix; les intervenantes les divisent souvent en groupes de deux ou trois et les étrangers, qui viennent souvent en groupes, se divisent également et écoutent les histoires que leur racontent les participantes. Mary Grace, qui n'apprécie pas du tout cette obligation, m'a avoué qu'elle inventait parfois des histoires pour éviter d'admettre son vécu. Elle affirme que la majorité des autres participantes n'aiment pas révéler leur vie à des inconnus. Beverly, la travailleuse sociale du centre *drop-in* de Angeles, trouve aussi que l'organisme exploite les participantes en imposant les partages. À maintes reprises, j'ai personnellement remarqué que les participantes n'avaient pas la moindre envie d'échanger avec les visiteurs. Souvent, elles devaient interrompre leurs activités pour aller se mêler avec les étrangers et leurs expressions faciales en disaient long sur leurs sentiments.

Lia et Fatima, qui se sentaient particulièrement à l'aise avec moi (nous avons eu de nombreuses conversations informelles au cours desquelles elles s'étaient confiées à moi sur plusieurs sujets), ont exprimé leurs frustrations à l'égard des « partages ». Lia se sent comme un animal dans un zoo. Elle estime que ses droits sont brimés, mais qu'elle n'y peut rien en raison du fait qu'elle profite gratuitement des services offerts par l'organisme. Pour sa part, Fatima n'aime pas les partages puisqu'ils la rendent triste.

Then we have to be sharing. I hate that. We have to be exposed to these people, strangers, then we are told to tell our stories, just like we are in a zoo. (rises) People are so curious as to what we're doing, what we did and I was thinking why we have to tell these stories to these people who don't even know us, even that we don't feel like sharing our stories. But we have to because they are telling

us and we are living there, we are fed by these people so (rises)...I feel like a person in a zoo! (rises) I don't have my rights, but since we're there and everything is free, we don't have a choice. (rises) [...] You know, they could get into our lives [...] tell you what you're doing, what you're doing is bad or what. They could just say this and that, we need discipline and everything. Sometimes, I'm just wondering is it because they're feeding us for free and everything is free, that's why you have the right to, you know... (T—Lia, 32 ans)

I don't like very much the sharing with the visitors because sharing is very sad, painful. [...] People ask "where's your family" and that is very pain to me. And to my cousin, what she did to me, is very sad. (T—Fatima, 14 ans)

Cela vient en fait contredire les propos de Verna, une intervenante, qui m'a affirmé que les participantes aimaient partager leurs expériences.

They are very open in sharing about what happened to them, so it's part of the healing, like that. (I—Verna, éducatrice)

Rina, la coordonnatrice, abonde dans le même sens, en précisant toutefois que les survivantes d'agression sexuelle éprouvent plus de difficulté que les travailleuses du sexe à exprimer ce qu'elles ont subi.

But the women in prostitution, they're all very outspoken. [...] But our experience is if they're already healed [...] they will be the ones to share, even if we have a workshop. The prostituted women, they can share what happened to their lives. About the sexually abused, they cannot express. (C—Rina, coordonnatrice)

Bref, il apparaît évident que les participantes ne peuvent pas collaborer à l'orientation du programme de CPSAW. Elles doivent simplement obéir aux règlements ou quitter les lieux. Contrairement au principe d'une approche participative préconisée par bon nombre de chercheurs pour favoriser la prise en charge, la directrice impose un programme et ses règlements, bien que plusieurs aspects repoussent véritablement les participantes. Il est possible que certaines pratiques rebuteraient moins les participantes si l'organisme prenait le temps de leur expliquer la logique qui les sous-tend.

4.4 Efforts de conscientisation pratiquement inexistants

En effet, l'organisme incitait les participantes à l'action sans toutefois leur expliquer le sens de leurs actions. Quelques incidents peuvent en témoigner. D'abord, la participation des femmes à une manifestation contre la violence conjugale aurait dû, en principe, les intéresser vivement. Cependant, étant donné que la plupart d'entre elles ignoraient la raison

même de la manifestation, elles ne s'y sont pas du tout intéressées. Le jour de l'événement, la directrice a ordonné à tout le monde de se rendre à un parc de la ville et de se dépêcher. Personne n'avait la moindre idée de l'endroit où nous allions, y compris moi-même. Ce n'est que lorsque nous sommes arrivées sur place et que nous avons commencé à entendre les discours que nous avons compris. Par contre, les participantes ne portaient pas du tout attention à la manifestation malgré son importance. Elles y voyaient plutôt une autre exigence imposée par la directrice. La plupart d'entre elles s'amusaient avec leur téléphone cellulaire et bavardaient. La manifestation aurait pu provoquer une discussion concernant la question de la violence faite aux femmes. Le personnel de l'organisme n'a pourtant pas saisi l'occasion de favoriser une prise de conscience. En fait, en aucun temps n'ai-je senti de tentatives de conscientisation de la part de l'organisme. Les participantes assistaient parfois aux sessions d'information données aux visiteurs et étaient donc exposées aux discours de l'exploitation sexuelle et de l'oppression des femmes. Par contre, je n'ai personnellement pas vu d'efforts pour favoriser une prise de conscience critique chez ces groupes de femmes marginalisés. Il est possible que les efforts se masquaient sous des couverts beaucoup plus subtils, par exemple lors de conversations informelles entre le personnel et les participantes, mais à mon avis, rien de tel n'avait lieu.

Par contre, la religieuse originaire de Singapour a mis sur pied un groupe de thérapie pour mères monoparentales, qui n'a duré que quatre semaines. Celle-ci, lors d'une session de groupe, a énoncé que le pardon ne justifiait pas les actions des agresseurs et qu'il était correct de ressentir de la colère. Elle suscitait des questionnements qui remettaient en question des valeurs traditionnelles, opprimantes pour les femmes. Son discours rejoignait les principes de la conscientisation tels qu'exprimés par Freire et c'était la première fois que j'entendais ça aussi directement au sein de l'organisme. Ses interventions furent toutefois de courte durée; en l'espace de quelques sessions, elle a pu entamer la réflexion, mais il aurait été préférable d'assurer un suivi. Enfin, il est possible que sa conception du processus de la prise en charge ait été différente de celles des membres du personnel.

4.5 Différentes conceptions de la prise en charge

Ainsi, comme la recension des écrits l'a clairement démontré, la prise en charge ne comporte pas la même signification pour tout le monde. Il est assurément un concept surtout connu par les personnes initiées au vocabulaire du développement. Seule une participante

connaissait le terme (même lorsqu'il était traduit) et les intervenantes n'étaient pas unanimes quant à sa définition. La plupart des membres du personnel, y compris la directrice, s'entendaient sur les généralités du terme. Pratiquement toutes m'ont dit—bien qu'elles aient utilisé des termes différents—que la prise en charge signifiait une capacité accrue de comprendre sa situation et de devenir des agents de changement pour vaincre les inégalités. Par contre, elles ne s'entendaient pas toutes sur la façon d'y parvenir et c'est ce qui peut poser problème. Parmi leurs réponses, j'ai noté la nécessité pour les femmes d'approfondir leurs connaissances et compétences, le besoin pour l'organisme de faire du réseautage, de combler les besoins des femmes concernées et de développer la spiritualité des participantes. Bref, il n'y avait pas consensus sur la façon de favoriser la prise en charge de ces femmes. Fait intéressant, dans de nombreux écrits philippins s'attardant à la prise en charge, les auteurs faisaient mention de l'importance d'une éducation fondée sur les valeurs (Andres, 1987; Bolido, 2001; Floresca-Cawagas, 1996; Foley, 2001; Maribao, 1996; Toh et Floresca-Cawagas, 1996). Ce n'est pas un élément qu'on retrouve dans les théories de la prise en charge formulées par des chercheurs occidentaux, mais les Philippines semblent réellement le privilégier. Il est possible que les Philippines considèrent les valeurs comme un aspect important de la prise en charge puisque l'Église catholique, très influente dans ce pays, a su imposer sa doctrine et ses valeurs comme l'idéal à poursuivre.

5. Résistance des participantes

Les participantes au programme de l'organisme réussissent quelque peu, malgré tout, à manifester de la résistance. Entre autres, elles arrivent parfois à contourner les règlements stricts de l'organisme, souvent avec la complicité des intervenantes. Par exemple, au lieu de réciter un chapelet en auto comme la directrice l'impose généralement, elles écoutent de la musique populaire avec le volume à fond lorsque la directrice ne les accompagne pas. Certaines d'entre elles fument et boivent, en s'assurant toutefois de ne pas se faire prendre en flagrant délit par la directrice. En outre, grâce à l'aide qu'elles reçoivent, des participantes développent des capacités qui ne semblent pas vraiment encouragées au départ. Mary Grace en a fait la description la plus évidente, au cours de notre entretien.

Before I came here, I don't know how to answer back, I don't know how to make reason, how to reason things. [...] But then after I came here, after all the sessions, Ate Rina told me not to be... She always told me before that I have to

stand for myself. Now, sometimes, even though I think it's not right, I apply it to them. [...] It helps me. (S—Mary Grace, 18 ans)

Ainsi, suivant son séjour à la maison d'hébergement de CPSAW, Mary Grace se sent maintenant capable de s'affirmer. À l'instar d'autres participantes, elle semble avoir développé un esprit de résistance. Elle résiste aussi parfois de façon plus détournée, par exemple lorsqu'elle invente des histoires aux étrangers qui veulent connaître son parcours de vie. Ironiquement, l'organisme provoque, sans nécessairement en être conscient, une certaine résistance chez les participantes. Grâce au programme, celles-ci ont la chance de vivre et de discuter avec d'autres femmes et d'être exposées à des idées qui peuvent s'avérer relativement nouvelles pour elles. Des femmes gagnent donc, au fil du temps, une certaine confiance qui leur permet de poser des gestes qui vont parfois à l'encontre des règles qui leur sont imposées ou, du moins, elles se sentent suffisamment à l'aise pour contester des aspects du programme. En ce sens, il est possible de croire que l'initiative s'engage réellement dans le processus de prise en charge.

D'autre part, cette résistance renvoie au concept d'*agency* sur lequel s'entretiennent de plus en plus de chercheurs. Tel que le déplore Law (2001), beaucoup d'organismes, de par leurs choix de méthodes et programmes, ignorent la capacité d'action des travailleuses du sexe. Le fait de négliger cette capacité peut avoir un effet négatif sur l'efficacité des initiatives et risque sérieusement de compromettre leur réussite. Malheureusement, alors que l'organisme pourrait s'engager davantage à promouvoir l'*agency* des femmes à qui est destiné son programme, il ne saisit pas l'occasion de le faire. Par conséquent, CPSAW s'aliène des participantes qui, en bout de ligne, se sentent exploitées encore une fois.

Bref, quoique l'organisme provoque un esprit de résistance chez certaines participantes, il pourrait sans contredit modifier son approche pour prendre en considération et valoriser la capacité d'action des femmes concernées. Cet élément représente assurément un défi de taille pour CPSAW.

6. Post-scriptum

Plus d'un an après la fin de mon étude sur le terrain, je communique encore par courriel avec plusieurs des informatrices de ma recherche. Pendant mon séjour, je me suis liée d'amitié avec certaines intervenantes et participantes et je reste très attachée à elles. Le

sentiment est probablement réciproque dans bien des cas, si l'on en juge par les messages que je reçois régulièrement.

Depuis mon départ, les choses ont grandement évolué à la maison d'hébergement. J'ai d'ailleurs l'impression que j'aurais de la difficulté à m'y reconnaître si j'y retournais, en partie parce que les participantes ont pratiquement toutes quitté les lieux. Le personnel a aussi quelque peu changé. Lanie a laissé ses fonctions suivant la naissance de sa petite fille et Michelle fut transférée à la maison d'hébergement de General Santos.

Carmen et Evangeline, qui s'étaient enfuies de l'organisme quelque temps avant mon départ, n'ont pas été de nouveau admises. Aux dernières nouvelles, elles erraient dans la rue non loin de l'organisme avec leur *barkada* (« bande d'amis »). Les intervenantes ont eu vent qu'elles étaient enceintes.

Myrna demeure toujours à la maison d'hébergement de Quezon City avec sa fille Candy. Elle et Janice agissent maintenant à titre de *field workers* dans Quezon City et tentent de recruter de nouvelles participantes. Corazon et Jennylyn participent toujours au programme de l'organisme, mais sont déménagées à Angeles, où l'organisme a mis sur pied une maison de transition. Elles poursuivent leurs études et leurs causes sont toujours devant les tribunaux.

Veronica et Fatima ont été transférées à la maison d'hébergement de General Santos et se portent bien, semble-t-il. Bea fut transférée, elle aussi, il y a quelques mois à cette même maison d'hébergement, mais elle s'est finalement enfuie avec plus de 10 000 pesos appartenant à l'organisme. Bea, qui se voyait souvent confier l'argent, a étonné les membres du personnel en trahissant leur confiance; les intervenantes croient par contre qu'elle a recommencé à consommer de la drogue.

Becky a quitté l'organisme l'été dernier pour aller vivre à Subic avec sa tante. Elle attendait patiemment de terminer ses études secondaires pour pouvoir enfin quitter la maison d'hébergement. Elle poursuit apparemment des études postsecondaires en ce moment. Danika a aussi fait ses adieux peu après mon départ et personne n'a eu de ses nouvelles depuis. Elle n'avait pas apprécié être transférée à la maison de transition de Angeles parce qu'elle détestait cette ville et ne s'intéressait nullement aux cours de couture proposés. Clara, qui a

accouché d'un petit garçon en janvier 2002, a abandonné Carlo, son aîné de trois ans. Elle a décidé de refaire une nouvelle famille et a officiellement donné Carlo en adoption.

Mary Grace a quitté les Philippines pour aller travailler aux Émirats Arabes Unis, dans une boutique de cadeaux où elle trouve le temps long. Pour sa part, Luisa a mis le cap sur Bahreim dans l'espoir d'y gagner sa vie. Elle a cependant trouvé le départ pénible; elle pleurait constamment parce qu'elle devait laisser son petit garçon derrière. C'est Beverly, la travailleuse sociale du centre *drop-in* d'Angeles, qui s'en occupe. Beverly m'a avoué que sa vie avait considérablement changé avec un bébé sur les bras. Elle m'a dit qu'elle était toutefois heureuse du changement et qu'elle considérait cet enfant comme le sien. Daisy, une travailleuse du sexe de Angeles, a obtenu un emploi à Hong Kong; on l'a apparemment embauchée pour dispenser des soins de santé. De son côté, Lia a soumis une demande pour aller vivre aux États-Unis avec le nouvel homme de sa vie, qu'elle a rencontré par Internet et qui est venu la visiter il y a quelques mois pendant deux semaines. Elle se sent très excitée à l'idée d'amorcer un nouveau tournant dans sa vie; elle pourra enfin, dit-elle, offrir un semblant de vie décent à sa fille de 6 ans.

Le changement le plus triste fut sans aucun doute la mort de Jason, le fils d'Elenita. Atteint du sida depuis sa naissance, ce petit « amerasian » (mère philippine et père américain) s'est éteint quelques mois après mon départ, à l'âge de 8 ans. Sa mère ne tardera pas à le rejoindre; elle a maintenant, elle aussi, les derniers symptômes de la maladie.

CONCLUSION

Bref, il ne fait aucun doute que l'organisme fait face à un obstacle de taille : la pauvreté. Plus que tout autre facteur, la pauvreté extrême maintient certains groupes, en particulier les femmes, dans une situation marginale. Des intervenantes ont mentionné clairement que plusieurs participantes préféreraient gagner de l'argent plutôt que de recevoir une éducation. De toute manière, faut-il s'en étonner dans un contexte où un grand nombre de diplômées universitaires doivent s'exiler pour trouver du travail ou se résoudre à travailler comme domestiques (Mulder, 2000)? Ou, si la plupart des Philippins croient, comme Mary Grace, que le diplôme universitaire ne peut pas rivaliser avec le fait d'avoir de bons contacts? Des recherches ont fait ressortir la précarité économique dans laquelle se trouvent les femmes qui vendent leurs services sexuels. Si les travailleuses du sexe sont heureuses de recevoir de nouveau les troupes militaires américaines, c'est en majeure partie à cause de la précarité de leur situation économique. Le tourisme sexuel s'est développé dans des régions où le taux de chômage était élevé, où l'assistance sociale était très faible (O'Connell Davidson, 1998) et où il y avait une forte concentration d'étrangers (O'Campo, 1987).

Aux Philippines, les organismes non gouvernementaux peuvent fournir un appui aux femmes marginalisées, mais leurs efforts demeurent, avouons-le, une goutte dans l'océan. Les ONG ne peuvent assurément pas faire le contrepoids à la conjoncture macroéconomique. Leurs initiatives ne sont pas vaines; pourtant, sans l'appui réel des institutions dominantes, il sera difficile de provoquer une transformation, si minime soit-elle. Pour appuyer les propos de Fernando (1997), l'impuissance des femmes trouve son origine dans la vulnérabilité économique et une amélioration de leurs conditions économiques s'impose afin d'envisager leur prise en charge. Même si des femmes qui ne craignent pas pour leur survie choisissent de vendre leurs services sexuels, comme l'a révélé le cas des « Brunei Beauties », il serait erroné d'affirmer que toutes les femmes qui se prostituent choisissent de le faire de façon aussi volontaire. Il semble assez juste d'estimer que la prostitution n'aurait jamais atteint une telle ampleur si les conditions économiques n'avaient pas forcé des milliers de femmes à se tourner vers la prostitution alors que leurs valeurs et la société dans laquelle elles vivent encouragent le contraire.

Ainsi, il importe de prendre en considération le contexte dans lequel œuvre l'organisme. Moser (1993) affirme avec justesse qu'il est complexe de déterminer dans quelle mesure le contexte politique fait obstacle à la capacité d'un ONG de favoriser la prise en charge des femmes. Par contre, on ne peut ignorer le fait que la conjoncture économique n'agit pas en faveur des ONG aux Philippines. Floresca-Cawagas (1996), Jimenez David (2002) et Mendoza (1995-1998) ont noté un déclin continu, au cours des dernières années, du financement accordé aux ONG qui œuvrent en développement. Les ONG se voient donc dans l'obligation de s'adapter aux exigences changeantes des bailleurs de fonds et sacrifient parfois certains de leurs principes dans le but de continuer à recevoir du financement. CPSAW n'échappe certes pas à cette tendance; de nombreux rapports annuels et les discours de la directrice sont truffés de termes susceptibles de plaire aux bailleurs de fonds et, selon l'une des intervenantes, les statistiques des rapports annuels sont parfois modifiées, c'est-à-dire gonflées, pour ne pas compromettre le financement. C'est assurément l'une des tensions qui peuvent venir faire obstacle au processus de la prise en charge.

Les contraintes financières touchent pratiquement tous les organismes non gouvernementaux. Dans le cas de CPSAW, les membres du personnel ont déploré le maigre financement de l'organisme qui, conséquemment, a un impact sur leur rémunération et leurs avantages. Mais plus important encore, CPSAW se voit limité dans le nombre de projets qu'il entreprend et leur envergure. Les intervenantes, surtout la directrice, ont admis les limites de l'organisme à plusieurs niveaux en raison de son budget plutôt modeste. Il n'est évidemment pas possible pour l'organisme de mettre en branle tous les projets qu'il aimerait concrétiser.

Par contre, justement à cause de ces restrictions, il importe que tout organisme revoie son mandat et ses objectifs et qu'il établisse des buts réalistes. Des chercheuses ont d'ailleurs noté les difficultés considérables à provoquer une prise en charge à différents niveaux (Félix de Sousa, 1995; Manthoto Lephoto, 1995). Avec une approche dite « holiste », CPSAW s'est dressé un programme ambitieux, peut-être même impossible à réaliser. Il est donc plus aisé d'y déceler des lacunes et des failles. Au cours des années, le mandat de l'organisme s'est élargi pour offrir des services directs aux travailleuses du sexe, puis s'est étendu pour servir les survivantes d'agression sexuelle. Ces changements certes louables font néanmoins en sorte que l'organisme ne réussit pas nécessairement à atteindre tous ses objectifs. Qui plus est, de combiner deux groupes ayant des besoins parfois vraiment distincts rend la tâche

encore plus ardue. Une intervenante préférerait d'ailleurs que l'organisme se limite à aider les travailleuses du sexe.

So perhaps if tomorrow I had to make some changes, I would like to focus on women in the streets. Because sometimes, it's hard to combine a sexually abused child, an incest case, with women in prostitution. They have different values and different lives. (I-Mia, travailleuse sociale)

Ainsi, bien que beaucoup de participantes des deux groupes éprouvent des besoins semblables (physiques, économiques, psychologiques), elles répondent généralement différemment aux stratégies d'intervention de l'organisme. Les règlements très sévères de l'organisme, par exemple, obtiennent moins de succès auprès des travailleuses du sexe. Ces dernières, la plupart du temps plus âgées et habituées à agir librement, se sentent souvent étouffées par les mesures disciplinaires de l'organisme. Il semble que les survivantes d'agression sexuelle soient moins préoccupées par la sévérité du programme, quoique la majorité d'entre elles aient admis avoir eu initialement du mal à s'y adapter. En fait, elles ont mentionné à maintes reprises qu'elles appréciaient l'atmosphère familiale qui régnait à la maison d'hébergement. On peut donc en déduire qu'elles profitent davantage d'un encadrement étroit. Cependant, il serait sans contredit préférable que les survivantes d'agression sexuelle, au même titre que les travailleuses du sexe, puissent prendre part aux décisions et à l'élaboration du programme de manière à faciliter leur prise en charge individuelle et collective.

Le leadership écrasant constitue sans aucun doute une barrière à la prise en charge que l'organisme dit encourager. CPSAW comporte une hiérarchie très claire et bien établie; la directrice détient bel et bien un pouvoir absolu sur le programme de l'organisme et impose sa volonté à tout le groupe. Lorsque les intervenantes émettent des recommandations, elles sont rarement écoutées et prises au sérieux. Ces dernières exercent tout de même un peu plus de pouvoir que les participantes. Quand la directrice s'absente, le personnel, surtout la coordonnatrice, s'impose à son tour. Il est par conséquent difficile de parler d'égalité dans un tel contexte. Cette approche s'oppose sans contredit aux principes de la prise en charge énoncés par la majorité des chercheurs et renforce bel et bien les inégalités vécues au sein de la société en général.

En effet, les inégalités au sein de l'organisme reproduisent en quelque sorte la marginalisation de ces femmes. La marginalisation se définit, rappelons-le, comme le fait de ne pas pouvoir participer pleinement au développement du groupe et de jouir d'un statut moindre. Pour citer de nouveau Riccio (1997 : 373), l'intégration sociale implique la participation sociale, économique et politique de tous les individus et de toutes les communautés. En excluant les participantes du processus de prise de décisions, l'organisme ne permet pas leur intégration. Bref, pour reprendre les propos de SinghaRoy (2001), en ne tentant pas de défier de vieilles croyances et valeurs et les institutions dominantes qui les renforcent, un organisme ne fera que consolider la subordination et la marginalisation de ces femmes.

Le mandat de CPSAW vise à répondre à des besoins stratégiques des travailleuses du sexe et des survivantes d'agression sexuelle aux Philippines en revendiquant notamment leurs droits et en conscientisant la population en général à ces enjeux. Par contre, bien que des efforts aient été déployés en ce sens beaucoup plus ardemment dans les premières années d'existence de l'organisme, ils se font maintenant beaucoup plus rares. CPSAW maintient toujours des relations avec d'autres organismes, notamment WomenLEAD qui offre des services d'ordre juridique aux participantes. Bien que l'importance du droit en ce qui a trait à la prise en charge individuelle des participantes ne soit pas confirmé par cette recherche, il en demeure tout au moins que cette initiative peut contribuer à la lutte nationale pour faire reconnaître les droits des personnes victimes d'exploitation sexuelle. La loi, comme le souligne Ruiz-Austria (2001), se voit souvent conférer l'autorité de décider de la crédibilité des questions sociales. Il importe donc de lutter à ce niveau pour faire avancer la cause des femmes en général, plus particulièrement celle des travailleuses du sexe et des survivantes d'agression sexuelle.

Pourtant, malgré le fait que CPSAW se penche quelque peu sur les besoins stratégiques de ces groupes de femmes, il essaie de répondre avant tout aux besoins pratiques des participantes. C'est en fait un premier pas dans le processus de la prise en charge. Des auteurs mentionnent effectivement la nécessité de bien déterminer les besoins du groupe auquel s'adresse le programme. Ainsi, dans le cas de CPSAW, beaucoup de participantes se sont tournées vers l'organisme principalement parce qu'elles avaient besoin de manger, d'être hébergées, d'être en sécurité et d'être soignées. Dans un pays où la pauvreté afflige

une masse importante de gens et où les travailleuses du sexe et les survivantes d'agression sexuelle sont souvent victimes de violence, la survie constitue sans contredit la préoccupation la plus importante (Cortes et al., 1983; Mulder, 2000). Dans ce contexte, il est évident que les discussions portant sur les valeurs patriarcales de la société et les actions pour provoquer une transformation sociale risquent peu d'intéresser les femmes marginalisées si ces dernières ont du mal à assurer leur survie. Le fait que l'organisme puisse combler leurs besoins de base en plus de leur offrir de l'aide psychologique doit donc être reconnu à sa juste valeur et ne doit pas être un exploit sous-estimé. Moser (1993) et Mies (1991) ont d'ailleurs noté que les organisations de femmes les plus efficaces étaient celles qui se penchaient sur les besoins pratiques des femmes concernées pour ensuite pouvoir s'attaquer aux besoins stratégiques.

Néanmoins, compte tenu que l'organisme offre une aide temporaire aux femmes marginalisées, la réponse aux besoins pratiques représente une solution à court terme. Quoiqu'il soit important, notamment, que les participantes aient un abri, de la nourriture et des soins, il faut noter que les moyens d'existence proposés par l'organisme ne représentent pas des alternatives économiques intéressantes pour les femmes. Ainsi, lorsqu'elles quittent l'organisme, les participantes ne sont pas réellement mieux préparées à prendre leur place sur le marché du travail. Comme le mentionnait Licuanan en 1991—et la situation ne semble pas avoir changé—l'éducation non formelle n'est pas la clé d'accès au marché du travail et à un salaire intéressant. Cependant, les participantes qui poursuivent leurs études et qui demeurent à la maison d'hébergement pendant plusieurs années ont de meilleures chances de voir leurs options se multiplier. Pour de nombreuses jeunes femmes, les études au sein du système scolaire n'auraient pu se concrétiser sans l'aide de CPSAW. Aux Philippines, comme dans la plupart des pays, un diplôme revêt une valeur certaine et est parfois gage d'un avenir meilleur (Mulder 2000). En somme, il ne fait aucun doute que l'éducation est l'une des clés pour accroître son pouvoir personnel. Peu d'auteurs contestent cette affirmation. Pourtant, comme l'a relevé Constantino (1982), l'éducation philippine est empreinte de colonialisme alors qu'elle devrait plutôt encourager les Philippines à mieux comprendre les sources de leurs problèmes et à s'engager pour améliorer leurs conditions. En s'inspirant de Freire, cet auteur stipule que l'éducation ne doit pas qu'être une manière d'assimiler de l'information, mais bien une façon d'encourager une personne à fonctionner efficacement et utilement au sein d'une société. Les groupes de femmes peuvent tenter d'agir en ce sens et provoquer une prise de conscience.

Malheureusement, CPSAW ne relève pas vraiment ce défi. Aux Philippines, la religion catholique s'est imposée suivant la colonisation par les Espagnols; encore aujourd'hui, elle détient un pouvoir important au sein de la société. L'organisme CPSAW est dirigé par une religieuse catholique qui s'inspire évidemment des valeurs prônées par l'Église. Des auteurs philippins ont souligné l'importance de la spiritualité dans le processus de prise en charge (Floresca-Cawagas, 1996; Foley, 2001; Maribao, 1996; Toh et Floresca-Cawagas, 1997). Par contre, le fait de ne pas remettre en question les valeurs et structures dominantes peut renforcer la subordination des femmes (SinghaRoy, 2001; Batangan et al., 2001). De l'avis de Jayawardena (1986), l'éducation aux Philippines a permis aux femmes de sortir de leurs maisons, mais les valeurs religieuses fortement enracinées au sein même du système scolaire appuient toujours leur subordination. Les seuls moments où j'ai pu assister à un effort de conscientisation se résumaient à deux sessions avec une religieuse thérapeute qui questionnaient, à ma grande surprise, des valeurs que prêche l'Église. Pour leur part, la directrice et le personnel discutaient avec d'autres chercheurs et visiteurs des enjeux touchant les femmes aux Philippines, mais pas avec les personnes qui auraient pu réellement en bénéficier. SinghaRoy (2001) indique qu'il est important pour les organismes de défier les institutions opprimantes afin d'envisager une prise en charge des femmes.

La sensibilisation des chercheurs et des visiteurs mérite pourtant qu'on s'y attarde quelque peu. Il ne fait aucun doute que ces derniers ont intérêt à être au courant de certaines réalités sociales; après tout, si l'organisme reçoit toujours des fonds après environ 20 ans d'existence, c'est en grande partie parce que la directrice a réussi à sensibiliser les bailleurs de fonds et autres intéressés aux enjeux dont traite l'organisme. Les efforts de sensibilisation sont évidemment beaucoup plus efficaces lorsque les chercheurs, visiteurs et bailleurs de fonds peuvent mettre un visage humain sur des questions sociales qui peuvent sembler *a priori* éloignées de leur propre réalité. Plus particulièrement, les bailleurs de fonds viennent parfois visiter l'organisme pour s'entretenir directement avec les participantes et ainsi juger des effets du programme. Par contre, ces stratégies peuvent directement aller à l'encontre de la prise en charge des participantes. La plupart d'entre elles ont avoué ne pas aimer partager leur expérience avec de parfaits inconnus. Dans ce sens, cette stratégie viole l'intimité des participantes et ne respecte pas leur volonté. Comme l'a fait remarquer l'une des intervenantes, c'est en quelque sorte une manière d'exploiter les participantes. Toutefois, en

partageant leur vécu, les participantes ont l'occasion de devenir plus visibles et de faire entendre leurs voix. Par ailleurs, souvent en raison de ces partages, l'organisme reçoit des fonds qui profitent ultimement aux participantes du programme. Bref, c'est assurément un dilemme auquel l'organisme est confronté. Il serait sûrement possible de l'atténuer si, entre autres, les participantes comprenaient mieux l'importance de faire entendre leur voix ou si elles décidaient elles-mêmes de la manière d'être entendues. Il y aurait là une belle occasion à saisir pour mettre à profit la capacité d'action des participantes.

Pourtant, CPSAW ne cherche pas à tirer avantage de l'*agency* de ces femmes. Jusqu'à maintenant du moins, il n'a pas adopté d'approche qui puisse permettre aux participantes de jouer un rôle plus important au sein de l'ONG, d'exercer du pouvoir dans le cadre de la mise en œuvre du programme. Sans le vouloir nécessairement, l'organisme arrive toutefois, dans certains cas, à provoquer un esprit de résistance qui s'avère souvent une étape dans le processus de la prise en charge. Par contre, bien que des manifestations d'opposition se présentent dans certaines situations, elles ne se produisent jamais devant la directrice, qui détient le plus grand pouvoir. Les participantes comme les intervenantes s'inclinent devant celle qui tient les rênes de l'organisme. Il est vrai que les femmes qui se révoltent devant ce type d'autorité écourtent leur séjour et quittent l'organisme. Enfin, les participantes qui se rebellent tout en demeurant à la maison d'hébergement le font de manière beaucoup plus subtile et pour plusieurs d'entre elles, cette résistance représente en fait un cheminement positif important. Un cheminement, comme Mary Grace l'a souligné, qu'elles n'auraient peut-être pas entrepris sans l'aide de l'organisme.

La présente étude avait pour but de mieux comprendre les initiatives d'un organisme non gouvernemental de femmes aux Philippines qui visent à favoriser la prise en charge d'un groupe de femmes marginalisées, soit les travailleuses du sexe et les survivantes d'agression sexuelle. L'étude comporte évidemment des limites. Si l'on prend en considération le changement social comme l'un des objectifs de la recherche féministe (Ollivier et Tremblay, 2000), il aurait sans contredit été profitable d'entreprendre une recherche-action avec CPSAW. Toutefois, étant donné les nombreuses difficultés liées à une telle recherche (Kirsch, 1999; Kurtzman, 1999), les contraintes de temps et la distance considérable qui me séparait de l'organisme suivant mon départ, j'ai jugé préférable de concevoir autrement mon étude. Par ailleurs, il existe certes un besoin de s'attarder plus en profondeur à la question de

la résistance, un aspect qui aurait mérité d'être davantage exploré. Enfin, cette recherche, qui cherchait à examiner les éléments qui facilitent la prise en charge ou qui y font obstacle, ne pouvait certainement pas évaluer à quel point l'objectif de la prise en charge était atteint. Des études longitudinales permettraient sans aucun doute de jeter un nouvel éclairage sur ce concept qui se mesure difficilement dans un court laps de temps.

Malgré ces limites, cette recherche tente de répondre quelque peu à certains besoins. En effet, peu de recherches empiriques se sont penchées sur les initiatives des ONG pour stimuler la prise en charge des femmes marginalisées dans le contexte philippin; des chercheurs ont d'ailleurs souligné la nécessité d'entreprendre davantage d'études sur le terrain pour mieux saisir les interventions destinées aux travailleuses du sexe (Lim, 1998; Ofreneo et Ofreneo, 1998; Santos et Hoffman, 1997) et aux survivantes d'agression sexuelle (Guerrero et al., 2001). Rappelons que toute intervention visant la prise en charge d'un groupe marginalisé s'inscrit dans le cadre de l'éducation non formelle. Nombreuses sont les études théoriques qui traitent de la prise en charge, mais comme le mentionne Moser (1993), il importe d'étudier de plus près les organisations. Parce que les organismes non gouvernementaux sont souvent vus comme une solution de rechange en développement, il existe une certaine réticence à examiner de façon critique leurs forces et leurs faiblesses. Il est par conséquent difficile d'identifier leurs limites et leurs possibilités pour, entre autres, défier les structures existantes. De là l'importance d'effectuer des recherches empiriques portant sur les mesures qu'adoptent les ONG, notamment aux Philippines. C'est dans cette perspective que s'inscrit cette recherche.

NOTES

1. De plus en plus, en français, on utilise « prise en charge » pour signifier « *empowerment* ».
2. Centre for Prostituted and Sexually Assaulted Women (CPSAW) est un pseudonyme pour respecter l'anonymat des informatrices de la recherche.
3. Au début des années 1990, dans un pays de 60 millions, la classe moyenne comptait environ 6 millions de personnes (Albada, 1993).
4. *The Philippine Daily Inquirer*, December 14, 2001, p. A9. Les propos ne faisaient pas partie d'un article quelconque; ils étaient simplement des bribes rapportées dans un encadré.
5. Le « *querida system* », bien connu aux Philippines, se traduit par le fait qu'un homme marié entretienne une maîtresse. Cette pratique, quoiqu'elle soit illégale, peut même comprendre une deuxième famille. L'homme philippin subvient aux besoins de sa maîtresse, tout en essayant de cacher l'existence de la relation à son épouse légitime. Si des enfants naissent de cette union, l'homme tente généralement de cacher l'identité des rejetons de ses connaissances.
6. Je n'ai pas inclu ces sources dans les références afin de respecter l'anonymat de l'organisme et des informatrices de la recherche.
7. La maison de transition à Manille n'était pas ouverte au moment de mon séjour. Des rénovations importantes devaient se faire avant sa réouverture. Par contre, deux semaines avant mon départ, l'ONG a pu obtenir une maison à Angeles et a décidé de transformer les lieux en maison de transition pour accueillir majoritairement les mères et leurs enfants.
8. Le *shabu* est l'une des nouveautés dans les drogues « designer » qui comprennent le LSD et l'héroïne. Alors que la marijuana et la cocaïne proviennent de plantes, les drogues « designer » sont conçues expressément pour obtenir un effet particulier désiré. Selon certains consommateurs de *shabu*, cette drogue donne une poussée d'énergie incroyable qui peut durer quelques jours. Plusieurs affirment que la drogue rend plus intelligent et permet de contrôler parfaitement la situation dans laquelle ils se trouvent. D'autres soutiennent que le *shabu* peut faire perdre du poids sans entraîner d'effets secondaires et qu'il garde éveillé pendant plusieurs jours. L'usage abusif peut évidemment provoquer des complications telles que des problèmes respiratoires et cardiaques, ainsi que des troubles de la personnalité. Bien que cette drogue soit généralement qualifiée de « *poor man's cocaine* », un gramme de *shabu* coûte environ de 1 200P à 1 800P (40 \$ à 60 \$CAN) (Zulueta et Liwag, 2001 : 108).
9. Pour faciliter la compréhension, j'ai utilisé des lettres, avant les pseudonymes, pour spécifier à quel groupe les informatrices appartiennent. Ainsi, « S » renvoie aux survivantes d'agression sexuelle, « T » aux travailleuses du sexe, « I » aux intervenantes, « C » à la coordonnatrice, « D » à la directrice. Seules Luisa et Maricel

n'ont pas de lettre puisqu'elles ne sont répertoriées sous aucun groupe (voir tableau 1).

10. Les *jeepneys* sont d'anciens véhicules militaires dont se servaient les Américains. Les Philippins les ont gardés et les utilisent maintenant comme moyen de transport en commun.
11. Le *carolling* est une activité de levée de fonds que l'organisme organise chaque année dans le temps des Fêtes. Les participantes, accompagnées de la directrice, se rendent dans des résidences privées de personnes très bien nanties pour y chanter des chants de Noël.

ANNEXE A

Organigramme de l'organisation CPSAW



ANNEXE B

Guide d'entretien pour les travailleuses du sexe et survivantes d'agression sexuelle

1. Could you tell me about yourself, your family, your life?
2. How did you come to know about the organization?
3. Tell me about the activities of the organization.
4. What do you like about the organization?
5. What would you like to see changed?
6. Do you feel you have changed in any way since you are here?
7. Do you feel it has helped you?
8. Could you tell me about your future plans?
9. What does “education” mean to you? What is your level of education?
10. How important is education in your life? Please explain.
11. What does “empowerment” mean to you?

ANNEXE C

Guide d'entretien pour les intervenantes

1. Could you tell me about yourself (education, employment history, etc.)?
2. How did you get involved with this organization?
3. Could you tell me briefly about the organization?
4. How would you describe your particular role?
5. Based on your experience with these women, why do you think they come to the organization?
6. What are your expectations and goals regarding the organization's program?
7. How do you believe these expectations and goals are met?
8. What do you expect of the women who join the organization?
9. What do you think are the strengths and weaknesses of the organization?
10. What would you like to see changed?
11. What is the importance of education for these women?
12. What importance do you think these women give to education?
13. What would be your definition of "empowerment"?
14. How do you believe the organization can empower these women?

ANNEXE D

Guide d'entretien pour la directrice

1. Could you tell me briefly about the organization?
2. Who are the funders?
3. If you had extra funding, would your organization create additional programs or provide other services? If so, what would they be?
4. How would you describe your role in the organization?
5. According to you, what are the strenghts and the weaknesses of the organization?
6. Are you working with other organizations? If so, which one(s)?
7. Based on your experience with these women, why do you think they come to your organization?
8. What do you expect from the women who participate in the organization's program?
9. Do you believe these expectations and goals are met? If so, how?
10. The organization says it provides "holistic education" for these women. Could you please clarify or elaborate?
11. What is the importance of education for these women?
12. What importance do you believe these women give to education?
13. What is your definition of "empowerment"?
14. How do you believe the organization can empower women?

ANNEXE E

Récits de vie de quelques participantes au programme de CPSAW

Toutes les participantes au programme de l'organisme CPSAW ont des parcours différents et tout aussi intéressants les uns que les autres. De raconter chacune de leurs histoires aurait toutefois rendu ce document beaucoup trop volumineux et ce n'est, de toute manière, guère l'objectif de cette thèse. Néanmoins, pour les fins de cette étude, j'ai choisi de présenter un bref aperçu de la vie de quelques personnes que j'ai côtoyées durant mon séjour pour illustrer un peu mieux la vie, les besoins, les désirs et les aspirations des participantes du programme.

Bea, 19 ans

Bea déborde d'énergie. Les visiteurs à l'organisme la remarquent assez rapidement et ses consœurs se lassent parfois de ses états toujours extrêmes. Toujours bien mise, de la pointe des cheveux aux ongles des orteils, elle aime séduire. En fait, Bea est quelque peu célèbre depuis qu'elle a participé à un reportage télévisé et que son histoire a été publiée dans un livre. Mais son parcours est loin d'être hollywoodien. L'aînée d'une famille de trois enfants, son père meurt alors qu'elle n'a que trois ans. Sa mère se remarie le mois suivant et Bea va habiter chez ses grands-parents. Son grand-père lui donne beaucoup d'amour et la gâte. Malheureusement, le bonheur de Bea prend fin assez subitement : pendant que se déroule une fête à l'école, son grand-père est assassiné par l'époux d'une enseignante. Bea développe à compter de ce jour une aversion pour les enseignants et l'école. Qui plus est, la relation avec sa famille se détériore. Tout le monde l'accuse d'être responsable de la mort de son grand-père, ce qui l'incite à se rebeller.

À 15 ans, elle se rend à Batangas avec l'une de ses amies pour relaxer. Elles y trouvent finalement du travail comme domestiques pendant quelques mois, mais le jour où son patron lui touche la poitrine, elle décide de quitter le village. Sans savoir où aller, elle saute à bord d'un *jeepney* et n'en descend qu'au dernier arrêt. Elle rencontre alors une dame très maquillée et vêtue d'une tenue sexy. Malgré les mises en garde que formule un commerçant contre cette dame excentrique, Bea va discuter avec cette dernière, qui lui fait

visiter un quartier très pauvre de la ville. Bea ne peut croire que des maisons aussi petites, dont la taille conviendrait aux animaux seulement, puissent héberger des gens. La dame, Melinda, lui offre de la drogue, du *shabu*, que Bea accepte avec réticence. Melinda s'occupe de transformer Bea; elle la maquille et l'habille de manière provocante. Bea lui avoue qu'elle est encore vierge, au grand bonheur de sa nouvelle connaissance. Sans comprendre, Bea apprend qu'elle gagnera beaucoup d'argent ce même soir. À l'instar de nombreuses autres femmes, elle monte dans un petit bateau qui les conduit à un gros navire qu'elles montent en grimpant l'échelle accotée à la coque. Tout l'équipage accueille les femmes à bras ouverts. On parle anglais et Bea éprouve de la difficulté à comprendre. Mais elle n'a pas à se casser la tête trop longtemps, Melinda lui a trouvé un client, un Coréen qui patiente tout nu dans sa cabine. Une fois dans la cabine, Bea comprend enfin ce qui l'attend. Elle implore l'homme de ne pas la toucher, mais se fait répondre qu'il a déjà payé et qu'elle n'a pas le choix de se plier à ses désirs. Il veut sa virginité. Alors qu'elle tente de se défendre en criant et en le frappant, il riposte en lui infligeant un violent coup. Bea frappe sa tête contre un lavabo et perd connaissance. Elle se réveille quelque temps après, avec un sérieux mal de tête et le corps couvert de sang.

Melinda lui ordonne de ne pas dévoiler mot à quiconque de ce qui s'est passé. Bea la menace toutefois d'aller tout révéler à la police, mais Melinda répond en riant qu'elle se fera tuer. De toute évidence, Bea a gagné plus d'argent—2 000 \$US—qu'elle n'en a vu dans toute sa vie. Par contre, son aventure entraîne d'autres fâcheuses conséquences. Tout d'abord, elle se retrouve enceinte. Pour se débarrasser du bébé, elle avale un certain liquide et s'administre un traitement vaginal. Puis, avec l'argent gagné, elle commence à consommer des drogues illicites et en devient dépendante. Bea devient une *akyat barko* (« grimpeuse de bateaux ») en dépit de tous les risques qu'elle court quotidiennement.

Bien qu'elle accepte plusieurs allocations versées par des clients réguliers, allocations visant à lui fournir suffisamment d'argent pour qu'elle cesse de se prostituer, elle refuse les demandes en mariage qu'elle reçoit. Elle ne veut pas se marier avec des hommes qui l'achètent. Pourtant, un jour, elle se fait prendre au piège. Un marin des Émirats Arabes Unis organise une cérémonie au McDonald à son insu. Sous l'influence du *shabu* et en présence de l'équipage et de personnes de la ville, elle signe les documents de mariage sans même les

lire. Son nouvel époux retourne dans son pays pour acheter une maison. Elle ne le reverra jamais.

Pendant ce temps, elle continue de travailler. Elle accepte même de participer à une entrevue réalisée pour la plus importante station de télévision du pays. Elle guide l'animatrice au bateau et parle ouvertement de son métier. Cette entrevue la met toutefois dans le pétrin puisqu'elle dénonce la corruption des gardes côtiers et des agents des douanes, qui facilitent les transactions entre les marins et les travailleuses du sexe moyennant un certain montant d'argent. On veut sa tête pour sa trahison. C'est alors qu'elle se tourne vers le centre *drop-in* de CPSAW de la ville. Elle fréquente le centre pendant un certain temps, puis décide d'aller vivre à la maison d'hébergement de Manille. On l'embauche peu après afin de recruter d'autres travailleuses du sexe pour participer au programme. Mais Bea ne semble pas tout à fait prête à quitter définitivement son métier. En effet, elle organise en secret des rencontres avec des hommes qui lui offrent cadeaux et argent. Les employées du centre l'apprennent et la renvoient. Bea revient au centre quelques mois après, en disant regretter son erreur et on décide de lui donner une seconde chance. Elle est renvoyée à la maison d'hébergement de Manille.

Bea ignore ce que l'avenir lui réserve; la priorité, ce sont ses amours. Elle a maintenant un petit ami américain qu'elle voit rarement et qui fréquente d'autres filles. Mais Bea s'en fait peu, dit-elle, elle n'est pas jalouse.

Myrna, 23 ans

Un peu plus grassouillette que la plupart de ses consœurs, Myrna intimide au premier abord. Avec une voix grave, une petite coupe à la garçonne et des répliques plutôt brusques, la *group mother* a de quoi effrayer les nouvelles venues à la maison d'hébergement. Née à Bacolod, une ville des Visayas au cœur des Philippines, Myrna est l'aînée, avec sa jumelle, d'une famille de quatre enfants. Ses parents, un mécanicien et une femme à la maison, « prêtent » Myrna à un membre de la famille, une policière, qui l'élève comme sa propre enfant. Mais quelques années plus tard, cette tante marie un Allemand avec qui elle a correspondu pendant un certain temps et Myrna se voit dans l'obligation de retourner chez ses parents. Le retour n'est pas très réjouissant; Myrna se fait battre par ses parents, qui

semblent éprouver du ressentiment à son égard. En fait, toutes les raisons sont bonnes pour la fouetter et la frapper.

Ses parents tentent également d'utiliser Myrna pour soutirer de l'argent à la tante qui l'a élevée et qui demeure maintenant en Allemagne. Ils l'enjoignent de lui écrire plusieurs lettres. Un de ses oncles, sans doute jaloux de la relation privilégiée qu'elle entretient avec cette tante éloignée, ne cesse de lui répéter qu'il la vendra aux proxénètes locaux puisqu'elle n'est bonne qu'à se prostituer. Ses parents rient et Myrna craint que la menace ne soit mise à exécution un jour. Elle passe donc de plus en plus de temps avec sa *barkada* et revient tard le soir. Elle devient plus intime avec l'un des membres de la *barkada* et s'initie à la sexualité. Le père de Myrna l'apprend et, fâché contre elle, la bat pendant une semaine. C'est alors qu'elle plie bagages et quitte le foyer familial à l'âge de 15 ans.

Avec l'argent économisé de son allocation familiale, elle se rend à Cebu, la deuxième ville la plus importante aux Philippines, dans l'espoir d'y décrocher un emploi comme domestique. Elle va cogner à la porte d'une tante qui y habite pour lui demander de l'aide, mais Myrna ignore que cette tante et ses parents sont à couteaux tirés. Au pas de la porte, sa tante l'engueule et traite les parents de Myrna de toutes sortes de noms. Myrna traîne donc dans les rues et y rencontre finalement une dame qui lui promet un emploi dans une discothèque. En réalité, cette dame vend Myrna à la propriétaire d'un bordel pour 500 pesos (environ 20 \$CAN).

Dès lors, Myrna se voit obligée de servir entre 15 et 20 clients par jour. Timide et honteuse, elle se drogue pour pouvoir faire son travail. On ne lui sert rien à manger si elle n'a pas au moins une quinzaine de clients par jour. Bien que peu de clients soient violents, bon nombre d'entre eux veulent concrétiser leurs étranges fantasmes, qui rendent Myrna mal à l'aise. D'autres la violent, notamment les dix policiers qui l'ont violentée fusil à la tête. Inutile de riposter, elle doit endurer. Par ailleurs, Myrna craint de contracter le sida puisque la majorité des clients refusent de porter un condom. Elle ne peut imposer sa volonté aux clients; le proxénète la bat si elle s'oppose aux volontés des clients.

Un jour, un proxénète visite le bordel. Il a un client, un Allemand, dont l'épouse, une Philippine, est infertile. Le couple veut une belle fille avec de gros seins pour être mère

porteuse. La propriétaire décide d'envoyer Myrna, qui n'a d'autre choix que d'accepter. Myrna devient enceinte, comme prévu. La dame, jalouse de Myrna, la traite avec mépris. De son côté, l'homme se montre gentil avec elle, mais il lui transmet la syphilis. Les mois passent et Myrna ne peut se résigner à donner l'enfant. Ainsi, alors que le couple est parti, elle s'enfuit, reprenant un bateau pour Cebu. Elle retourne au bordel où elle accouche enfin de sa petite fille, toute seule dans sa chambre. Cinq heures filent avant qu'on n'entende les cris du bébé et qu'on ne vienne en aide à la mère. Toutes deux se portent bien, quoique la petite fille naisse avec la syphilis. Myrna se remet à travailler quelques jours après l'accouchement.

Pendant des mois, elle continue de travailler au bordel. Au début, une de ses collègues garde son bébé pendant qu'elle sert ses clients. Quelques mois plus tard, elle laisse sa fille seule des heures durant; celle-ci, ayant tombé de son lit à plusieurs reprises, a le visage couvert d'ecchymoses. Elle fait ensuite la rencontre d'un prêtre qui erre près des bordels pour sensibiliser les femmes qui y travaillent. Il lui parle d'un centre *drop-in*. Bien que la propriétaire la mette en garde contre les religieux du coin qui ne sont, affirme-t-elle, que d'autres trafiquants et proxénètes, Myrna décide finalement de le suivre et de se présenter au centre, convaincue qu'elle ne peut pas continuer ce genre de vie avec une enfant. Elle visite régulièrement le centre qui, après un certain temps, la réfère à la maison d'hébergement de Manille. Elle s'y rend et l'année suivante, on lui confie la responsabilité de *group mother*.

Myrna aspire toutefois à devenir une travailleuse sur le terrain de l'organisme pour pouvoir gagner un meilleur revenu et repartir à zéro avec Candy, sa fille.

Mary Grace, 18 ans

Les parents de Mary Grace se séparent alors qu'elle n'a que deux ans. Sa mère part travailler aux Émirats Arabes Unis et son père abandonne ses responsabilités parentales. Mary Grace et sa sœur vont donc demeurer avec leur grand-mère, leurs oncles et leurs tantes. Peu de temps après, Mary Grace subit les attouchements sexuels d'un de ses oncles. Lorsqu'un de ses demi-frères l'apprend, il commence à agresser Mary Grace lui aussi. Ces traitements se poursuivent jusqu'à ce Mary Grace ait 12 ans. C'est alors qu'elle avoue tout à

sa grand-mère. La réaction de l'aînée n'est pourtant pas celle qu'anticipait Mary Grace; en effet, sa grand-mère se fâche et ordonne à Mary Grace de se taire pour ne pas détruire leurs vies. Mary Grace déménage peu après à Baguio pour s'installer chez d'autres membres de la famille. Cette décision ne met pourtant pas fin à son calvaire. À son tour, un cousin éloigné de sa mère l'agresse sexuellement et Mary Grace se retrouve enceinte. Malgré les conseils de sa mère qui lui recommande de mettre fin à la grossesse, elle ne peut se décider à avorter. Elle donne ainsi naissance à une petite fille qu'une dame célibataire bien nantie adopte sur-le-champ. Heureusement, elle peut revoir sa fille quelques fois par année, ce qui la rassure et ne lui fait regretter aucunement sa décision.

Elle se retrouve à la maison d'hébergement de CPSAW à Manille après que des religieuses et séminaristes lui en aient parlé. Un choix s'imposait : demeurer à Baguio ou déménager à Manille. Bref, entre rester dans la même ville pour être victime de tous les racontars et s'installer dans une ville où elle pourra refaire sa vie tout en poursuivant ses études, la décision n'est pas trop difficile. Mary Grace accepte de venir à Manille, même si l'idée est loin de lui plaire au début.

Le sérieux, l'intelligence et la débrouillardise de Mary Grace se font rapidement remarquer. L'organisme embauche la jeune fille pour le seconder dans des tâches administratives. Bien que Mary Grace n'aime pas vraiment son travail, il lui permet de voyager un peu. En effet, elle s'est rendue, il y a un an, en Afrique du Sud pour assister à une conférence internationale avec la directrice de l'organisme. En outre, un prêtre irlandais, impressionné par les qualités de Mary Grace, décide de lui verser de l'argent pour qu'elle poursuive ses études. Elle entreprend alors des études en informatique. Elle aime bien ses études, mais se sent déchirée entre la pression de remettre à l'organisme « ce qu'on lui a donné », aller rejoindre sa mère pour aider financièrement sa famille et terminer ses études universitaires. Elle penche beaucoup en faveur d'aller retrouver sa mère; après tout, récemment, elle reçoit beaucoup d'appels de sa famille pour qu'elle rejoigne le jeune homme à qui elle fut promise. Elle n'aime pas du tout le choix de sa famille, mais ne sait pas trop comment éviter son sort. Par ailleurs, elle ne se montre pas très optimiste quant à l'idée de se trouver un emploi après ses études; aux Philippines, dit-elle, ce ne sont pas les années d'études qui comptent, mais bien le réseautage, c'est-à-dire les gens qu'on connaît. Bref, elle décide finalement de tout laisser tomber et d'accepter un emploi à l'organisme.

Fatima, 14 ans

Arrivée la même journée que moi à la maison d'hébergement, Fatima dégage beaucoup de charme. Les premiers jours à la maison sont plutôt pénibles pour elle; timide et un peu farouche, elle ne se mêle pas trop aux autres. Elle passe son temps à contempler la rue de la fenêtre et probablement à rêver qu'elle se trouve ailleurs. Mais à 14 ans, Fatima ne sait pas trop vers qui ou quoi se tourner.

Lorsqu'elle se décide à parler, elle avoue d'une moue triste qu'elle vient d'une famille brisée. Sa mère meurt alors qu'elle lui donne naissance et Fatima a sept ans au moment où son père éprouve des problèmes de santé qui le laissent paralysé. Elle habite le sud du pays, plus particulièrement l'île qui fait la manchette des journaux depuis plusieurs années en raison des conflits politiques et du terrorisme. Ses frères et sœurs travaillent outre-mer ou vivent ailleurs aux Philippines. Elle demeure donc seule avec son père. À l'âge de 12 ans, elle commence à travailler à un kiosque de fruits et gagne 700 pesos par mois (environ 28 \$CAN). Une cousine qu'elle n'a pas vue depuis longtemps rend visite à sa famille et offre à Fatima de lui trouver un emploi comme domestique à Manille. Fatima accepte alors de la suivre.

Fatima ignore toutefois ce que mijote véritablement sa cousine. Après avoir passé trois jours dans un appartement miteux, sa cousine revient et lui dit qu'elle lui a déniché un emploi. Elle l'amène dans un club à Angeles, une ville qui a accueilli une base militaire américaine pendant de nombreuses années et qui voit maintenant affluer des touristes et des anciens soldats américains en quête d'aventures sexuelles. Sa cousine lui demande d'enfiler un bikini, mais Fatima refuse. Elle se fait répondre qu'elle n'a qu'à partir si elle n'est pas contente. Mais Fatima s'y plie finalement puisqu'elle ne sait pas où aller.

Elle travaille au club pendant deux mois où elle danse. Elle ne récolte jamais les fruits de son travail, sa cousine empochant tout son salaire pour payer l'appartement, la nourriture et la drogue. Elle demande à Fatima de quitter le bar avec des clients. Dégoutée, Fatima refuse catégoriquement. Elle n'a que peu d'estime pour les filles qui sortent avec des clients; elle considère que ces filles, qui ne sont plus vierges, n'ont pas de sens moral. Un soir, sa

cousine vend tout de même Fatima à un Allemand qui accepte de verser 50 000 pesos (environ 12 500 \$CAN) pour la virginité d'une jeune fille. Fatima a peur. Le client doit revenir le lendemain à la fermeture du bar. Elle raconte donc son histoire à des employées de CPSAW, qui sont au bar ce même soir. En collaboration avec elles, Fatima dresse un plan pour s'enfuir à la fermeture du bar. Mais sa cousine est mise au courant et enferme Fatima dans une chambre verrouillée à clé. Le plan échoue lamentablement. Heureusement, le lendemain, au bar, une collègue en qui elle a confiance lui propose d'aller avec elle au centre *drop-in* de l'organisme après le travail. Elles s'y rendent donc et Fatima est transférée à la maison d'hébergement de Manille avant que sa virginité ne soit livrée de force à un parfait inconnu.

Lia, 32 ans

L'une des plus vieilles filles qui habitent la maison d'hébergement de CPSAW à Manille, Lia a roulé sa bosse et a parcouru un cheminement intéressant. Elle partage d'ailleurs ouvertement ses expériences et rit nerveusement, comme une petite fille, lorsqu'elle raconte ses péripéties. Lia est une artiste bourrée de talent qui s'intéresse aux esprits et aux anges.

Son père, un soldat de l'armée philippine, kidnappe Lia quelques mois après sa naissance pour l'amener loin de sa mère. Ils vont habiter dans le sud, sur l'île de Mindanao, avec les grands-parents paternels qui sont bien nantis et qui gâtent Lia. Cependant, les tensions entre chrétiens et musulmans se multiplient dans la région. Le grand-père de Lia est un juge catholique et les militants musulmans mettent le feu à sa maison. Elle et son père déménagent donc à Manille alors qu'elle a environ cinq ans.

Peu après, elle demeure avec les parents de la deuxième épouse de son père, qui se montrent bons pour elle jusqu'à ce que son père meurt. Elle est alors âgée de 9 ans. C'est à cette occasion qu'elle rencontre sa mère pour la première fois. Elle ne la reverra pas avant d'avoir 18 ans. Après la mort de son père, son oncle la maltraite. Il la bat, l'accuse faussement de toutes sortes de délits, notamment d'avoir volé de l'argent. Toute la famille s'en mêle et Lia se fait battre par tout le monde. On lui interdit de jouer et de sortir de la maison. Elle doit obéir à des règlements très stricts. Vers 11 ans, en manque d'amour, elle

commence à voler de petits objets pour les offrir à ses amis. Lia reçoit une éducation digne d'une jeune fille catholique de classe moyenne. Elle est inscrite à une école catholique, dirigée par des religieuses. Lia aime bien l'école et craint chaque jour le moment où elle doit quitter l'institution pour retourner chez elle.

Quelques mois avant sa graduation du secondaire, elle décide de mettre fin à ses études pour retourner auprès de sa mère et passer davantage de temps avec ses amis. Amèrement déçue par sa mère, Lia regrette sa décision et retourne auprès de ses grands-parents. Cependant, lorsque son grand-père tente de l'agresser sexuellement, elle quitte la maison pour de bon. Elle préfère dorénavant consacrer plus de temps à ses amis. Elle vit dans la rue et se fait violer. Elle se tourne vers les religieuses pour recevoir de l'aide et décide de poursuivre ses études. Elle obtient enfin son diplôme d'études secondaires et entreprend même des études universitaires. Toutefois, comme les classes sont majoritairement composées de jeunes hommes, Lia se sent mal à l'aise et délaisse ses études, encore une fois, sans en informer qui que ce soit. Elle retourne dans la rue.

Elle rencontre alors un étranger, un proxénète, à qui elle fait immédiatement confiance et qui devient son petit ami. Elle apprend plus tard qu'il est marié. Elle aime vivre dans la rue, où elle compte de nombreux amis. Elle se fait leurrer par une connaissance, une femme proxénète. Cette dernière lui présente un homme âgé qui la force à se prostituer. Cet incident traumatise Lia; elle se sent sale et ne croit pas mériter un bel avenir. Lia devient donc une travailleuse du sexe dans la rue.

Lia a tôt fait de se faire violer par une bande de policiers. Elle se retrouve également enceinte de son petit ami, qui refuse de reconnaître sa paternité. La rue s'avère un milieu difficile; les clients ne veulent pas de travailleuses du sexe enceintes et ses amis ne lui viennent pas en aide. Ses amis l'encouragent à devenir une proxénète et à soutirer de l'argent à des travailleuses plus jeunes et plus vulnérables, mais Lia refuse. Pour survivre, elle vole. Elle donne finalement sa fille en adoption et continue de se prostituer. L'argent suffit, mais il est vite dépensé, entre autres pour se procurer des drogues. Elle se retrouve enceinte d'un deuxième enfant, qu'elle confie à son demi-frère pour qu'il en prenne soin. Elle désire retourner à l'université. Son demi-frère néglige toutefois l'enfant, qui se retrouve à l'hôpital

quelques mois plus tard. Lia décide alors de l'abandonner pour que de bonnes âmes s'en occupent et jusqu'à ce jour, elle ignore si son enfant est toujours vivant.

Elle rencontre ensuite un policier, qui devient son petit ami. Au début, tout va bien, Lia est heureuse. Mais les choses se gâtent peu à peu; le policier consomme régulièrement du *shabu* et en vend. Elle apprend à en faire le commerce et développe, elle aussi, une dépendance accrue à la drogue. Après que son petit ami l'ait battue et maltraitée à plusieurs reprises, elle le quitte.

Se retrouvant enceinte une troisième fois d'un nouveau copain, qui, comme tous les autres, nie sa paternité en raison du fait qu'elle se prostitue, elle ne sait plus vers qui se tourner. Elle entrevoit difficilement vivre une autre grossesse dans la rue, mais ne veut pas retourner chez les religieuses qui la sermonneront et la jugeront. Elle décide alors de se rendre dans un centre commercial pour y voler un gros porte-documents. Elle veut se faire prendre en flagrant délit pour écoper d'une peine d'emprisonnement; elle pourra alors accoucher gratuitement et en toute sécurité.

À sa sortie de prison, elle retourne dans la rue. Pendant qu'elle se prostitue, elle laisse sa fille avec des vendeurs dans la rue. Mais elle devient fatiguée de servir plusieurs clients chaque jour. Elle choisit dorénavant ses clients, qu'elle préfère ivres morts. Elle s'en tire plutôt bien; elle n'est pas obligée de servir ces clients qui tombent endormis rapidement et à qui elle vole argent et possessions. Pour avoir plus d'argent, elle vole également avec un autre ami les bijoux que portent les gens dans des *jeepneys*.

Bref, après un certain temps, elle se sent désespérée et veut s'en sortir. Quelqu'un lui parle de l'organisme CPSAW après quoi elle se rend à la maison de Quezon City. Il y a beaucoup de personnes, elle n'ose cogner à la porte. Elle n'y revient que quelques mois plus tard avec sa fille et décide d'y rester. On l'envoie à la maison d'hébergement de General Santos, dans le sud du pays, mais son caractère difficile ne fait pas bon ménage avec le groupe. Elle est transférée de nouveau à Manille quelque temps après.

Après y avoir passé une année, elle est embauchée pour recruter de nouvelles filles dans Quezon City. Elle gagne un salaire très modeste et n'arrive pas à gérer son argent

qu'elle dépense follement. Enfin, elle fait une rechute, elle consomme de nouveau du *shabu*, et se fait attraper par la coordonnatrice de l'organisme. Il est décidé qu'elle ira à Subic, un petit village où était établie une base militaire américaine jusqu'en 1992, pour être loin des tentations et des mauvaises influences. Elle y habite avec sa fille, Lea, s'ennuie quelque peu, mais préfère somme toute avoir une vie plus normale.

RÉFÉRENCES

Abbott, D. (1996). Turning Acts of Borrowing into Acts of Empowerment: Self-Organization of the Annapurna Women of Bombay. Dans P. Ghorayshi, & C. Bélanger, (Eds.) *Women, Work, and Gender Relations in Developing Countries: A Global Perspective* (p. 183-193). London : Greenwood Press.

Acosta-Belén, E., & Bose, C. B. (1990). From Structural Subordination to Empowerment: Women and Development in Third World Contexts. *Gender & Society*, 4 (3), 299-320.

Aguilar, D. D. (1997). Gender, Nation, Colonialism: Lessons from the Philippines. Dans N. Visvanathan, L. Duggan, & L. Nisonoff (Eds.), *The Women, Gender and Development Reader*, New York : Zed Books.

Albada, F. T. (1993). The Role of NGOs in Philippine Social Transformation. *Philippine Politics & Society*, (n.d.), 2-56.

Albada, F. T. (1994). NGOs: Finding a Niche. *Philippine Political Update*, (n.d.), 14-17.

Alindogan-Medina, N. (1995). Women's Studies: A Struggle for a Better Life. Dans Committee on Women's Studies in Asia (Ed.), *Changing Lives : Life Stories of Asian Pioneers in Women's Studies* (p. 152-170). New York : The Feminist Press at the City University of New York.

Andres, T. D. (1987). *Understanding Filipino Values on Sex, Love and Marriage*. Manila (Philippines) : Our Lady of Manaoag Publishers.

Andres, T. D., & Ilada-Andres, P. B. (1999). *Understanding the Filipino* (8^e éd.) Quezon City (Philippines) : New Day Publishers.

Archer, D., & Cottingham, S. (1996). *Action Research Report on REFLECT – Regenerated Freirean Literacy through Empowering Community Techniques. The Experiences of Three REFLECT Pilot Projects in Uganda, Bangladesh, El Salvador*. London : Overseas Development Administration.

Austin, R. (1996). Towards a New Popular Pedagogy. *Education and Society*, 14 (2), 39-52.

Batangan, T. U., Tan, M. L., & Cabado-Espanola, H. (2001). *Love and Desire. Young Filipinos and Sexual Risks*. Quezon City (Philippines) : University of the Philippines.

Batliwala, S. (1994). Meaning of Empowerment: New Concepts Form Action. Dans G. Sen, A. Germaine, & L. Chen (Eds.), *Population Policies Reconsidered: Health Empowerment and Rights* (p. 129), Cambridge, MA : Harvard University Press.

- Bertaux-Wiame, I. (1983). Les pratiques quotidiennes des femmes sont-elles productrices d'histoire? Dans P. Fritsch (Dir.), *Le sens de l'ordinaire* (p. 47-54). Paris : Éditions du CNRS.
- Blackburn, J. (2000). Understanding Paulo Freire: Reflections on the Origins, Concepts, and Possible Pitfalls of his Educational Approach. *Community Development Journal*, 30 (1), 2-20.
- Bloom, L. R. (1997). Locked in uneasy sisterhood: Reflections on feminist methodology and research relations. *Anthropology and Education Quarterly*, 28 (1), 111-122.
- Bolido, L. B. (2001). Health Project Empowers Bicolanas. *The Philippine Daily Inquirer*, December 9, 2001, p. C2.
- Bordadora, N., & Rivera, B. S. (2002). NBI Told to Probe E-mail-order Brides. *The Philippine Daily Inquirer*, January 15, 2002, p. A4.
- Bosch, A. E. (1998). Popular Education, Work Training, and the Path to Women's Empowerment in Chile. *Comparative Education Review*, 42 (2), 163-182.
- Brewis, J., & Linstead, S. (2000). *Sex, Work and Sex Work: Eroticizing Organization*. New York : Routledge.
- Brickman, E., Boncher, M., Schneiderman, P. & Dickerson, S. (2001). Testing a Therapeutic Model for Empowering Child Victims of Sexual Abuse. Dans R. Perez-Koenig & B. Rock (Eds.), *Social Work in the Era of Devolution* (p. 93-119). New York : Fordham University Press.
- Bystydzienski, J. (1992). *Women Transforming Politics. Worldwide Strategies for Empowerment*. Indianapolis, IN : Indiana University Press.
- Callamard, A. (1999). *Méthodologie de recherche sexospécifique*. Montréal : Amnesty International et Centre international des droits de la personne et du développement démocratique.
- Carr, M., Chen, M., & Jhabvala, R. (1996). *Speaking out: Women's Economic Empowerment in South Asia*. London : IT Publications pour le compte de Aga Khan Foundation of Canada et United Nations Development Fund for Women (UNIFEM).
- Carty, L. (1996). Seeing Through the Eye of Difference: A Reflection on Three Research Journeys. Dans H. Gottfried (Ed.), *Feminism and Social Change: Bridging Theory and Practice*. Chicago, IL : University of Illinois Press.
- Castillo, L. (1999). Feminist Popular Education in Latin America: A Case Study on the Political Empowerment of Women in the Dominican Republic (Political Development). *Dissertation Abstracts International*, 60, 2863A.

Chant, S., & McIlwaine, C. (1995). *Women of a Lesser Cost. Female Labour, Foreign Exchange & Philippine Development*. Manila (Philippines) : Ateneo de Manila University Press.

Cheater, A. (1999). Power in the Postmodern Era. Dans A. Cheater (Ed.), *The Anthology of Power. Empowerment and Disempowerment in Changing Structures* (p. 1-12). Routledge : New York.

Checkoway, B. (1995). Six Strategies of Community Change. *Community Development Journal*, 30 (1), 2-20.

Coates, J. (1994). Education for Social Transformation. *Journal of Teaching in Social Work*, 10 (1/2), 1-17.

Congress, E. P., & Sealy, Y. M. (2001). The Role of Social Work Ethics in Empowering Clients and Communities. Dans R. Perez-Koenig & B. Rock (Eds.), *Social Work in the Era of Devolution* (p. 305-330). New York : Fordham University Press.

Constantino, R. (1982). *The Miseducation of the Filipino*. Quezon City (Philippines) : Foundation for Nationalist Studies.

Cortes, J. R., Baldo, T. C., Botor, C. O., Ibe, M. D., & Manalang, P. S. (1983). *Values of Filipino Women: Their Implications for Education, National Policy and Social Action*. Quezon City (Philippines) : U. P. Diliman.

Creswell, J. (1998). *Qualitative Inquiry and Research Design. Choosing Among Five Traditions*. Thousand Oaks, CA : Sage Publications.

Crone, D. K. (1993). States, Elites, and Social Welfare in Southeast Asia. *World Development*, 21 (1), 55-66.

Crowther, J., & Shaw, M. (1997). Social movements and the education of desire. *Community Development Journal*, 30 (1), 2-20.

David, F. (2001). Le développement, mais quel développement? Dans H. Lelièvre (Dir.), *Les femmes, mais qu'est-ce qu'elles veulent?* (p. 97-103). Bruxelles : Éditions Complexe.

Davies, L. (1997). Doing Justice: Education and Gender Relations in Africa. Dans T. J. Scrase (Ed.), *Social Justice and Third World Education* (p. 85-105). New York : Garland Publishing.

De Guzman, A. F. (1996). *Goddesses of the Lust Triangle: An Excursion into Manila's Erotic Dance Industry*. (s.l.) : The Media Gallery.

Dela Pena Tulipat, P. (2001). Feminist Participatory Approach to the Study of Incest. Dans C. Sobritchea (Ed.), *Gender Violence: Its Socio-Cultural Dimensions* (p. 191-262). Quezon City (Philippines) : University of the Philippines.

- Demeterio-Melgar, J. L. (2001). Abortion Law & Ethics in the Philippines: Restrictive and Punitive Norms in a Liberalizing World. *Women's Journal on Law and Culture*, 1 (1), 68-86.
- Did Edsa II change your life? *The Philippine Daily Inquirer*, January, 20, 2002, p. A8.
- Doezema, J. (2001). Ouch! Western feminists' "Wounded Attachment" to the "Third World prostitute". *Feminist Review*, 67, 16-38.
- Dominelli, L. (1995). Women in the Community: Feminist Principles and Organising in Community Work. *Community Development Journal*, 30 (2), 133-143.
- Donato, A. E. (2001). 330 Rights Cases Blamed on GMA Government. *The Philippine Daily Inquirer*, December 9, 2001, p. A24.
- Eichler, M. (1997). Feminist Methodology. *Current Sociology*, 45 (2), 9-36.
- Ellis, P. (1995). Non-Formal Education and Empowerment of Women: Insights from the Caribbean. *Convergence*, 28 (3), 86-95.
- Encyclopedia of Psychology*. (2000). Vol. 3, Washington, D.C. : Oxford University Press.
- Enloe, C. (2000). *Bananas, Beaches and Bases. Making Feminist Sense of International Politics*. (2^e éd.). London : University of California Press.
- Enrile, C., & Illo, J. F. (1991). Working for and with Women: The Women-in-Development Experience in the Philippines. Dans J. F. Illo (Ed.), *Gender Analysis and Planning. The 1990 IPC-CIDA Workshop* (p. 29-38). Quezon City (Philippines) : Institute of Philippine Culture, Ateneo de Manila University.
- Esim, S. (1997). Can feminist methodology reduce power hierarchies in research settings? *Feminist Economics*, 3 (2), 137-139.
- Etienne, M., & Leacock, E. (Eds.) (1980). *Women and Colonization : Anthropological Perspectives*. New York : Praeger.
- Fajardo, D. (2001). Iloilo City Cops Round Up 86 Hookers in 10 Months. *Manila Bulletin*, December 3, 2001, p. G3.
- Fajardo, H. R., & Panlilio, E. E. (Eds.) (2001). *Holding Up Half the Sky: Success Stories in the Economic Empowerment of Women*. Quezon City (Philippines) : Milflores Publishing, Inc.
- Félix de Sousa, I. C. (1995). Discussing Women's Reproductive Health, Religion, Roles and Rights: Achieving Women's Empowerment. *Convergence*, XXVIII (3), 45-51.

Fernando, J. L. (1997). Nongovernmental Organizations, Micro-Credit, and Empowerment of Women. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 554, 150-177.

Ferree, M., & Martin, P. (1995). Doing the Work of the Movement: Feminist Organizations. Dans M. Ferree, & P. Martin, *Feminist Organizations: Harvest of the New Women's Movement* (p. 3-23). Philadelphie, PA : Temple University Press.

Fetterman, D. M. (1998). *Ethnography*. (2^e éd.). Thousand Oaks : Sage Publications.

Floresca-Cawagas, V. (1996). Empowerment of the People: Insights from the Philippines. *The Alberta Journal of Educational Research*. XLII (2), 161-169.

Foley, Sr. M. S. (2001). Spirituality as Empowerment in Social Work Practice. Dans R. Perez-Koenig, & B. Rock (Eds.), *Social Work in the Era of Devolution* (p. 351-369). New York : Fordham University Press.

4 of 10 Filipinos Live on Less Than P38 a Day—NSCB, *The Philippine Daily Inquirer*, January 28, 2002, p. A5.

Freire, P. (1974). *La pédagogie des opprimés*. Paris : F. Maspero.

Friedmann, J. (1992). *Empowerment: The Politics of Alternative Development*. Cambridge, MA : Blackwell Publishers.

Fuertes, Y. (2001). Danger Clock Ticks 46 Abortions Every 60 Minutes. *The Philippine Daily Inquirer*, December 19, 2001, p. A16.

GlenMaye, L. (1998). Empowerment of Women. Dans R. Parsons, L. Gutiérrez, & E. Cox (Eds.), *Empowerment in Social Work Practice* (p. 29-51). New York : Brooks/Cole.

Guanzon, R. V. (2001). The Women's Movement and the Anti AWIR Bill, *The Philippine Daily Inquirer*, December 22, 2001, p. A14.

Gudykunst, W. B. (1985). Normative power and conflict potential in intergroup relationships. Dans W. B. Gudykunst, L. P. Stewart, & S. Ting-Tommey (Eds.), *Communication, culture, and organizational processes* (p.155-173). Beverly Hills, CA : Sage Publications.

Guerrero, S. H, Asis, M. M., Espano, A. J., Ibarra-Taberdo, T., Dayo, H., Rovillos, R., Kintanar, T. B. (2001). *Women and Gender in Population and Development*. Quezon City (Philippines) : University of the Philippines.

Guerrero Napkil, C. (1999). *Woman Enough and Other Essays*. Quezon City : Ateneo de Manila University Press.

Guingona Agonizes: Veep Disagrees with President Over Presence of American Troops. *The Philippine Daily Inquirer*, January 22, 2002, p. A1.

- Hamel, J. (1997). *Étude de cas et sciences sociales*. Montréal : L'Harmattan.
- Hamilton-Paterson, J. (1998). *America's Boy: The Marcoses and The Philippines*. Pasig City (Philippines) : Anvil Publishing.
- Hamilton-Paterson, J. (1987). *Playing with Water: Passion & Solitude on a Philippine Island*. Mandaluyong City (Philippines) : Cacho Publishing House.
- Hammersley, M., & Atkinson, P. (1995). *Ethnography: Principles in Practice*. New York : Routledge.
- Harutunian, L., & Rachman, R. (1996). Empowering Women: The Women's Development Centre in Gyumri. Dans P. Parsloe (Ed.), *Pathways to Empowerment* (p. 67-80). Birmingham (Angleterre) : British Association of Social Workers.
- Hernandez, A. (1997). *Pedagogy, Democracy and Feminism*. Albany, NY : State University of New York.
- Heyzer, N. (1986). *Working Women in South-East Asia: Development, Subordination, and Emancipation*. Philadelphia, PA : Open University Press.
- Hofmann, C. (1998). *Questions and Issues on Prostitution: What We Need to Know*. Quezon City (Philippines) : Coalition Against Trafficking in Women—Asia-Pacific.
- Hopa, N. K. (1999). Land and Re-empowerment in New Zealand. Dans A. Cheater (Ed.), *The Anthropology of Power. Empowerment and Disempowerment in Changing Structures* (p. 103-117). New York : Routledge.
- Huberman, A. M., & Miles, M. B. (1991). *Analyse des données qualitatives*. Bruxelles : De Boeck.
- Human Development Report 1995*. (1995). New York : United Nations Development Programme.
- James, W. (1999). Empowering ambiguities. Dans A. Cheater (Ed.), *The Anthropology of Power. Empowerment and Disempowerment in Changing Structures* (p. 13-27). New York : Routledge.
- Javate De Dios, A. (1995). Triumphs and Travails: Women's Studies in the Academy. Dans Committee on Women's Studies in Asia (Ed.), *Changing Lives: Life Stories of Asian Pioneers in Women's Studies*. New York : The Feminist Press at the City University of New York.
- Jayawardena, K. (1986). *Feminism and Nationalism in the Third World*. Totowa, NJ : Zed Books.
- Jimenez David, R. (2002). Poverty and Sustainability. *The Philippine Daily Inquirer*, January 29, 2002, p. A9.

- Karl, M. (1995). *Women and Empowerment: Participation and Decision-Making*. Atlantic Highlands, NJ : Zed Books.
- Kirsch, G. E. (1999). *Ethical Dilemmas in Feminist Research. The Politics of Location, Interpretation, and Publication*. Albany, NY : State University of New York Press.
- Kramer-Dahl, A. (1996). Reconsidering the Notions of Voice and Experience in Critical Pedagogy. Dans C. Luke (Ed.), *Feminisms and Pedagogies of Everyday Life* (p. 242-262). Albany, NY : State University of New York.
- Kurtzman, L. (1999). *Les enjeux éthiques de la recherche-action féministe : Une étude de cas*. Mémoire de maîtrise inédit, Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec, Canada.
- Lacuarta, G. G. (2001). Sales Ladies Asked to Show Legs at Work, According to Study. *The Philippine Daily Inquirer*, December 10, 2001, p. A27.
- Law, L. (2000). *Sex Work in Southeast Asia*. New York : Routledge.
- Layda, R. (2001). Girlfriend Battering. Dans C. Sobritchea (Ed.), *Gender Violence: Its Socio-Cultural Dimensions* (p. 1-77). Quezon City (Philippines) : University of the Philippines.
- Lean Heng, C. (1995). Women's Empowerment: Addressing Emotional Subordination. *Convergence*, XXVIII (3), 78-85.
- Lee, J. (2001). *The Empowerment Approach to Social Work Practice*. (2^e éd.). New York : Columbia University Press.
- Lerner, T. (1999). *Hey, Joe: A Slice of the City—An American in Manila...* Verlag (Allemagne) : Book of Dreams.
- Licuanan, P. B. (1991). A Situation Analysis of Women in the Philippines. Dans J. F. Illo (Ed.), *Gender Analysis and Planning. The 1990 IPC-CIDA Workshop* (p. 15-28). Quezon City (Philippines) : Institute of Philippine Culture, Ateneo de Manila University.
- Lim, L. L. (1998). Whither the Sex Sector? Some Policy Considerations. Dans L. L. Lim (Ed.), *The Sex Sector. The Economic and Social Bases of Prostitution in Southeast Asia* (p. 206-222). Genève : International Labour Office.
- Lindio-McGovern, L. (1997). *Filipino Peasant Women: Exploitation and Resistance*. Philadelphia, PA : University of Pennsylvania Press.
- Lolarga, E. (2001). Politics Mars Fight for Gender Equality. *The Philippine Daily Inquirer*, December 5, 2001, p. A16.
- Mancini Billson, J. (1991). The Progressive Verification Method. Toward a Feminist Methodology for Studying Women Cross-culturally. *Women's Studies International Forum*, 14, 201-215.

Mann, B. (1987). Working with Battered Women: Radical Education or Therapy? Dans E. Pence (Ed.), *In our Best Interest: A Process for Personal and Social Change* (p. 104-116). Duluth : Minnesota Program Development.

Manthoto Lephoto, H. (1995). Educating Women for Empowerment in Lesotho. *Convergence*, 28 (3), 5-12.

Maribao, J. L. (1996). *Strategies for Empowerment: A Filipino-Christian Perspective*. [s.l.]: LOGOS Publications.

Martino, J. (1997). Education, Global Fordism, and the Demise of Social Justice in the Third World. Dans T. J. Scrase (Ed.) *Social Justice and Third World Education* (p. 33-45). New York : Garland Publishing.

Marzouki, I. (1999). La modernité, pour ou contre les femmes? Dans H. Dagenais (dir.), *La recherche féministe dans la francophonie. Pluralité et convergences* (p. 84-100). Montréal : Les Éditions du remue-ménage.

Masson, D. (1999). Repenser l'État : nouvelles perspectives féministes. *Recherches féministes*, 12 (1), 5-24.

Mayo, M. (2000). *Cultures, Communities, Identities: Cultural Strategies for Participation and Empowerment*. New York : Palgrave.

Mayo, P. (1999). *Gramsci, Freire and Adult Education. Possibilities for Transformative Action*. New York : Zed Books.

McIlwaine, C. (1997). Fringes on Frontiers? Gender and Export-oriented Development in the Philippines. Dans C. Dixon, & D. Drakakis-Smith (Eds.), *Uneven Development in South East Asia* (p. 100-123). Brookfield, IL : Ashgate.

Medel-Anonuevo, C. (1996a). From Activism to Feminism to Gender and Development Work in the Philippines. Dans S. Walters & L. Manicom (Eds.), *Gender in Popular Education. Methods for Empowerment* (p. 118-133). New York : Zed Books.

Medel-Anonuevo, C. (1996b). Women's Educational Initiatives in Challenging Macro Structures: Possibilities and Constraints. *Convergence*, 29 (4), 14-20.

Mehra, R. (1997). Women, Empowerment, and Economic Development. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 554, 137-149.

Mendoza, D. J. (1995-1998). Dependence or Self-Reliance? The Philippine NGO Experience. *Philippine Political Science Journal*, (39-42), 143-172.

Merriam, S. B. (1988). *Case Study Research in Education: A Qualitative Approach*. San Francisco, CA : Jossey-Bass.

Mies, M. (1991). Women's Research or Feminist Research? The Debate Surrounding Feminist Science and Methodology. Dans M. M. Fonow & J. A. Cook (Eds.), *Beyond*

Methodology : Feminist Scholarship as Lived Research (p. 60-84). Bloomington, IN : Indiana University Press.

Mitchell, W. L. (1994). Pragmatic Literacy and Empowerment: An Aymara Example. *Anthropology & Education Quarterly*, 25, 226-235.

Molina, A. (2001). Towards the Development of a Treatment Approach for Children Victims of Incest. Dans C. Sobritchea (Ed.), *Gender Violence: Its Socio-Cultural Dimensions* (p. 139-170). Quezon City (Philippines) : University of the Philippines.

Molina Azurin, A. (1995). Hypervaluated Hymen: The Deepest Domain of Male Dominance. Dans A. Molina Azurin (Ed.), *Reinventing the Filipino Sense of Being and Becoming* (p. 185-192). Manila (Philippines) : UP Press and CSSP Publications.

Moser, C. (1993). *Gender Planning and Development. Theory, Practice and Training*. New York : Routledge.

Mulder, N. (2000). *Filipino Images. Culture of the Public World*. Quezon City (Philippines) : New Day Publishers.

Mullender, A. (1996). Groups as a Means of Empowerment: Facilitating Self-directed Change. Dans P. Parsloe (Ed.), *Pathways to Empowerment* (p. 125-140). Birmingham (Angleterre) : British Association of Social Workers.

Muller, L. E. (1994). Toward an Understanding of Empowerment: A Study of Six Women Leaders. *Journal of Humanistic Education and Development*, 33, 75-83.

Nazareno, R. (2001). Pinoys no Better Off Today. *The Philippine Daily Inquirer*, December, 14, 2001, p. A6.

NCWP's Value-formation Workshop for Women Leaders Nationwide, *The Philippine Daily Inquirer*, December 5, 2001, p. B13.

Nolutshungu, S. C. (Ed.) (1996). *Margins of Insecurity: Minorities and International Security*. New York : University of Rochester Press.

Ocampo, A. R. (2002). Reticent to Discuss Rising STDs. *The Philippine Daily Inquirer*, February 6, 2002, p. A7.

O'Campo, M. (1987). Pornography and Prostitution in the Philippines. Dans L. Bell (Ed.), *Good Girls/Bad Girls: Sex Trade Workers and Feminists Face to Face* (p. 67-76). Toronto : The Women's Press.

O'Connell Davidson, J. (1998). *Prostitution, Power and Freedom*. Ann Arbor (Michigan) : The University of Michigan Press.

Ofreneo, R. E., & Ofreneo, R. P. (1998). Prostitution in the Philippines. Dans L. L. Lim (Ed.), *The Sex Sector. The Economic and Social Bases of Prostitution in Southeast Asia* (p. 100-129). Genève : International Labour Office.

Ollivier, M., & Tremblay, M. (2000). *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*. Montréal : L'Harmattan.

1 in 4 Pinays Had Abortion. *The Philippine Daily Inquirer*, December 14, 2001, p. A6.

O'Neill, M. (2001). *Prostitution and Feminism: Towards a Politics of Feeling*. Malden, MA : Polity.

Panopio, I. S., Cordero-MacDonald, F. V., et Raymundo, A. A. (1994). *General Sociology. Focus on the Philippines* (3^e éd.). Quezon City (Philippines) : Ken Incorporated.

Parsloe, P. (1996) Helping Individuals to Take Power. Dans P. Parsloe (Ed.), *Pathways to Empowerment* (p. 111-123). Birmingham (Angleterre) : British Association of Social Workers.

Parsons, R., Gutiérrez, L., & Cox, E. (1998). A Model for Empowerment Practice. Dans R. Parsons, L. Gutiérrez, & E. Cox (Eds.), *Empowerment in Social Work Practice* (p. 3-27). New York : Brooks/Cole.

Philippine Plan for Gender-Responsive Development 1995-2025. (1998). (3^e éd.) Manille (Philippines) : National Commission on the Role of Filipino Women.

Ramos, F. F., & M. G. Savella (2001). Student Prostitution. Dans C. Sobritchea (Ed.), *Gender Violence: Its Socio-Cultural Dimensions* (p. 79-138). Quezon City (Philippines) : University of the Philippines.

Ray Cox, D. (2001). Marginalisation and the Role of Social Development: The Significance of Globalisation, the State and Social Movements. Dans D. K. SinghaRoy (Ed.), *Social Development and the Empowerment of Marginalised Groups: Perspectives and Strategies* (p. 31-50). Thousand Oaks : Sage Publications.

Reinharz, S. (1983). Experiential Analysis: A Contribution to Feminist Research. Dans G. Bowles, & R. D. Klein (Eds.), *Theories of women's studies* (p. 162-191). London : Routledge and Kegan Paul.

Reyes*, E. (2002). Sex and the Single Pinay. *The Philippine Daily Inquirer*, January 24, 2002, p. A5.

Riccio, N. Z. (2001). Social Work (International): Economics in the Service of Social Issues—Human Development and Solution-Focused Programs. Dans R. Perez-Koenig & B. Rock (Eds.), *Social Work in the Era of Devolution* (p. 370-389). New York : Fordham University Press.

Rizalina, M., & Tayko, P. (1988). *Organization Development for NGOs: An Introduction*. Manila (Philippines) : PHILDHRRA.

Rowlands, J. (1998). A Word of the Times, But What Does it Mean? Empowerment in the Discourse and Practice of Development. Dans H. Afshar (Ed.), *Women and Empowerment. Illustrations from the Third World* (p. 11-34). London : Macmillan Press.

Roy, R. (2001). Meaning for an Alternative Strategy. Dans D. K. SinghaRoy (Ed.), *Social Development and the Empowerment of Marginalised Groups: Perspectives and Strategies*. (p. 67-81), Thousand Oaks : Sage Publications.

Ruiz-Austria, C. S. (2001). Sex, Sexuality and the Law: The Construction of the Filipino Woman's Sexuality and Gender Roles in the Philippine Legal System. *Women's Journal on Law and Culture*, 1 (1), 25-54.

Ruiz-Austria, C. S., Vargas, F. C., Avellano, A. A., Padilla, C. R., Legaspi, R. V. & Acuba, A. V. (2001). From Mortal Sin to Human Rights: Redefining the Philippine Policy on Abortion. *Women's Journal on Law & Culture*, 1 (1), 87-105.

Saffioti, H. (1978). *Women in Class Society*. (Trad. : Michael Vale) New York : Monthly Review Press.

Sanghera, J. (1998). Trafficking and Prostitution in South Asia from a Third World Perspective. Dans H. Johnston, & S. Khan (Eds.), *Trafficking in Persons in South Asia* (p. 120-153). Calgary, Alberta : Shastri Indo-Canadian Institute.

Santos, A., & Hofmann, C. (1997). *Prostitution and the Bases: A Continuing Saga of Exploitation*. Discours présenté à l'International Planning Meeting on Women and Children, Militarism and Human Rights (1^{er} au 4 mai 1997, à Naha, Okinawa), disponible à l'adresse Web suivante : www.cafw-ap.org/Pros.htm

Sanyal, B. (1997). NGOs' Self-defeating Quest for Autonomy. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 554, 21-32.

Savoie-Zajc, L. (2000). La recherche qualitative/interprétative en éducation. Dans T. Karsenti, & L. Savoie-Zajc (dir.), *Introduction à la recherche en éducation* (p. 171-197). Sherbrooke, Québec : Éditions du CRP.

Schrage, L. (1989). Should Feminists Oppose Prostitution? *Ethics*, 99, 347-361.

Schrage, L. (1994). *Moral Dilemmas of Feminism: Prostitution, Adultery and Abortion*. London : Routledge.

SinghaRoy, D. K. (2001). Critical Issues in Grassroots Mobilisation and Collective Action. Dans D. K. SinghaRoy (Ed.) *Social Development and the Empowerment of Marginalised Groups: Perspectives and Strategies* (p. 82-110), Thousand Oaks : Sage Publications.

Sionil José, F. (1999). *We Filipinos: Our Moral Malaise, Our Heroic Heritage*. Manila (Philippines) : [s.e.]

Sow, F. (1999). La recherche féministe et les défis de l'Afrique au XXI^e siècle. Dans H. Dagenais (dir.), *La recherche féministe dans la francophonie. Pluralité et convergences* (p. 423-448). Montréal : Les Éditions du remue-ménage.

Spiegel, A., Watson, V. & Wilkinson, P. (1999). The Formulation of Housing Policy in South Africa. Dans A. Cheater (Ed.), *The Anthropology of Power. Empowerment and Disempowerment in Changing Structures* (p. 175-190). New York : Routledge.

Stake, R. E. (1995). *The Art of Case Study Research*. Thousand Oaks, CA : Sage Publications.

Stall, S., & Stoecker, R. (1998). Community Organizing or Organizing Community? Gender and the Crafts of Empowerment. *Gender & Society*, 12, 729-756.

Stanley, L. & Wise, S. (1993). *Breaking Out Again. Feminist Ontology and Epistemology*. (2^e éd.) New York : Routledge.

St-Hilaire, C. (1990). Le projet SHIELD de l'ACDI aux Philippines : des femmes aux prises avec le développement. *TRAVAIL, capital et société*, 23 (2), 324-347.

St-Hilaire, C. (1995). *Quand le développement s'intéresse aux femmes. Le cas des Philippines*. Paris : L'Harmattan.

Streeten, P. (1997). Nongovernmental Organizations and Development. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 554, 193-210.

Stromquist, N. P. (1988). Women's Education in Development: From Welfare to Empowerment. *Convergence*, 21 (4), 5-17.

Tabet, P. (1987). Du don au tarif : les relations sexuelles impliquant une compensation. *Les Temps modernes*, 480, 1-53.

Talpade Mohanty, C. (1991). Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses. Dans C. Talpade Mohanty, A. Russo, & L. Torres (Eds.), *Third World Women and the Politics of Feminism* (p. 51-80). Indianapolis, IN : Indiana University Press.

Tan, M., de Leon, A., Stoltzfus, B., & O'Donnell, C. (1989). AIDS as a Political Issue: Working with the Sexually Prostituted in the Philippines. *Community Development Journal*, 24 (3), 186-193.

Toh, S., & Floresca-Cawagas, V. (1997). Towards a People-centered Education: Possibilities and Struggles in the Philippines. *International Review of Education*, 43 (5-6), 527-545.

Tojos, L. S, Jaucian, J. P. & Guerrero, S. H. (1994). *Focus on NGOs: Monitoring Selected Government Programs and Projects through People's Participation*. Manila (Philippines) : National Economic and Development Authority.

Ueno, C. (1999). Désexualisation de la famille : au-delà de la modernité sexuelle. Dans H. Dagenais (dir.), *La recherche féministe dans la francophonie. Pluralité et convergences* (p. 100-114). Montréal : Les Éditions du remue-ménage.

UP Diliman Campaigns for a "Rape-free" Campus, *The Philippine Daily Inquirer*, December 11, 2001, p. A23.

Walters, S., & Manicom, L. (1996). Introduction. Dans S. Walters & L. Manicom (Eds.), *Gender in Popular Education. Methods for Empowerment* (p. 1-22) New York : Zed Books.

Watson Andaya, B. (1998). From Temporary Wife to Prostitute: Sexuality and Economic Change in Early Modern Southeast Asia. *Journal of Women's History*, 9 (4), 11-34.

Wendt, R. F. (2001). *The Paradox of Empowerment. Suspended Power and the Possibility of Resistance*. Westport (Connecticut) : Praeger.

Women's Education, Development, Productivity and Research Organization (WEDPRO). (1990). *Women Entertainers in Angeles and Olongapo*. Angeles (Philippines) : WEDPRO.

"Youth Bulge" Worries Population Experts, *The Philippine Daily Inquirer*, December 19, 2001, p. A15.

Xaxa, V. (1997). Empowerment of Tribes. Dans D. K. SinghaRoy (Ed.), *Social Development and the Empowerment of Marginalised Groups: Perspectives and Strategies* (p. 202-222), Thousand Oaks : Sage Publications.

Zafra, J. (1995). *Womenagerie and Other Tales from the Front*. Pasig City (Philippines) : Anvil Publishing.

Zimmerman, M. A., & Rappaport, J. (1988). Citizen Participation, Perceived Control, and Psychological Empowerment. *American Journal of Community Psychology*, 16 (5), 725-751.

Zulueta, F. M. & Liwag, D. B. (2001). *Social Problems and Issues in the Philippines*. Mandaluyong City (Philippines) : National Book Store.

*Reyes, E. est un pseudonyme. L'auteure de l'article craignait les représailles de ses supérieurs catholiques si elle divulguait sa véritable identité.